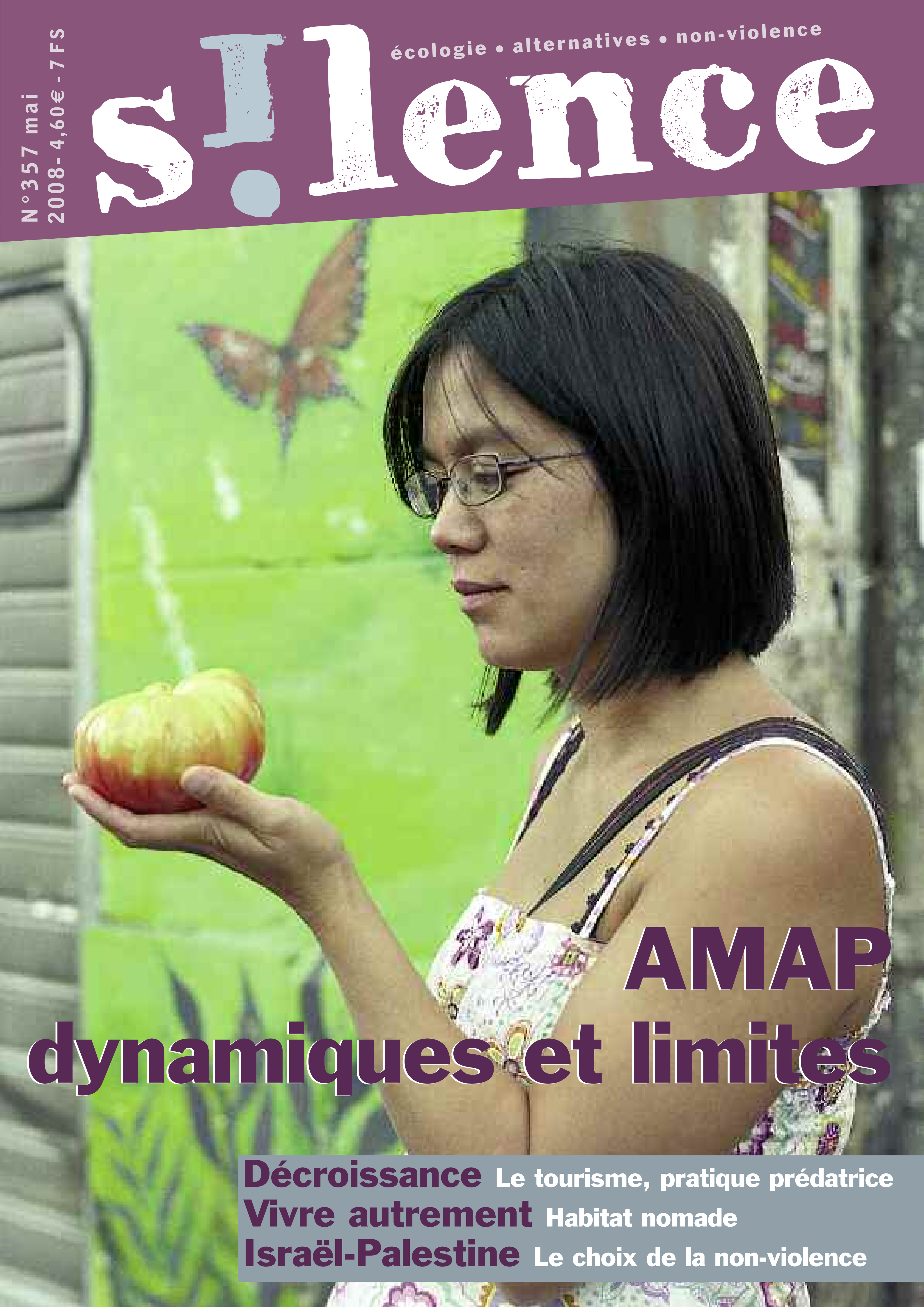

N°357 mai
2008 - 4,60€ - 7 FS
s!lence
écologie • alternatives • non-violence
AMAP
dynamiques et limites
Décroissance Le tourisme, pratique prédatrice
Vivre autrement Habitat nomade
Israël-Palestine Le choix de la non-violence

Le mois de Lasserpe







3 questions à...

Claude B. Levenson,

auteure du livre "Tibet, la question qui dérange", éd. Albin Michel, 2008.

Quelle est la situation culturelle et politique du Tibet au niveau local et sur le plan international ?

Après les récents événements à Lhassa et leurs échos meurtriers dans les régions tibétaines avoisinantes désormais administrativement englobées dans des provinces chinoises, force est de constater que le Tibet intéresse le monde extérieur seulement lorsque la violence y fait irruption. Plus d'un demi-siècle de colonisation n'a pas fait oublier aux Tibétains qui ils sont et souhaitent le rester : ce qui s'exprime dans ces manifestations durement réprimées, c'est avant tout une affirmation identitaire menacée de sinisation rapide par l'afflux de colons sur le territoire ancestral. Ce qui reste donc en priorité, c'est la volonté de durer et d'être soi-même, sans refuser pour autant la modernité – mais librement acceptée au rythme qui convient à la majorité de la population.
La situation politique locale ? Les décisions sont prises à Pékin sans consultation des aspirations locales et appliquées sans état d'âme par des gestionnaires payés pour le faire.
Culturellement parlant, l'héritage du Tibet (déjà fortement mis à mal par la révolution culturelle et la répression) est menacé de folklorisation pour le plus grand bénéfice d'un tourisme de masse destructeur par son ampleur, tandis que l'environnement naturel (le Tibet est souvent appelé "le toit du monde") peine lui aussi à s'accommoder d'un tel déferlement d'activités humaines qui perturbent un équilibre délicat que les Tibétains (peu nombreux sur de vastes étendues) avaient su jusqu'ici respecter tout en s'assurant une subsistance spartiate dans un climat rude qui a façonné leur altérité.

Quelles voies emprunte le peuple tibétain pour résister et quels objectifs politiques visent ces résistances ?

Jusqu'ici, le Dalaï-lama, chef à la fois spirituel et temporel du Tibet, s'en tient au choix de "la voie médiane", prônant depuis une vingtaine d'années (autant par réalisme politique que par conviction personnelle) un dialogue pour parvenir à une solution négociée avec les autorités chinoises, au bénéfice des deux parties. Jusqu'ici, le régime chinois a fait la sourde oreille, et actuellement ne semble pas décidé à dévier d'une position dure de répression tous azimuts. Au bout de plus d'un demi-siècle de colonisation, les Tibétains de l'intérieur viennent de faire comprendre au monde leur ras-le-bol de ne pas être entendus et de se voir nier les droits fondamentaux reconnus à tous les peuples et à chaque individu. Le vent de révolte qui vient de balayer les hauts plateaux tibétains reflète la profonde frustration des Tibétains, qui témoignent à leur manière de l'illégitimité de la présence chinoise sur leurs terres. A l'extérieur, la diaspora tibétaine en exil fait office de caisse de



quoi de neuf ?

Venez nous voir le 15 mai !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 17 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Et naturellement, vous repartez avec le nouveau numéro qui vous est offert. Prochaines expéditions : **15 mai, 19 juin, 21 août**...
Si vous êtes plus particulièrement intéressé-e par une rubrique de Silence, vous pouvez vous proposer pour devenir "pilote de rubrique" en prenant contact avec le comité de rédaction de la revue où nous décidons de l'orientation de la revue, des prochains dossiers, des articles que l'on passe, des réponses à apporter aux courriers... Les prochaines réunions de ce comité de rédaction se tiendront à **10 h** les **samedis 31 mai** (pour le numéro d'été), **21 juin** (pour le numéro de septembre), **30 août** (pour le numéro d'octobre)...
Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h.
Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **2 avril 2008**.

Assemblée générale

L'assemblée générale de la revue se tiendra le **samedi 21 juin 2008**, avec comme particularité d'être largement consacrée à valider les restructurations d'organisation qui ont été débattues tout au long de l'année.

Le coup de fil du mois

Nous recevons souvent le même type de coup de téléphone à *S!lence*. Nous donnons ici une réponse aux questions les plus fréquentes.
- Je voudrais m'abonner à la revue, mais c'est quoi le petit budget ?
- Nous ne précisons pas plus et ne demandons pas de justificatifs : chacun estime sa situation. Dans chaque catégorie de la population, il y a des gens qui gagnent plus ou moins et qui ont aussi des besoins différents. Si vous estimez





résonance, avec le soutien de centaines d'associations diverses dans le monde, sympathisantes de la cause tibétaine pour différentes raisons : intérêt intellectuel ou spirituel, solidarité active avec les exilés et les oubliés du 'développement' à la chinoise, souci politique du respect des droits de l'homme au Tibet et en Chine, désir d'un monde mieux équilibré prenant en compte les aspirations de tout peuple à l'autodétermination.

Les Jeux Olympiques peuvent-ils être un moment pour mettre en avant la question tibétaine ? Quelles pistes d'actions ici et là-bas ?

Sans doute, puisque c'est en quelque sorte l'approche des JO qui a servi de déclic aux récents événements. Il est vrai que chaque année, les Tibétains se souviennent de l'écrasement du soulèvement populaire anti-chinois de 1959 qui a entraîné un net durcissement de la répression et l'exil du Dalaï-lama suivi par des centaines de ses compatriotes, mais cette fois, la perspective de la grand-messe olympique a permis à l'opinion internationale de prêter davantage attention à ce qui se passe au Tibet et en Chine. Les associations mettent en réseau leurs informations et leurs contacts, surtout après ce qui vient de se passer, afin que l'attention ne se détourne pas de ce qui se déroule autour d'une mise en scène soigneusement orchestrée par le régime, alors que la propagande officielle s'efforce de faire croire que tout va pour le mieux dans la meilleure des Chines possible : à tant vouloir imposer sa vision au monde, la grande dictature chinoise peut aussi se gripper en raison d'un grain de sable. Et du sable, il y a en jusqu'au Tibet… Sans oublier toutefois que la question tibétaine est aussi une épreuve morale pour les dirigeants des pays démocratiques, qui font preuve d'une frilosité exemplaire dès qu'il s'agit d'affronter les autorités chinoises sur les principes de liberté et d'universalité des droits de l'homme dont ils se réclament.

sommaire

brèves

pouvoir le faire, le tarif normal de l'abonnement est de 46 €. Si vous avez des difficultés à joindre les bouts, vous pouvez opter pour le petit budget… ou le petit futé.

Appel à bénévoles

Nous avons besoin de bénévoles pour tenir un stand (présentation et vente de la revue) :

- du 2 au 4 mai à **Nyons** (Drôme) pour Naturellement.
- les 3 et 4 mai à **Chateldon** (Haute-Loire) pour Humus.
- le 11 mai à **Signes** (Var) pour le salon biologique.
- les 11 et 12 mai à **Gaillac** (Tarn) pour Biocybèle.
- le 18 mai à **Aspet** (Haute-Garonne) pour la foire bio et terroir.
- les 2 et 3 juin à **Mérindol** (Bouches du Rhône) pour le salon des éco-énergies.

Contactez Dorothée le mardi ou laissez vos coordonnées les autres jours au 04 78 39 55 33. Merci d'avance.

Offrir S!lence !

Si vous offrez cinq abonnements découverte pour six mois (20 x 5 = 100 €), vous bénéficiez de votre réabonnement gratuit pour un an.

Aider à la diffusion

Vous pouvez nous aider à mieux diffuser la revue et à toucher ainsi d'autres publics. Vous pouvez proposer *S!lence* à votre bibliothèque, au centre de documentation d'un lycée ou d'une université. Cet abonnement par des institutions publiques donne aux pauvres, aux chercheurs, aux étudiants, aux activistes locaux un accès facile et utile à "une voix différente", critique et optimiste que peut être *S!lence*. Adressez-vous aux établissements de votre commune. Eventuellement demandez-nous deux numéros de votre choix (celui de votre région s'il existe) pour vos futurs démarchages par téléphone les lundis ou mardis. Merci.

Appel aux Savoyards !

Pour les lecteurs et les lectrices de Savoie et Haute-Savoie, nous sommes en recherche d'alternatives dans votre région en vue de la publication d'un numéro prévu en janvier 2009. Les reportages se feront fin août 2008. C'est donc le moment de nous envoyer des adresses, des tracts de présentation, des dépliants… Merci d'avance.

editorial

Un nouveau foyer d'expérimentation

Au départ, les AMAP, associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, sont nées d'une réflexion pour venir en aide à des maraîchers en difficulté. Mais dans la pratique, le brassage des idées qui en sort permet d'envisager beaucoup plus…
Car les AMAP participent au débat sur la nécessaire relocalisation de l'économie. Une démarche qui dépasse le cercle des mouvances altermondialiste, écologiste, décroissante… Ceci afin de diminuer notre empreinte sur la planète, mais aussi pour diminuer l'exploitation des peuples du sud (néocolonialisme). Aujourd'hui, la relocalisation semble un instrument plus efficace que les tentatives pour redéfinir un commerce équitable ou un tourisme solidaire.
Comme le souligne Claire Lamine dans l'interview page 12, il y a de grandes similitudes entre les groupes qui sont impliqués dans les AMAP et les SEL, Systèmes d'échanges locaux. Certaines AMAP réfléchissent même à la possibilité d'échanger du travail agricole contre des paniers pour lever le frein financier que peut représenter l'achat à l'avance de la nourriture.
Dans un contexte où l'agriculture mondialisée se veut industrielle, les AMAP se multiplient et se diversifient, ici comme dans d'autres pays. En écologie scientifique, c'est un signe de bonne santé : plus un milieu est complexe, plus il est capable de s'adapter, d'évoluer, de progresser. On peut dès lors s'interroger sur la volonté de déposer le nom comme une marque. A vouloir protéger la démarche, on risque de la stériliser.
Le dossier que nous proposons sur les AMAP cherche à favoriser les réflexions et expérimentations politiques entre ces pratiques.

Michel Bernard ■

La plupart des photos qui illustrent ce dossier sont de Francis Blaise, photographe à Marseille et membre du collectif *Contre-Faits*. www.contre-faits.org

Francis Blaise

Tout autour de la Terre

page 5


Francis Blaise

Un mouvement social ?

page 12

dossier

Photos : Francis Blaise

Tout autour de la Terre

A Aubagne (Bouches-du-Rhône) du 26 au 30 janvier 2008, des Amap (France) des Teikei (Japon) ou des Reciproquos (Portugal) se sont rencontrés pour échanger et lancer de nouveaux projets de solidarité entre producteurs et consommateurs.

"*Je suis un citadin, je ne connais rien à l'agriculture*" commence Joseph Richard-Cochet salarié d'*Urgenci* et membre de l'Amap des Chartreux à Marseille. Depuis qu'il dirige les opérations de pilotage, les choses se sont améliorées pour lui et le monde rural lui semble moins opaque. Il a réuni des Amap du monde entier, mis à part l'Amérique du Sud, sous l'égide d'*Urgenci*, association dont l'objectif est la liaison entre producteurs et consommateurs. *Urgenci* est née à Pamela (Portugal) lors d'un précédent colloque avec des Amap. Aujourd'hui basée à Aubagne, l'association est soutenue par des financements de la ville auxquels s'ajoutent ceux de la région et de la communauté d'agglomération. C'est une carte que joue Aubagne depuis longtemps : *Paix sociale, paix municipale* dans cette ville communiste où les entreprises sont légion. *Urgenci* se donne aussi pour fonction la nécessaire et urgente conservation de la biodiversité avec l'aide de l'institut Vavilov de Saint-Petersbourg.

Joseph Richard-Cochet répond en anglais aux japonais qui sont membres d'une Teikei, une sorte de grosse Amap, plus proche de la coopérative que des associations pour le maintien de l'agriculture paysanne. Il indique la salle de conférence aux américains des *Community Supported Agriculture* et s'étonne devant des Québécois qu'il n'y ait plus de café : Tabernacle ! Le café n'est pas équitable non plus.

"Une Amap, c'est déjà déséquilibré" m'explique Joseph ; un producteur et quarante familles, cela explique la présence plus ou moins accrue des consom-acteurs lors de ce round d'*Urgenci*.

Ça commençait mal avec la sympathique mairie communiste d'Aubagne qui offrait un repas "industriel", et des couverts en plastique à la fine fleur de l'écologie urbaine. Daniel Fontaine a beau avoir été un soutien à Bové, ses services ont préparé de la nourriture pas vraiment *alter*. Toutefois lui et son équipe ont déclassé une zone constructible en zone agricole : 20 ha dont deux sont revenus pour la création d'une Amap. La chose est assez rare pour être soulignée en PACA. A l'Agora d'Aubagne on râle un peu, mais on mange malgré tout le repas ouvrier. Car comme le dit Joseph *"Si c'est Sylvia Barthélemy, la candidate de droite qui passe, on dégage en trois heures !"*

Les représentants de toutes ces Amap sont des esprits constructifs qui ne s'arrêtent pas à ce genre de détail, même si Jocelyn Fort, maraîchère vers Nîmes, ne s'en laisse pas conter et peste contre ce manquement : *"Comme s'il n'y avait pas assez de producteurs bio à Aubagne !"* Elle est pourtant ravie de ces rencontres et héberge un couple de Portugais membres des Reciproquos : José Gomes, un apiculteur, et une consommatrice du sud, Idalia José, appartenant au *Conselho de Odemira*. Entre Douro et Tage, ces Reciproquos sont des projets soutenus par l'Europe et le ministère de l'Agriculture portugais pour revitaliser les terres abandonnées, notamment dans les plaines du Sud ou les montagnes du Nord. Ici on prend son *Cabaz*, l'équivalent du panier hexagonal. *"Les produits sont traditionnels"* affirme Idalia, mais pas biologiques. Un producteur commence cette année. José raconte sa région de Sao Pedro do Sur désertifiée et comment les agriculteurs ont mis en place avec le projet *Criar Raizes* (Créer Racines) une boutique, une vente aux hôtels et des paniers délivrés à Viseu, une ville de 50 000 habitants toute proche.

- Equiterre, 2177, rue Masson, bur, 206, Montreal, Quebec H2H 1B1, www. equiterre.org.
- Reciproquo Taipa, Traversa do Miradouro N 1, apratado 70, 7630-187 Odemira, Portugal, tél : 283 320 020, taipa@taipa-desenvolvimento.
- Japan Organic agriculture Association, Hongo 3-17-12-501, Bungyo-ku, Tokyo 113-0033, Japon, www.joaa.net, info@jooa.net.
- Urgenci, 5 rue Jean-Jacques-Rousseau, 13400 Aubagne, tél : 04 42 32 05 75, www.urgenci.net.


Francis Blaise

Supprimer les intermédiaires

Le facteur biologique semble inversement proportionnel à l'industrialisation du pays. Ainsi les Teikei japonais, qui pour nombre d'entre eux sont restés de petites structures, malgré la taille de certains comprenant pas moins de 10 000 personnes trahissant l'esprit des fondatrices, sont tous en bio mais sont opposés à la certification décidée par l'Etat. Teikei signifie « *partenariat* » et s'interdit les intermédiaires et les organismes de contrôle qui coûtent cher. Le Teikei s'appuie comme dans la tradition japonaise sur trois piliers reconvertis en trois grands principes ; recycler, réutiliser et réduire. Comme la miniaturisation dont est le fer de lance ce pays à l'étroit sur ses quatre îles. Les Teikei naissent en 1965, suite au scandale de Minamata, du mercure retrouvé dans le lait et qui fait ses premières victimes alors. "Le visage du paysan" sur la bouteille de lait devient le symbole d'un nouveau rapprochement du consommateur avec le producteur. Un foyer sur quatre au Japon s'alimente avec ce système.

Comme l'explique Shinji Hashimoto, un livre a bouleversé les Japonais en 1975 : "*Fukugouosen*", *Pollution Complexe*. Depuis, leur regard a changé et la méfiance s'est installée vis-à-vis des institutions. Ils ne perçoivent donc ni subventions, ni ressources du monde des affaires. Shinji Hashimoto est fermier. Il s'oppose aux grands Teikei, sortes de centrales d'achats dérivées de ces structures. Il a été élu au comité international qui se compose d'au moins un membre de quatre continents.

On est moins exigeant du côté d'Alliance Provence qui reçoit des aides des conseils régionaux et généraux. Mais la France mêle la politique à tout, comme le reproche les Québécois d'Equiterre qui ont mis en place les ASC (Agriculture soutenue par la communauté) des fermes en réseau ou les consommateurs avancent l'argent et deviennent donc des partenaires. Il faut reconnaître que si le succès — par exemple en Estrie — des paniers bio se confirme, c'est aussi parce que le Canada a souffert très tôt de la contamination OGM.

"Les Occidentaux inventent ce qu'ils ont supprimé chez nous !"

En Afrique le démarrage des Amap est plus lent. On compte le Cameroun, le Mali et le Togo d'où vient Pierre Kpebou qui est devenu agriculteur après une formation de comptable. Sans travail il est revenu à la terre près d'Amlamé. *"On livre le gombo, le piment et le haricot sous un Apacam"*. Quatre de ces « deuxièmes bureaux » sont à Hietro, Adiva, Agadi et Amlamé. C'est à Edith Vuillon que le Togo doit en partie son lancement dans l'Amapisme, discipline non-olympique mais où l'on bat aussi des records. Dans ce pays long comme un haricot et dirigé par une main de fer par le clan Eyadema, des mains vertes se font jour : 102 agriculteurs fournissent 162 familles ! *"C'est que chez nous, une famille c'est au moins dix personnes* » s'esclaffe Oumar Diabaté (1), qui est venu, lui, du Mali. Installé à Bamakoro, il est venu observer et comprendre car ils n'ont fait qu'une distribution dans son Amap. Oumar s'étonne des SEL, Systèmes d'échanges locaux, et explique à Pierre qui s'écrie *"C'est quoi ça ? Les Sels, c'est ce que les Occidentaux ont supprimé en arrivant chez nous : le troc !"*.

Oumar semble très critique vis-à-vis de la politique agricole. Ce vétérinaire constate les dégâts de la révolution verte soutenue par Amadou Toumani, le président malien, et financée par la nébuleuse fondation Sasakawa Global 2000. Essais sur les hybrides, bateaux d'engrais qui arrivent au Port autonome de Lomé, 4X4 de cette ONG qui sont légion dans toute l'Afrique de l'Ouest, inquiètent grandement nos cultivateurs. Il y a de quoi quand on sait que cette fondation, la plus riche du monde, est l'œuvre selon certaines sources d'un ancien criminel de guerre qui se nommait lui-même "*Le fasciste le plus riche du monde*". Pas précisément un ami de l'Afrique.

D'autant que la révolution verte prônée par un esprit fort tel que Normand Borlaug, encore un prix Nobel, n'est révolutionnaire que par les cycles de ses échecs et n'a de vert que la couleur

(1) Elu au comité international avec Elisabeth Atengana du Cameroun.


Francis Blaise

Francis Blaise

du billet d'un dollar, puisque ce concept ne poursuit qu'un objectif : la productivité. " *Deux types de culture existent au Mali : le coton industriel et les cultures vivrières tels que le sorgho ou le riz*". Ce coton qui appauvrit tant les sols. D'après lui, un phénomène comparable à ce qui s'est passé en France se produit : *"Mes enfants ne veulent plus manger du Tô [ndlr : galette traditionnelle à base de maïs ou de mil], ils veulent du riz !"* Au Togo, Pierre Kpebou rappelle que tous les membres de l'Amap sont des fonctionnaires, pas encore des bobos comme il est de coutume d'entendre en France.

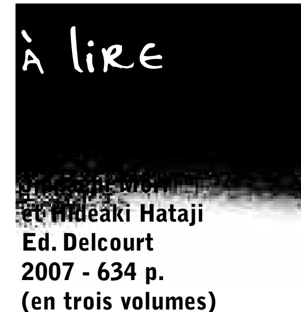
Green Guerillas

Plus au nord et plus urbanisés, nos voisins belges ont créé une fois les Foodteams, des sortes d'équipes de *food* décidées à résister au marché libre. Mais la partie est à trois, les paysans dans leurs buts, les consommateurs dans les cages en face et l'arbitre Foodteam, lui-même. La crise de la dioxine en 1999 en Belgique a donné le coup d'envoi des foodteams qui se comptent par centaines désormais. Le plat pays n'étant guère plus grand que quelques terrains de foot, il y est assez difficile de trouver du foncier.

New-York fait figure de tête de pont au pays de Mac Donald et de Monsanto. Des CSA (Community Sustained Agriculture), prédécesseurs des AMAP, patronnés par l'organisation *Just Food* organisent des relations paysans-producteurs mais installent aussi des jardins communautaires avec l'aide de groupes tels que les *Green Guerillas*. Les habitants du Bronx ou de Manhattan déplorent la disparition de 67 % des exploitations agricoles en 20 ans. Si près de la bourse de New-York, ils ont maintenu un système d'achats d'actions et développent des *villes poulets* afin de relancer ces fameux "Chicken". Plus de 1000 CSA s'étalent sur le continent nord-américain.

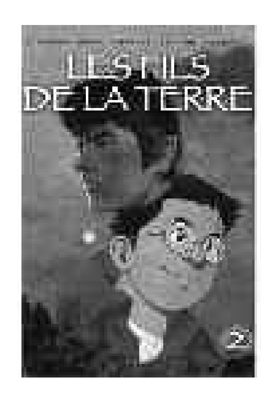
La bataille du foncier

Dans les salles de travail on s'oppose parfois. Alliance Provence, dépositaire du terme AMAP, souhaite des certifications plus strictes, alors que

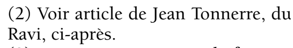


[illegible]
et Hideaki Hataji
Ed. Delcourt
2007 - 634 p.
(en trois volumes)

Sous forme d'un manga, avec la violence des relations, les dessins simplifiés, une passionnante histoire : un jeune fonctionnaire est envoyé par son ministère dans un lycée agricole pour mettre en place un programme qui inciterait les jeunes à devenir agriculteur, le Japon dépendant de plus en plus d'importations pour son alimentation. Dans le premier tome, Shuntaro Natsume se heurte aux villageois et découvre que les anciens paysans font tout pour décourager les jeunes. Dans le deuxième volume, il part avec un jeune à la recherche d'exploitations qui fonctionnent et découvre l'agriculture biologique, les paniers en vente directe comme nos AMAP, l'accueil paysan… Dans le troisième volume, il revient au premier village et découvre que de jeunes femmes ont mis en place une coopérative et un accueil à la ferme. Il quitte alors son travail pour lui aussi s'installer à la campagne. Bizarre par la forme (violente), mais fort intéressant sur le fond. MB.



bien des groupes régionaux se sont organisés sur des modes de confiance auto évalués (2). Lors d'une présentation de produits détergents vendus en AMAP, une consommatrice de Chambéry conteste la provenance de produits exotiques dans l'élaboration des lessives. Posant la question des rapports nord-sud, elle insiste *"A Chambéry j'entends des analyses racistes dans la filière bois-énergie"*. Et, ajoute-elle ironiquement, pourquoi pas des Amap dans la téléphonie ?
Sur le foncier, chacun y va de sa solution. Un ouvrier agricole de Vitry voit dans les coopératives de production financées par les collectivités le seul recours pour accéder à des terres en banlieue parisienne. Selon lui, dans une Amap on retrouve le même déséquilibre que dans l'agriculture conventionnelle.
Fabrice Thullier du GERES, une ONG qui travaille à la valorisation, la conservation et les transports de l'alimentation, s'alarme des agro-carburants qui ne seront développés qu'en Afrique de l'Ouest selon lui car le foncier n'est pas accessible en Europe. Il évoque la culture du Jatropha, le nouvel or vert qui pourrait se substituer au diesel en prenant racine sur des terres en culture extensive. Ce nouvel or vert n'est-il donc pas un nouveau mirage ? Est-ce que les éleveurs maliens ont vraiment envie d'être dépossédés de pâturages au profit de champs en monoculture ?



(2) Voir article de Jean Tonnerre, du Ravi, ci-après.
(3) Imprécision qui vient du fait que de nombreuses AMAP fonctionnent indépendamment de toute coordination.



Francis Blaise

La bio contre les OGM

Somme toute, les participants ont regretté l'absence de formation spécifique à l'agriculture biologique, sans s'en étonner puisque les chambres d'agriculture en France sont très majoritairement dominées par la FNSEA. Ce que souligne Dominique Florian, agricultrice-formatrice ainsi qu'un jeune maraîcher de Vesoul qui a dû se former tout seul. La lutte contre les transgéniques restant un socle commun de toutes ces associations, même si au Portugal on est encore peu sensibilisé au sujet, malgré le premier fauchage OGM l'été dernier d'un hectare de maïs près de Silves. Reste qu'aucune organisation agricole n'était présente. Autant *Urgenci* et certaines Amap souhaitent entrer en relation avec les institutions pour augmenter ce type de structure, autant d'autres, et notamment les absents, ne veulent à aucun prix mêler l'Etat ou les collectivités locales à ce qui, pour eux, est déjà un départ du système marchand. Qu'on pense à cette Amap du Puy-de-Dôme, fondée par des organisations de gauche anti-OGM et qui a innové en accordant le prix du panier au revenu. En Provence les divisions ont donné lieu à une réorganisation à trois. Toutes prônent la reconversion des paysans vers une agriculture diversifiée et respectueuse de l'environnement, mais chacune à sa manière. En tout cas *"malgré des difficultés interculturelles"* comme me le précise Joseph Richard-Cochet, l'assemblée générale a su définir des objectifs pour les deux prochaines années et élire huit membres sur quatre continents afin de promouvoir cette forme d'agriculture et sa diffusion.

Une nébuleuse en expansion

La France compte entre 500 et 750 Amap (3) comprenant en moyenne 40 familles chacune. Un peu partout naissent des structures de ce type, de la Roumanie jusqu'en Malaisie. Globalement ce sont les classes les plus aisées "culturellement" qui s'y inscrivent. A ceux qui y voient un mouvement de repli sur soi et sur son estomac, comme une aporie alimentaire, les Amapiens répondent par des ponts jetés entre les continents et par des liens solides avec le monde rural souvent perdu, tel un paradis à la Milton. Un monde où comme disait le frugal Cicéron : *"Il faut manger pour vivre et non pas vivre pour manger"*. Formule heureuse reprise par Molière après des vers d'Harpagon dénigrant la dépense. Tel pourrait être un des reproches à faire à ces partenariats entre producteurs et consommateurs : *"Que diable, toujours de l'argent !"* Car enfin, se mange-t-il ?

Christophe Goby ■

A chacun sa grande distribution

Fin janvier 2008, Aubagne a troqué ses santons pour devenir, l'espace d'un week-end, capitale mondiale des Amap. Un tour du monde des pratiques qui aura peut-être servi à démêler l'incroyable salade qui continue de secouer les paniers de légumes en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Choux, poireaux, carottes, betteraves, courges, tels sont les légumes qui garnissent en cet hiver le panier des adhérents des Amap. Vous savez ? Ces collectifs de consommateurs qui préachètent, en s'abonnant, la récolte d'un agriculteur qui s'engage à leur livrer un lot de légumes et de fruits toutes les semaines… Enfin, on ne devrait plus dire *Amap* depuis le 1er janvier 2008. Sauf pour ceux qui sont restés chez *Alliance Provence*, l'association officielle qui fédère les Amap de PACA et en a déposé le nom. Mais ceux qui en sont partis, ceux qui se sont rattachés à *Créamap* (Centre de ressources pour l'essaimage des associations pour le maintien de l'agriculture paysanne en France), fondé en juin 2007, ou au *Panier Marseillais*, créé en novembre 2007, n'ont plus le droit d'utiliser ce terme. Vous suivez ? Non, c'est normal. Jamais une idée aussi simple que l'Amap n'aura provoqué autant de passions et de complications. Aujourd'hui, dans la seule région PACA, pas moins de trois structures se tirent donc la bourre pour fédérer les fans de blettes.

Un an après le psychodrame qui a secoué *Alliance Provence* lors de son assemblée générale extraordinaire à Signes dans le Var (1), la situation s'est-elle franchement arrangée ? *"Nous maintenons le cap,* affirme Gaëtan Vallet, nouveau coordinateur régional de l'association, recruté en septembre dernier notamment pour "assainir la gestion". *Nous avons lancé un vaste programme de restructuration de notre organisation, en mettant en place des*

(1) *Alliance Provence* a été mis en redressement judiciaire suite à des plaintes d'adhérents. Lire *le Ravi* n°40, Avril 2007, page 4.



Francis Blaise


Marie Clem's

Denise et Daniel Vuillon, ont lancé la première Amap en France. Ils ont concrètement aidé à mettre en place une cinquantaine d'AMAP (voir S!lence n° 342).

évaluations participatives, pour aider les agriculteurs et les consommateurs à se rapprocher des objectifs de notre charte. Nous avons toujours le soutien des pouvoirs publics (région, conseils généraux, structures intercommunales) et nos adhérents sont stables par rapport aux années précédentes". Soit. Sauf qu'avec 50 Amap adhérentes, *Alliance Provence* est loin de faire le plein des 130 structures qui existent en PACA.


Marie Clem's

Préparation des semis, Amap des Olivades.

Moins zen qu'au Japon

Alors, elles sont parties où, les autres ? *"Dans la nature, tels des chevaux sauvages*, rigolent en chœur Denise et Daniel Vuillon, fermiers des Olivades près de Toulon (2). *Comme nous, la plupart des producteurs et des Amap ont été dégoûtés du mode de fonctionnement d'Alliance Provence, qui privilégie la représentation au détriment du travail de terrain avec les agriculteurs. Certains nous ont rejoints en cours d'année pour créer une autre association : Créamap".* Association nationale, Créamap reste pour l'instant un réseau de compétences autour des Vuillon, figure tutélaire des Amap puisque ce sont eux qui ont ramené l'idée d'un voyage à New-York en 2001, eux qui ont créé la première Amap avec des consommateurs d'Aubagne, eux encore qui ont créé dans la foulée *Alliance Provence*, avant d'en claquer la porte l'année dernière, après un énième épisode digne des rebondissements de… "Plus belle la vie". *"Aujourd'hui, avec Créamap, on se concentre sur l'essentiel*, déclare, de sa voix tonitruante, Daniel Vuillon. *Favoriser la création d'Amap pour aider les agriculteurs à se reconvertir. La vérité doit rester à la terre, pas dans des associations de parade comme Alliance Provence ou le Panier Marseillais".*

Troisième acteur récent du monde impitoyable des Amap en Paca, le *Panier Marseillais* regroupe une quinzaine d'Amap déçues d'*Alliance Provence* dans la cité phocéenne. *"Notre objectif est simple*, précise Monique Diano, animatrice de l'Amap de Notre Dame-du-Mont. *Faire ce que n'a jamais réussi à réaliser Alliance Provence : aider les agriculteurs des Amap à réussir leur reconversion vers une agriculture diversifiée et respectueuse de l'environnement, grâce au concours d'un producteur consultant".* Une sorte d'*Alliance Provence* locale donc... Pour l'heure, Le *Panier Marseillais* demeure à moitié vide, car seuls 15 des 30 Amap ont choisi de rejoindre la nouvelle fédération.

Chacun des trois acteurs jure ses grands dieux qu'il n'est pas question de faire comme le voisin, se défend de vouloir marcher sur ses plates-bandes, tout en affirmant que c'est lui qui est dans le vrai. *"Ça s'appelle une crise de croissance*, souligne Joseph Richard-Cochet, secrétaire général d'*Urgenci*, l'association qui a organisé le colloque international à Aubagne fin janvier. *En 5 ans, 500 Amap se sont créées en France, dont plus de 130 en PACA ! Il serait bon de s'inspirer des Japonais, par exemple, qui fonctionnent avec leur Tekkei depuis 40 ans. Mais bon, ici, ce n'est pas le pays du fengshui ! Les conflits de personnes ont été tellement violents que les traces risquent de mettre encore du temps pour cicatriser".*

Cela servirait pourtant la cause de l'agriculture, si tout le monde travaillait ensemble. Car, pendant que les acteurs associatifs s'étripent, leur concept est en train d'être recyclé par le secteur marchand (3). Ce dernier ne s'embarrassera pas forcément des mêmes considérations que les bénévoles qui œuvrent chaque semaine dans une Amap : assurer aux adhérents des légumes de qualité, produits dans le respect de la nature et, au producteur, une certaine stabilité financière et une revalorisation de son travail.

Jean Tonnerre ■

Article publié en février 2008 dans le n°49 du *Ravi, le mensuel régional satirique de la région Paca*. **www.leravi.org**

(2) Voir leur interview dans *Silence* n°342.
(3) Que cela soit dans les épiceries de quartier ou sur internet avec par exemple la SARL www.materre.net à Aix-en-Provence…

Démarquons-nous !

Les AMAP proposent une organisation originale permettant à un producteur de s'appuyer sur un réseau de consommateurs pour pérenniser ses débouchés. Un moyen qui s'avère efficace notamment dans le domaine du maraîchage biologique.

Officiellement depuis le 1er janvier 2008, par peur d'une dérive de cette pratique, l'association Alliance Provence a déposé le nom. AMAP est donc devenu une marque.
Cela pose de nombreuses questions et mériterait d'ouvrir un débat, débat qui concerne bien d'autres domaines.
Côté positif, une marque implique de remplir des conditions pour en bénéficier. C'est une sécurité pour assurer la pérennité d'une démarche. Notamment, Alliance Provence craint une dérive de l'agriculture biologique vers d'autres formes d'agriculture moins durables. Certaines AMAP fonctionnent correctement sur le plan social (lien agriculteur, consommateur), mais ont renoncé à faire de la bio.
Mais côté négatif, qui dit marque dit contrôle, centralisation, querelles de pouvoir et commerciales.
Certaines AMAP qui souhaitent expérimenter en toute diversité dénoncent une volonté hégémonique.

Un débat qui réapparaît dans de nombreux domaines

Dans la mouvance alternative, le débat touche de nombreux domaines. En agriculture bio, la mise en place d'un label gouvernemental AB aujourd'hui amoindri par les accords européens pose la question d'une dérive, et des associations comme Nature & Progrès ou les biodynamistes (mention Demeter) ont elles aussi une marque.
Dans le commerce équitable, la dérive observée autour de la démarche de Max Havelaar a provoqué des tentatives pour définir un label officiel… lequel risque finalement de favoriser les grosses structures au détriment des plus petites. Adhérer au réseau Minga ou à Artisans du monde permet de se différencier de la démarche.
Le débat touche également les salons écologiques qui se sont dotés d'une charte, l'éducation alternative avec l'affichage des pédagogies utilisées, le tourisme solidaire qui cherche à définir ce que pourrait être ce concept… Dans le domaine des médecines douces, le commercial l'emporte le plus souvent et les marques sont multiples…
La question est donc de savoir comment se protéger sans tomber ni dans le commercial, ni dans le centralisme.

Le débat dans les médias

Pour prendre un exemple concret, *S!lence* n'est pas une marque. Nous n'avons pas de copyright sur nos articles. Mais comme cela est indiqué en tout petit dans le pavé légal en avant dernière-page, cela ne signifie pas une liberté totale de reproduction. Les illustrations (photos et dessins) restent la propriété des auteurs. Les textes peuvent circuler mais en mentionnant la source et sans utilisation commerciale ou publicitaire. Ainsi, l'information qui circule par le biais du média reste libre de circuler ailleurs. L'information n'est pas, pour nous, une marchandise.
Dans les médias alternatifs, il existe toute une gamme possible de pratiques pour éviter de tomber dans le domaine de la marchandisation. Sur internet, les définitions données autour du concept de *Creative commons* ou de *copyleft* permettent de découvrir toutes ces possibilités d'échanges non commerciaux.

Favoriser la coopération

Ce débat sur la "propriété" d'un nom (et d'une pratique *via* une charte) ne date pas d'aujourd'hui. Les mouvements anarchistes ont été pionniers pour dénoncer les conséquences de ces structurations par une marque.
Les SEL, Systèmes d'échanges locaux, sont actuellement traversés par ce débat. Les réseaux d'échanges réciproques de savoirs également. Dans le domaine politique, la différence se fait entre les réseaux, les fédérations et les partis. Après les écologistes qui se sont affrontés sur ce sujet dans les années 1980, le débat resurgit aujourd'hui autour de la décroissance…
Il serait bon de garder en "ligne d'horizon" dans nos démarches alternatives que l'important est de favoriser l'entraide et la coopération. Déposer une marque, c'est prendre le risque de passer dans le domaine de la compétition…

Michel Bernard ■

Un mouvement social ?

Entretien avec Claire Lamine, auteure du livre *Les Amap, un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?*

S!lence : On assiste à une explosion des Amap depuis la création de la première d'entre elles en 2001. Quelles en sont les raisons et comment se déroule ce développement ?

Claire Lamine : L'essor des Amap est indéniable (500 à 700 aujourd'hui, certains parlent d'un millier), mais il est très différent d'une région à l'autre : 130 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, une cinquantaine en Ile-de-France, en Rhône-Alpes, en Midi-Pyrénées, une vingtaine en Languedoc-Roussillon ou encore en Alsace, le décompte est difficile à faire. Ces écarts d'une région à l'autre tiennent évidemment à l'histoire du réseau et de ses protagonistes : le phénomène a émergé en Paca, région aujourd'hui encore la plus riche en Amap, et par laquelle sont passés certains des animateurs actuels des autres réseaux régionaux, ce qui a pu y faciliter leur essor rapide. Cela tient aussi au potentiel de la demande locale : les régions plus urbanisées sont plus représentées, d'où la forte présence des Amap dans les trois régions Paca, Ile-de-France et Rhône-Alpes, à l'échelle nationale, et dans les villes de manière générale.

La diffusion des Amap ne tient ni du miracle ni de la génération spontanée. Elle résulte de l'investissement de dizaines de bénévoles et de celui des producteurs. Les modes d'« essaimage » des Amap sont divers : parfois une ou quelques personnes, déjà membres d'une Amap, s'en dissocient pour créer un autre groupe et une autre Amap sur un secteur plus proche de leur propre lieu de résidence ou sur le même secteur lorsqu'il y a une liste d'attente importante et que le producteur ne peut fournir suffisamment de paniers pour répondre à cette demande. Parfois, un consommateur intéressé par les Amap se met en contact avec une Amap existante ou avec la structure régionale les animant, lorsqu'il en existe une, pour envisager de créer une nouvelle Amap. Certaines Amap sont créées à partir de réseaux militants locaux, d'autres s'y relient après coup, certaines émergent aussi dans des entreprises.

Qui sont ces adhérents ? Seulement des personnes riches et /ou engagées ?

Uniquement des personnes riches non, mais plutôt — comme c'est aussi le cas pour la consommation bio — des personnes qui ont un niveau de diplôme et de qualification assez élevé, en tout cas supérieur à la moyenne nationale. Qui appartiennent à des professions assez caractéristiques : les milieux enseignant et socio-culturel sont sur-représentés, mais ne sont pas forcément majoritaires. Il faut dire aussi que les Amap et les amapiens sont souvent citadins, même si ce sont des citadins qui ont bien souvent gardé un lien fort à la campagne, et même pour certains au milieu agricole, par leur origine familiale.

En revanche, les Amap ne concernent clairement pas, ou très peu, des ménages défavorisés. Elles sont, on s'en doute, absentes de nombreux quartiers. L'extension possible du système à d'autres groupes sociaux est souvent évoquée dans les débats des Amap et de leurs régions. Mais pour "démocratiser" l'accès aux Amap, il faut pouvoir repérer et toucher des publics qui spontanément n'iront pas d'eux-mêmes vers elles, et ensuite, leur rendre le système concrètement et financièrement accessible.

Est-ce que les Amap regroupent uniquement des personnes engagées, ça c'est une question clé. Dans le livre, je montre qu'il y a trois formes d'engagement, correspondant à trois visions du panier :

- un degré disons minimal d'engagement dans lequel le panier représente surtout un mode d'achat original de bons produits. Ce sont des gens qui viennent à l'Amap pour leur santé, ou par curiosité, mais qui ne s'intéresseront pas à d'autres formes de consommation responsable,
- pour d'autres, qui recherchent plutôt une consommation locale et des liens de proximité, l'Amap est un mode d'échange original avec un "fermier de famille", et l'engagement réside surtout dans le développement de liens interpersonnels entre consommateurs et producteurs.
- enfin, pour les consommateurs les plus engagés, le panier est à la fois un engagement au côté des agriculteurs, et un acte de consommation citoyen.

Mais ces formes d'engagement ne sont pas figées et le pari des Amap peut être d'amener les consommateurs les moins engagés à aller vers plus d'engagement. En outre, le fait même que les Amap ne prêchent pas que des convaincus mais touchent aussi des gens moins engagés n'est pas la moindre de leurs forces, car ce sont ces adhérents-là qui font « masse » et rendent visible le mouvement.

> Ile-de-France
Fête des AMAP

Le 24 mai 2008 se tiendra la première fête des AMAP d'Ile-de-France de 15 h à 22 h au centre culturel La Clef, 21, rue de la Clef, 75005 Paris (M° Censier ou Monge). 15 h : Musique, stands d'informations sur les AMAP, l'écologie, atelier de fabrication de conserves naturelles, mur d'expression libre, peinture pour enfants, expo photos des AMAP. 16h : Table-ronde animée par Ruth Stegassy avec des représentants des AMAP, de Terre de liens, des élus au conseil régional… Repas partagé, musique, projection du film *Homo Amapiens* et débat avec la réalisatrice Bénédicte Mourgues. Renseignements : *tél : 01 45 23 42 19, www.amap-idf.org.*


Francis Blaise

Vous parlez d'une "re-qualification" des consommateurs par rapport au système de la grande distribution. Qu'est-ce que cela signifie ?

Pas seulement la grande distribution, mais plus largement le système agro-alimentaire « conventionnel » vise basiquement à dé-qualifier les consommateurs pour imposer ses produits. Par exemple, le développement des produits semi-préparés comme les pâtes à tarte, ou plus encore les plats cuisinés, entretient potentiellement une perte des capacités culinaires chez les consommateurs. Même l'affichage de toujours plus d'information nutritionnelle et touchant au mode de production sur les emballages de nos aliments est finalement peut-être plus une manière de sélectionner ce qu'on veut dire et ne pas dire aux consommateurs, pour leur vendre ce que l'on veut leur vendre, qu'une manière d'accroître leurs compétences. On peut faire le parallèle avec la déqualification des travailleurs qui s'est opérée dans le processus de taylorisation des activités industrielles.

Dans le système des Amap au contraire, les consommateurs sont amenés à de nouveaux apprentissages tant sur les aspects culinaires que sur les questions liées à l'agriculture. Ils découvrent ou comprennent mieux les modes de culture, leurs étapes, leurs contraintes, ou encore les problèmes de protection des plantes. Tous les consommateurs rencontrés – en tout cas ceux qui restent dans le système ! – racontent qu'ils ont appris ou réappris à cuisiner certains légumes (ce qui leur a permis de se convaincre qu'ils n'étaient pas si mauvais que dans leurs souvenirs d'enfance). Cela est d'ailleurs facilité par l'échange de recettes, au travers en particulier des bulletins ou feuilles de chou qui chaque semaine accompagnent le panier de quelques recettes et de nouvelles de la ferme et de l'avancement des cultures ainsi que des éventuelles difficultés.



pacte entre producteurs et consommateurs?

Claire Lamine
Ed. Yves Michel
2008 - 163 p. - 14 €

Fruit d'une étude sociologique de longue haleine sur le sujet, ce premier ouvrage sur les Amap vient analyser l'émergence d'un phénomène de société qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Claire Lamine dresse le portrait de cette nouvelle forme d'échange marchand de proximité que constituent ces systèmes de "paniers" locaux.
Cette enquête invite à approfondir le questionnement : quel est le profil des "amapiens"? Quelle influence a ce mode d'alimentation sur leurs pratiques alimentaires, leurs modes de vie, leurs engagements politiques ? Quelles trajectoires mènent des producteurs à s'y engager et quels sont les effets de cette pratique sur leurs modes de production ? Quelles sont les valeurs qui sont mises en avant par les usagers ? Claire Lamine examine aussi les limites de ces systèmes d'échanges et les questions qui se posent à leurs acteurs (les questions du "bio", de la mise en réseau...). L'étude permet de prendre conscience de la diversité interne à ce vaste mouvement et des enjeux qui le traversent, parmi lesquels ceux-ci : quelles conditions pour un développement à plus vaste échelle ? En quoi les Amap participent-elles d'une dynamique politique plus large ? Un livre qui se lit avec facilité et grand intérêt. GG.



Les Amap permettent-elles concrètement le maintien d'une agriculture paysanne ? (moins d'un millier d'Amap pour plusieurs centaines de milliers de paysans menacés)

Bien entendu on peut voir les Amap comme une petite goutte dans l'océan agricole, peut-être plutôt comme de frêles esquifs bien à mal de contrer les courants dominants. D'autant que les Amap peuvent difficilement concerner tous les secteurs de l'agriculture, les grandes cultures notamment étant difficilement concernées par ce mode de commercialisation, même si des agriculteurs peuvent s'y impliquer pour une petite partie de leur production (de blé, par exemple). Au sein même des cultures maraîchères, les plus représentées au sein des Amap, il est difficile d'imaginer que cette formule soit une solution pour les dizaines de serristes qui font faillite à cause de la concurrence des légumes espagnols ou d'ailleurs (même si individuellement, il s'est vu des paysans qui parvenaient à se convertir en Amap à partir d'un tel système). Il en va de même pour les gros arboriculteurs qui ont des dizaines d'hectares de pêchers avec un nombre de variétés très limité, d'autant que contrairement au maraîchage, l'arboriculture fonctionne par définition sur un temps assez long qui rend plus difficile une conversion.

En revanche, les Amap ont fait la preuve qu'elles pouvaient permettre à des paysans assez diversifiés de bien s'en sortir. Est-ce qu'ils ne s'en seraient pas sortis tout aussi bien avec d'autres formes de vente directe, telles que les marchés de producteurs ou les ventes à la ferme, ou encore les magasins collectifs, il est difficile de le dire. La plupart de ceux que nous avons interrogés apprécient en tout cas ce mode qui les engage plus directement avec les mangeurs (j'aime bien parler de mangeur citoyen plutôt que de consommateur ou consom'acteur). Sur le long terme néanmoins, il est clair que la vente directe a globalement diminué pour les paysans.

Mais il faut dire aussi que si les Amap représentent une garantie d'écoulement pour les producteurs, c'est aussi une charge de travail assez énorme, liée notamment au besoin de diversification des cultures. En outre, si la formule épargne a priori le calibrage des produits, l'emballage est parfois nécessaire dans le cas de produits fragiles (comme les mescluns, les haricots verts, etc.) qui sont difficiles à distribuer en vrac aux consommateurs, ou encore parce que l'éthique des distributions de paniers qui voudrait que chaque adhérent évite de se jeter sur les plus beaux légumes reste plus théorique que pratique… et cela peut prendre beaucoup de temps.

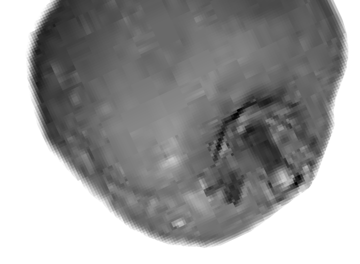
La vraie question, c'est quel est le potentiel des Amap. Un levier majeur peut être le passage de l'approvisionnement de ménages à celui de la restauration collective, scolaire ou hospitalière. Dans le livre, j'essaie de montrer que des formes d'organisation collective entre producteurs permettraient de conserver une certaine spécialisation et donc d'optimiser organisation, matériel et temps de travail, mais aussi de continuer, pour certains producteurs, à assurer des engagements vis-à-vis de clients plus "classiques" (grossistes, grande distribution), notamment lorsqu'ils ont des surfaces trop importantes pour les seules Amap. C'est certes s'éloigner de la pureté du concept mais c'est en tout cas un débat qui mérite d'être tenu, et contribuer à changer la nourriture de nos écoles et de nos hôpitaux peut être un challenge qui tolère un peu d'impureté (encore faudrait-il sur ce point aussi, veiller à la justice sociale et à l'équité territoriale d'une telle entreprise).

Y a-t-il des échecs et à quoi sont-ils dus ?

Oui, il faut dire et répéter que les Amap ne sont pas la panacée, qu'elles ne sauvent pas tous les agriculteurs qu'elles pourraient attirer, et même que certains producteurs en Amap ont échoué et fait faillite. Les consommateurs ne sont pas toujours assez patients pour donner à un agriculteur qui s'installe ou qui change radicalement de système, le temps nécessaire pour acquérir les compétences nécessaires à une telle diversification, à une organisation très spécifique. Les agriculteurs ne se soutiennent pas toujours suffisamment entre eux. Les agriculteurs en difficulté eux-mêmes ont parfois du mal à demander de l'aide à leurs collègues ou à leurs consommateurs. Aussi on pourrait dire en forçant un peu le trait que les Amap sont un peu tiraillées entre deux profils d'agriculteurs, ceux qui réussissent en s'adaptant rapidement à cette nouvelle donne, et ceux qui échouent. On retrouve là un vieux poncif des discours sur la modernisation de l'agriculture. Sauf que dans notre cas il n'oppose plus des agriculteurs modernistes et des agriculteurs traditionnels en retard d'une moissonneuse batteuse, mais plutôt des agriculteurs compétents et solides, adaptables (même s'ils ont pu passer antérieurement par des phases difficiles), et des agriculteurs plus précaires, qui n'ont pas toujours les compétences adéquates pour assurer rapidement la satisfaction de leurs consommateurs.

Il peut sembler dommage que les Amap comme projet alternatif, ne parviennent pas vraiment à dépasser cette opposition, et que le modèle alternatif génère en quelque sorte ses propres exclus. On peut aussi se demander si création d'Amap et repérage pour appui aux paysans en difficulté ne devraient pas être des démarches mieux articulées.

Il arrive aussi que ce soit les collectifs de consommateurs qui soient en échec, bien qu'en ce cas il s'agisse plus de conflits qui se résoudront par des changements dans les structures de décision,



comme dans toute organisation un tant soit peu formelle, que de faillite comme dans le cas d'un producteur. Ce qui incite aussi à rappeler que les risques que prennent les consommateurs et les producteurs dans cette formule ne sont pas tout à fait symétriques…

Les Amap sont-elles une alternative à l'économie de marché ? Un lien possible avec les monnaies alternatives ?

La question du lien aux monnaies alternatives est intéressante, elle est d'ailleurs posée dans certaines Amap. Dans une Amap qu'a suivi ma collègue Nathalie Perrot avec qui j'ai travaillé sur le sujet, des adhérents qui appartenaient et appartiennent encore à un Sel (système d'échanges locaux) exprimaient une forte continuité entre les deux modes d'engagement.

Les points communs et les liens possibles ne manquent pas : l'absence de transaction monétaire au moment de l'échange des biens, le réseau et le collectif comme base des échanges, l'importance des apprentissages.

On peut imaginer que certaines participations aux travaux à la ferme soient rémunérés sous forme de panier, comme certaines Amap l'ont d'ailleurs envisagé en réfléchissant à de possibles formes de solidarité envers des ménages défavorisés, mais il ne faut ni être trop limite par rapport aux règles juridiques, ni, plus fondamentalement, remettre trop en question le principe de participation “égale” des adhérents aux tâches collectives, ce qui pourrait amener à recréer des inégalités internes, avec des gens qui acceptent de payer un peu plus leur panier pour que surtout on ne leur demande pas de participer et vice versa.

Les Amap sont-elles une réelle alternative à l'économie de marché, c'est aussi un vaste débat à la fois théorique, et très politique bien sûr. Si l'on regarde rigoureusement leur fonctionnement, n'en déplaise à certains militants, les Amap ne sont pas totalement « hors marché », loin s'en faut. J'ai montré avec une collègue plus spécialiste que moi des questions marchandes, Sophie Dubuisson-Quellier, qu'elles s'appuyaient bien sur des fonctionnements et des artefacts marchands (le prix moyen constaté sur le marché, par exemple).

Les Amap font même parfois l'objet de retours flagrants vers des fonctionnements de marché classiques, comme lorsque les consommateurs comparent les paniers de différentes Amap de leur ville avant de choisir celle à laquelle ils vont adhérer !

Cette réserve posée, les Amap forment un système marchand authentiquement alternatif au système de marché classique parce que le consommateur ne peut choisir ses produits, il s'engage sur la durée, ce qui est tout de même inhabituel en matière d'achats alimentaires, parce que le système, bien qu'il y ait contrat individuel, suppose un collectif de consommateurs, et enfin parce que les conditions de production peuvent être discutées et en partie négociées par les producteurs et les consommateurs, même si dans les faits ces négociations sont d'ampleur très variable. L'échange marchand est donc doublement recadré, dans la durée et à l'échelle d'un collectif de consommateurs (ou de mangeurs citoyens !) et non plus d'individus.



Les AMAP, un mouvement politique ? Peut-on faire un projet politique basé sur la consommation ?

Que la consommation soit lieu d'expression et de lutte politique n'est pas nouveau, les mouvements consuméristes et coopératifs du dix-neuvième siècle sont par exemple là pour nous le rappeler. *A minima*, même si cela demanderait d'être discuté plus en finesse, on peut dire que la consommation en Amap est *potentiellement* un acte de nature politique car ce qui est visé n'est plus seulement l'intérêt individuel du consommateur mais à la fois un intérêt partagé col-



Francis Blaise

lectivement par un groupe de consommateurs et de producteurs et un intérêt général, associé à la préservation de l'environnement et au choix de certains types de pratiques agricoles. Cela reste *potentiel* puisque pour beaucoup de gens, le choix de l'Amap reste largement individuel.
Mais à l'échelle plus large, celui d'une Amap, plus encore celui de leurs réseaux régionaux ou nationaux, cette puissance politique est réelle et ne passe d'ailleurs pas inaperçue. Ensuite, il y a peut-être un choix à faire, entre continuer à instiller du politique au cœur même du quotidien, y compris du quotidien de gens qui n'auraient jamais pensé qu'acheter leurs légumes pouvait justement prendre une dimension politique, et essayer de prendre place dans des débats politiques au sens plus classique et plus institutionnel. Ou bien, se donner les moyens de mener de front les deux types d'action politique, existentielle et institutionnelle.
Une autre raison pour laquelle le système prend un sens politique c'est qu'il redistribue en partie et là aussi potentiellement le pouvoir de décision entre ceux qui produisent et ceux qui consomment, en tout cas, et là ce n'est pas que potentiel, en écartant les intermédiaires habituels des circuits liés à la grande distribution. Mais changer vraiment les pratiques de consommation à grande échelle supposerait de mailler le territoire aussi bien que le font les grandes surfaces, en bref d'occuper le terrain, sans parler de la question de la couverture des besoins "essentiels" et d'une réflexion, elle aussi politique, sur le déplacement de la frontière des besoins "essentiels" et "superflus". Enfin les Amap ont la vertu politique d'inciter des gens pas forcément très politisés, justement, à se poser des questions et débattre sur le présent et l'avenir de notre système agro-alimentaire.
Tout ceci étant dit, et trop vite dit, pour revenir à votre question, je ne pense pas qu'un projet politique puisse être basé sur la seule consommation, mais un projet comme celui des Amap est par essence politique, et peut certainement, grâce aux alliances et aux réseaux, grâce aux continuités et contiguïtés militantes, se relier à des projets politiques plus larges.

Entretien réalisé par Guillaume Gamblin ■



Francis Blaise



Francis Blaise

Après Kokopelli, Guayapi tropical ?

Guayapi Tropical est une entreprise de commerce équitable spécialisée dans les compléments alimentaires tirés de plantes amazoniennes. Depuis 1992, Guayapi Tropical commercialise de la stévia en poudre, une plante qui procure une sensation de sucré alors qu'elle ne contient pas de saccharose. De fait, elle peut être utilisée par des diabétiques comme substitut au sucre de canne ou de betterave. Cette plante est utilisée depuis longtemps en Amérique du Sud et se vend dans de nombreux pays. La sévère *Food and drug administration* l'autorise aux Etats-Unis depuis 1995. Mais en France, le conseil supérieur d'hygiène publique rend un avis négatif en 1998 pour "manque d'études et de données scientifiques suffisantes concernant l'innocuité de la stévia pour les consommateurs". Au nom de cet avis, Guayapi Tropical est condamné une première fois en 2005 à 37 000 € d'amendes. Comme l'entreprise décide de continuer à diffuser la stévia, elle vient à nouveau de faire l'objet d'une procédure judiciaire. Guayapi Tropical fait remarquer aux autorités qu'en juin 2007, l'OMS, Organisation mondiale de la santé, a publié un rapport concluant que la stévia et ses dérivés ne présentent pas de risque pour la santé. Et qu'il serait bon que la législation française suive… Pourquoi un tel blocage ? La réponse vient peut-être du Japon qui a récemment interdit l'aspartame, un édulcorant chimique suspecté de nombreux maux. L'aspartame est produit par… *Monsanto*. Laisser se diffuser la stévia, pourrait permettre d'interdire l'aspartame, et également cela pourrait nuire à l'industrie française sucrière. Il s'agit donc d'une histoire de gros sous… qui pourrait se compliquer car des jardiniers français en ont fait l'expérience : il est tout à fait possible de faire pousser de la stévia chez soi, en pot, pour être autonome en sucre. *Guayapi Tropical, 55, rue Traversière, 75012 Paris, tél : 01 43 46 52 43.*


DR
Culture de Stévia en pot.


DR


DR

Les Arts Verts



La compagnie les Arts Verts est née en 2002 avec la volonté de lier les arts et l'éducation à l'environnement. Elle produit des spectacles et des interventions. Début 2008, elle a lancé un appel pour mettre en place un réseau avec d'autres structures défendant les mêmes valeurs : développer la pédagogie art et nature, respecter une charte de qualité, participer à une dynamique d'échange et de partage. *Les Arts Verts & Cie, Gîte "La Verne", 38112 Méaudre, tél : 08 70 44 46 77.*

La Nef

20 ans et un projet international

La société financière *La Nef* s'apprête à fêter ses 20 ans. Depuis un an, elle mène différents débats avec ses coopérateurs pour étudier la possibilité de s'associer avec d'autres organismes éthiques d'Europe et constituer une véritable banque alternative. Un partenariat avec *Banca ethica* qui a déjà le statut de banque en Italie est à l'étude. Disposer du statut de banque permettrait à *La Nef* une plus grande autonomie et d'intervenir pour des prêts dans de nouveaux domaines. *La Nef* tiendra son assemblée générale à Paris le 24 mai 2008. *La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 0811 90 11 90, www.lanef.com.*

Ateliers d'écologie profonde

Comment expliquer qu'alors que nous savons tous que nous allons vers une catastrophe planétaire, nous continuons à vivre si comme de rien n'était ? C'est parce que la société actuelle coupe les personnes de leur sensibilité provoquant un refoulement collectif. Celui-ci empêche une réponse saine, coupe le lien avec les autres espèces et la Terre, étouffe l'identité écologique. Des ateliers d'écologie profonde sont mis en place pour faire découvrir ce lien avec la planète, distinguer comment nous sommes amenés à vivre dans des paradoxes, à agir pour aller dans le sens d'une vie plus harmonieuse, plus durable. Il s'agit de retrouver un désir de survie et de favoriser la mise en place d'un réseau d'entraide et des actions collectives. Des ateliers sont prévus du 2 au 4 mai, en forêt de Brocéliande, à la Guette-en-Beauvais, 35380 Paimpont (*Alexis, tél : 02 99 07 87 83*), du 16 au 18 mai chez Christian, à Combaillaux, près de Montpellier (*Françoise, tél : 04 67 72 43 87*), du 30 mai au 1er juin au Centre Dharma House, route de Saint-Sauveur-de-Cruzières, Mallemontade, 30500 Saint-Brès (*Tél : 04 66 84 72 15*). Renseignements complémen-taires : *Claire, tél : 01 43 75 45 72, clou.carre@free.fr.*

Cévennes

Printemps des créatifs culturels

Selon une étude réalisée en France, plus de 17% de la population française âgée de plus de 15 ans se retrouvent dans les valeurs des créatifs culturels : l'écologie, le développement durable, le développement personnel, l'ouverture multiculturelle, l'entraide, la coopération et l'implication sociétale pour les incarner dans le monde. C'Mai C'Vennes propose une rencontre de ceux et celles qui se reconnaissent dans ces valeurs, le week-end du 31 mai et 1er juin, au Mont Aigual, dans le parc national des Cévennes, à la Bécède. Logement en gîte ou en camping. Repas végétaliens et biologiques. Débats autour de la question "comment favoriser notre engagement commun à incarner nos valeurs ?" avec des temps de silence, de fêtes, de méditation, d'échanges, de trocs, de dons de "richesses" matérielles et immatérielles… Renseignements au *04 67 86 79 05 ou 06 15 64 17 96, www.cmai.cc.*

Esperanto

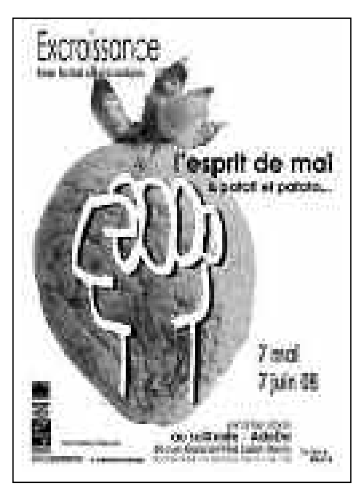
> **Espéranto Genève-Région.** Un groupe franco-suisse d'espéranto vient de voir le jour pour faciliter les échanges transfrontaliers en pays de Gex, bord du lac Léman et Rhône-Alpes. Il tient réunion tous les lundis à la Brasserie des cheminots à Genève à 18h. *www.esperanto-geneve-regions.info* ou contacter *Charmian, tél: 04 50 42 28 02 ou Marie : 04 50 42 19 56.*

> **Martigues : rencontre nationale.** Du 9 au 12 mai, une rencontre des principales associations et fédérations espérantistes se tiendra à Martigues (Bouches-du-Rhône) sur le thème "langue et culture méditerranéenne". Renseignements : *Pierre Oliva, Eden Parc 99, 2772 montée du Vieux-Camp, 83330 Le Castelet, http://esperantomartigues2008.unblog.fr.*

Seine-Saint-Denis

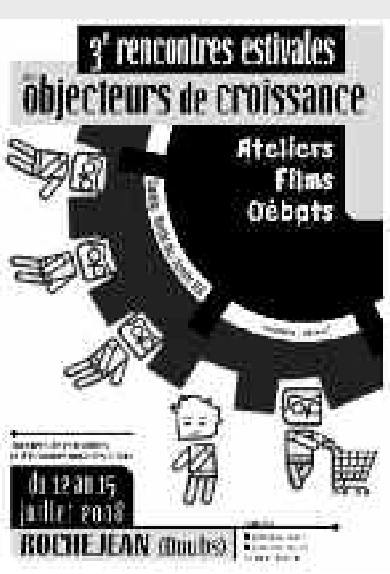
Ex-croissance

La cinquième édition du festival participatif *Ex-croissance* organisé par l'Adada et Riv'Nord se tiendra à Saint-Denis en mai sur le thème "l'esprit de mai, et patati et patata". Un hommage critique et artistique à Mai 68. 24 plasticiens et 5 danseurs et acteurs exposent au local de l'*Adada* du 7 mai au 7 juin 2008. Le festival se met au vert pendant deux jours, les 17 et 18 mai, dans l'Oise, dans les locaux de l'association *Arc en terre*, au hameau de Corbeauval, à 25 km à l'ouest de Beauvais. Une projection d'un film sur les désobéissants se tiendra le mercredi 21 mai à 20 h, suivi d'une autre projection avec débat sur l'esprit de mai 68, le vendredi 23 mai à 20 h. Un week-end de formation à la désobéissance est ensuite organisé le week-end du 24 et 25 mai. Une fête sur le thème "jouissons sans entraves" se tiendra le samedi 31 mai à 21 h à *Adada*. Le jeudi 5 juin, à 20h30, sera l'occasion d'une soirée vidéo, le vendredi 6 juin à 20 h, une conférence sur la musique engagée… *Collectif Adada, 60, rue Gabriel-Péri, 93200 Saint-Denis, Henri Bokilo, tél : 01 42 35 31 09* et *Riv'nord, c/o Bateaux lavoirs, 1, quai du square, 93200 Saint-Denis, tél : 01 42 43 00 45 après-midi.*



Rencontres de la Bataillleuse 12 au 15 juillet 2008

Une rencontres des objecteurs de croissance est organisée à la ferme de la Batailleuse, à Rochejean, dans le Doubs, du 12 au 15 juillet 2008. Cette rencontre, comme celle de Vassivières l'année dernière, se veut ouverte à toutes les sensibilités afin d'échanger, de tisser des liens, de construire des initiatives communes. La rencontre se terminera par un accueil de la marche antinucléaire Londres-Genève avec la possibilité pour tous de reprendre la route avec eux pour les derniers jours de marche. Chacun peut proposer à l'avance des ateliers en prenant contact avec l'un des organisateurs : *Jean-Luc Pasquinet, 40, quater B, rue des Ursulines, 78100 Saint-Germain-en-Laye, jlp38@wanadoo.fr* ou *Angéline Delbos, 44, rue de la Favorite 69005 Lyon* ou *Pierre Lucarelli pierre@rocade.info*.



Brésil

Nadismo

Le mouvement *Nadismo* (*ne rien faire* en portugais) est né à Porto Allegre, à l'initiative d'un ancien designer victime d'un épuisement professionnel. Ce mouvement essaie de faire prendre conscience que "ne rien faire" peut être très positif pour soi et pour les autres. Il organise des rencontres où les gens se retrouvent en silence, pendant 45 minutes, dans un lieu public où ils essaient au maximum de ne rien faire. Le mouvement se présente comme plus radical que les groupes "slow" (lentement) qui existaient déjà. Le mouvement *Nadismo* existe maintenant aussi en Argentine. Plus : *www.marboh.com.br/clubedenadismo*.



DR

> "Aujourd'hui, les trois-quarts du genre humain doivent encore leur survie à l'habileté de leurs mains. Ils sont de fait beaucoup moins vulnérables et dépendants à l'égard de l'énergie combustible dont l'épuisement ferait s'effondrer les pays dits développés, angoissés comme on le sait par cette menace"
>
> *Pierre Rabhi - Terre & Humanisme, octobre 2007.*

Valenciennes

Université pour tous

L'Université pour tous de Valenciennes organise le jeudi 29 mai 2008 à 18 h, à la salle de conférences Les Tertiales de la fac de Droit, une conférence sur la décroissance avec Julien Pilette et Erwan Taverne, de Greenpeace. *L'Université pour tous, Les Tertiales, fac de Droit, rue des Cent-Têtes, 59300 Valenciennes, www.univ-valenciennes.fr.*

Lille

Simplicité volontaire et coopération

L'association *Le pas de côté* organise une conférence-débat sur ce thème le jeudi 22 mai 2008 à 19 h, à la salle sous le Beffroi de l'Hôtel-de-Ville de Lille. *Le Pas de Côté, MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 18 48.*

Calvados

Ramassage scolaire hippomobile



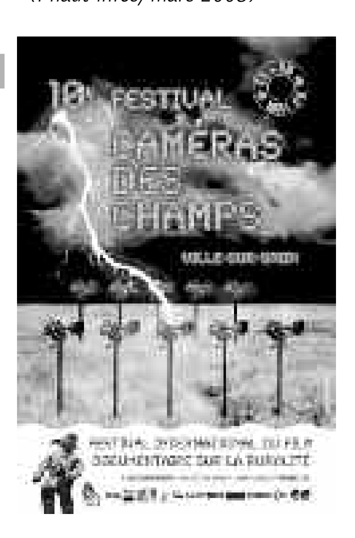
DR

A Saint-Pierre-sur-Dives, commune de 4000 habitants, une calèche tirée par la jument Pola assure le ramassage scolaire sur un parcours de deux kilomètres. Un cocher, une assistante maternelle et un policier qui suit le véhicule assure la sécurité. Le crottin est récupéré pour enrichir les espaces verts. Le coût s'avère équivalent à celui d'un ramassage motorisé.
(Fnaut-infos, mars 2008)

Meurthe-et-Moselle

Caméras des champs

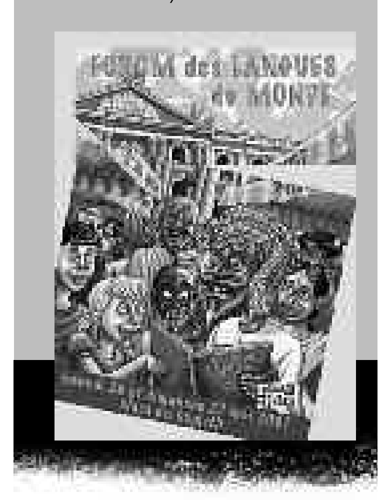
Caméras des champs, dixième édition du festival du film documentaire sur la ruralité, se tiendra du 15 au 18 mai 2008 à la salle René Bertin de Ville-sur-Yron, dans le parc naturel régional de Lorraine. Programme : *Luc Delmas, foyer rural, 54800 Ville-sur-Yron, tél : 03 82 33 93 16.*



Toulouse

Forom des langues 2008

Le 17e forum des langues du monde, *Novelas 2008*, se tient le 31 mai et 1er juin à Toulouse, sur la place du Capitole. De multiples initiatives pour mettre en avant la diversité des cultures. Il est suivi d'un repas de quartier le vendredi 6 juin dans le quartier Arnaud-Bernard. *Carrefour culturel Arnaud-Bernard, 9, rue Arnaud-Bernard, 31000 Toulouse, tél : 05 61 12 11 16.*



Corse

Acqua in festa

Pour la troisième fois, la fête *Acqua in festa* se tiendra les 10 et 11 mai 2008 à l'Aliva, entre Sagone et Vico. Invité cette année, Christian Jacquiau, économiste, présentera ses deux derniers ouvrages : "les coulisses de la grande distribution" et "les coulisses du commerce équitable". Des débats porteront sur la désobéissance civique et sur le droit à la terre. Des balades en musique sont prévues, les soirées seront musicales. Autres invités : les animateurs de *Colère du présent* salon d'expression populaire et de critique sociale qui se tient début mai à Arras. Trois films à l'écran : Volem rien foutre à païs, La belle verte, A travers bois. *Acellu di l'Isula, tél : 04 95 26 69 72.*

Marseille

Les objets métamorphosés

"On n'a jamais acheté une vis" *se vante Cyril qui se les gèle un peu au fond de sa ressourcerie. Des pingres, des avares tels que Molière n'aurait pas eu l'audace de les imaginer ?* "La publicité nous dicte : si tu ne consommes pas, tu es avare. L'achat du neuf, ce n'est pas la générosité" *renchérit Mathieu son compère, technicien environnement qui ne ronronne pas et sort de l'atelier couvert de poussière.*
Tous deux se sont rencontrés à la faculté Saint-Charles à Marseille, avant de monter cette recyclerie qui a tiré le gros lot côté subvention. Ils ont pu se salarier à trois, comme les mousquetaires, en contrats aidés. Aramis, c'est Julie, qui sensibilise le scolaire.
Mathieu se réjouit de ses trouvailles : une table de nuit venant d'un coffre-fort d'un ancien pirate, un service à vaisselle à grosses fleurs arrivant en direct du caveau d'une danseuse de clo-clo. "Du Maroc j'ai rapporté ce cadre fabriqué en pneu de vélo" *me montrant ces somptueuses dorures que n'aurait pas dédaigné Greuze pour Son* Accordée du village, *lui qui prisait tant les accessoires.*
Cyril Berge, Béarnais, m'explique comment la sauce a pris : "Nous luttons contre le gaspillage en réutilisant ce qu'on nous laisse par la collecte en apport volontaire mais nous refusons l'électroménager". *Ce n'est pas une boutique classique car ils posent la question de la valeur de l'objet. Leur différence avec Emmaüs :* "Nous n'avons pas d'objectif social, mais seulement environnemental". *S'y ajoute un goût certain pour la transformation qui a provoqué une métamorphose chez ces vinyles devenus lampes de chevet et pour cette table désormais libre de ses mouvements car une légère opération lui a donné des roulettes.*
Cyril dont le prénom, vous l'aurez remarqué porte la trace de recycler, *travaillait sur les déchets en Afrique à Kaolack. Ignares comme vous l'êtes, je sais que vous pensez à la boisson chocolatée alors que c'est la troisième ville du Sénégal. Il y a vu les dégâts de l'arrivée du plastique et des emballages dont personne ne sait quoi faire et a proposé d'organiser la collecte par charrettes.*
Dans leur petite boutique située à Noailles, en face d'un resto africain, ce sont pourtant des militants qui leur rendent visite et ceux qui passent. "C'est surprenant, le matin un SDF vient acheter un bouquin et le soir tu fais une réunion à la DIREN !". *D'autres spécimens viennent dans leur antre où sur des étagères l'on peut admirer quelques cendriers ressuscités à partir d'un gaufrier sexteen. Une vieille dame qui vient gratter les puces, ne manque pas le mercredi pour discuter.* "Chaque personne qui achète est un adhérent avec lequel on a une discussion sur la destination de l'objet".
Se ressourcer, se recycler, en voilà une idée à Marseille où le slogan "Maire parti, caca fini" *lancé par les anti-incinérateurs, n'a pas su trouver de concrétisation électorale. Le Dieu Gaudin, comme disent les Normands, règne toujours tel un sphinx sur son tas d'ordures.*

Christophe Goby

> Recyclodrome, 21, rueChateauredon, 13001 Marseille, tél : 09 54 246 246, recup@recyclodrome.org, http://recyclodrome.marsnet.org. Ouvert les mercredis. Membre du réseau des Recycleries Ressourceries.





DR



DR

Nettoyage des plages avec des enfants dans la cadre de classes vertes.

Pesticides

Les vins trinquent !

Une étude menée par PAN-Europe, réseau européen pour des alternatives aux pesticides, sur quarante vins provenant de France, Autriche, Allemagne, Italie, Portugal et Afrique du Sud donne que 100 % des vins classiques contiennent des résidus de pesticides. Sur six vins biologiques testés, un Bourgogne présentait une pollution au pyriméthanil. Lors de la remise des résultats à la presse, le 26 mars 2008 à Bruxelles, il a été précisé que le niveau de contamination des vins est jusqu'à 5800 fois plus élevé que les limites autorisées... pour l'eau. Mais l'équivalent des normes pour la potabilité de l'eau n'existe pas pour les vins ! *MRDGF, 40 rue de Malte, 75011 Paris, tél : 01 45 79 07 59, www.mdrgf.org.*

Printemps Bio

La 9e édition du Printemps bio se déroule du 1er au 15 juin 2008 dans toute la France, avec l'ensemble des acteurs de l'agriculture biologique. Plus de 200 fermes organisent des journées portes ouvertes. De nombreux magasins organisent des animations. Cela est coordonné par *Agence Bio, 6, rue Lavoisier, 93100 Montreuil-sous-Bois, tél : 01 48 70 48 30.*

> Haute-Marne : portes ouvertes. Une visite d'exploitation bio est organisée chez Patrick Thiriot, producteur et transformateur de lait à Planrupt (près du Der), le dimanche 1er juin à partir de 10h. Mini-marché bio et restauration sur place. *GAB52, Chambre d'agriculture, 13, rue Mauclère, 52300 Joinville, tél : 03 25 94 69 94.*



> Aude : journée bio. Une journée bio se tient le dimanche 8 juin au domaine de Bonnafous, stands de producteurs bio, habitat écologique, énergies renouvelables, artisans... *Marianne Bancal, 10, rue des Infidèles, 11110 Coursan, tél : 04 68 46 27 51.*

> Provence : Floraison bio. Les 7 et 8 juin 2008, les agriculteurs bio de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ouvriront leur ferme au grand public. Dégustations de produits biologiques, circuits de découverte et échanges enrichissants seront au rendez-vous ! Environ 70 fermes accueilleront le public pendant ce week-end. Les adresses sont disponibles sur *www.bio-provence.org* ou en le demandant à *Bio de Provence Alpes Côte d'Azur, Maison de la bio, Agroparc, BP 1221, 84911 Avignon cedex 09, tél : 04 90 84 03 34.*



Pesticides

"Pestition" nationale

Vingt-deux associations nationales (Agir pour l'environnement, Mouvement pour le respect des droits des générations futures, Ligue pour la protection des oiseaux, Confédération paysanne, Biocoop, Eaux et Rivières de Bretagne, Aspas, Ciele, Fédération nationale de l'agriculture biologique, Réseau agriculture durable, Fédération nationale des foyers ruraux, Fédération nationale des Civam, Union nationale des apiculteurs de France, Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, Nature et progrès, Bio consom'acteurs, Familles de France, Ligue de l'enseignement, Fédération nationale des jardins familiaux et collectifs, Ecoute de la nature, Association pour un contrat mondial de l'eau, Institut européen d'écologie) ont lancé durant la semaine sans pesticide, fin mars 2008, une "pestition" nationale. Ces associations constatant que les engagements du Grenelle de l'environnement sont bafoués (loi OGM laxiste, autorisation d'un nouveau pesticide, le Cruiser) demandent aux ministères concernés de prendre des engagements forts et précis en matière de réduction de l'usage des pesticides, de formation des agriculteurs et de soutien aux alternatives telles les agricultures biologique et intégrée. Le collectif demande également à la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution de retirer des rayons des magasins les produits dangereux et de proposer des aliments exempts de résidus de pesticides. Les documents de campagne sont disponibles sur les sites des associations comme *www.agirpourlenvironnement.org.*


DR

Démonstration du désherbage thermique d'un chemin au CPIE de Brenne (Indre).


DR

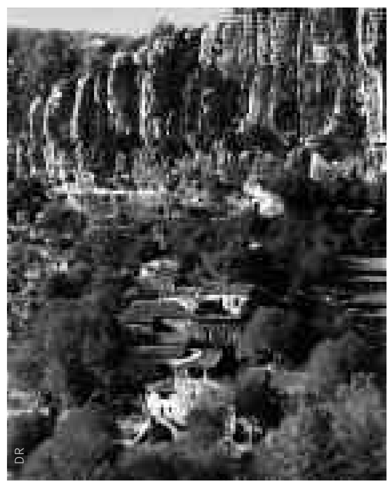
Manifestation à vélo à Toulouse.

AlterTour de la biodiversité

Pour une agriculture sans dopage et une planète non dopée, la FNAB, Fédération nationale de l'agriculture biologique, Accueil paysan , les Amis de la Confédération paysanne, Attac, Semences paysannes, avec le soutien des Verts et de nombreux groupes locaux organisent un Tour de France cycliste alternatif aux mêmes dates (3 au 27 juillet 2008) que la course du même nom. Comme il s'agit de créer un événement festif et non sportif, les étapes sont effectuées en relais, le plus souvent possible sur des voies vertes ou des itinéraires peu fréquentés par les véhicules motorisés, avec l'idée de faire la part belle aux initiatives alternatives qui donnent la priorité à la coopération plutôt qu'à la compétition : agriculture biologique, AMAP, slow food, jardins partagés, semences paysannes, accueil paysan... La grande boucle tournera autour du massif central en évitant les trop grands reliefs. Elle passera par des festivals : le Festival de la Terre et Dialogue en Humanité, à Lyon le 7 juillet, l'école d'été des Amis de la Confédération Paysanne le 19 juillet (étape de repos physique mais pas intellectuel), le Festival sur péniche Convivencia sur le Canal du Midi, les 25 et 26 juillet... Les relais se passeront tranquillement, chacun venant pour dialoguer entre cyclistes, avec les personnes rencontrées, avec les lieux alternatifs qui serviront d'étapes. Les relais se font sur une quinzaine de kilomètres, une distance accessible à tous, tout le monde portera un maillot vert. Il y a plusieurs relais par jour, pour un total parcouru d'environ 2600 km. L'événement sera suivi médiatiquement comme l'autre Tour avec la réalisation d'un long métrage pendant l'ensemble du tour. Le départ se fera à Saint-Jean-du-Gard le 4 juillet pour y revenir le 27 juillet. Le circuit tourne dans le sens inverse des aiguilles d'une montre et arrivera le soir à Valgorge (4), La Rôche-sur-Grâne (5), Bourg-lès-Valence (6), Vienne (7), Lyon (8), Le Creusot (9), Clamecy (10), Tigy (11), Vendôme (12), Le Mans (13), Laval (14), Treffieux (15), La Roche-sur-Yon (16), Niort (17), Mortagne-sur-Giron (18), Journée Confédération paysanne (19), Saint-Emilion (20), Villeneuve-sur-Lot (21), Villeneuve-de-Marsan (22), Pau (23), Aurignac (24), Toulouse (25), Olonozac (26), Clermont-l'Hérault (le 27). Pour le départ, il est possible de venir avec son vélo dans le train jusqu'à Alès, de rejoindre Anduze (20km) puis d'emprunter le train à vapeur des Cévennes. Il faut 80 cyclistes par étape. Les non-inscrits se verront proposer des points de convergences à midi et le soir. Pour en savoir plus, tous les détails sont sur le site : *www.altertour.net.*

Ardèche

Chantier de jeunes au Viel Audon


DR

Depuis 1972, le hameau du Viel Audon abandonné depuis 150 ans, est reconstruit dans les gorges de l'Ardèche. Aujourd'hui, les bâtiments reconstruits abritent une équipe d'une dizaine de personnes qui gère une ferme, un centre d'accueil, un gîte d'étape, un centre de formation et d'éducation à l'environnement et au développement durable. Tout cela a été rendu possible par la tenue de chantiers internationaux de jeunes depuis 35 ans où l'on apprend à construire et vivre ensemble, à expérimenter un autre monde. Pour participer à ces chantiers, il faut avoir entre 15 et 25 ans. Cette année, il se déroule du 8 juillet au 17 août 2008. Entre 30 et 50 jeunes sont présents chaque semaine, venus pour dix jours minimum. Un prix modeste de participation est demandé. Le matin, chantier (3h30), l'après-midi, loisir, en fin d'après-midi, chantier (2 h), soirées conviviales. Logement en camping avec tri sélectif des déchets, gestion de l'eau, toilettes à compost, eau chaude et électricité solaires, phyto-épuration... L'alimentation est prioritairement locale.
Nathalie Curtenat, Association Le Mat, Le Viel Audon, 07120 Balazuc, tél : 04 75 37 73 80.

> "Résistance et obéissance, voilà les deux vertus du citoyen. Par l'obéissance, il assure l'ordre, par la résistance, il assure la liberté"
> *Alain.*

Ardèche

Oasis de Sebet

L'Oasis de Sebet est un lieu pour découvrir, expérimenter, construire un projet de vie en agroécologie, aider au retour à la terre, renforcer les liens éthiques et solidaires entre les personnes dans le respect de l'environnement. Et comme le chemin se fait en marchant, c'est d'abord un lieu de vie basé sur la simplicité où l'on peut venir pour découvrir une pratique agricole à petite échelle en pluriactivité et en agroécologie. L'Oasis propose régulièrement une immersion dans le lieu (5 au 10 mai, 2 au 6 juin, 7 au 12 juillet, 25 au 30 août, 29 septembre au 4 octobre) et organise également des stages autour de ces thèmes. *Oasis de Sebet, hameau de Sebet-Haut, 07230 Lablachère, tél : 04 75 93 90 83.*

Isère

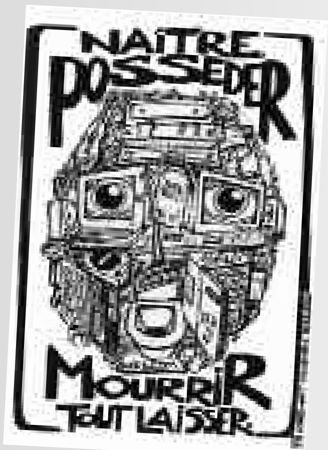
Résistances

L'association Apecimm, association pour la promotion des échanges culturels internationaux en moyenne montagne, organise un séjour de rencontres et d'échanges du 16 au 23 août 2008, intergénérationnel, dans les préalpes du Vercors, près du centre Terre Vivante, sur le thème "sur les pas des maquisards, citoyenneté planétaire, de la Résistance d'hier aux résistances d'aujourd'hui". Echanger, rencontrer des anciens, randonner, la rencontre est organisée avec une association berlinoise et réunira une vingtaine de jeunes de France et d'Allemagne. Inscriptions avant fin mai.
Apecimm, 38930 Lalley, tél : 04 76 34 74 71.

Lyon

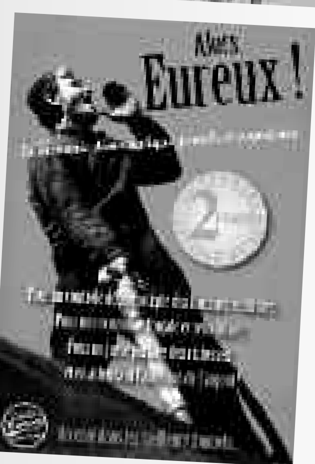
Mai à la Croix-Rousse

Début février 2008, plusieurs associations et collectifs d'artistes se sont réunis à la Croix-Rousse, à Lyon, pour préparer la "Commune de la colline" pendant tout le mois de mai 2008. Il s'agit à partir du 1er mai de relancer la reconquête, chacun avec ses moyens et ses méthodes... Quelques événements : fête du travail libéré, procès de Jacquart, inventeur du métier à tisser, qui a détruit le savoir artisanal (1er mai), opération gorge sèche : chacun vide son compte en banque pendant un mois, une autre banque est possible : débat avec la Nef (2), manif de droite pour défendre la finance internationale (3), (mas)sacre de l'empereur Nicolas 1er (4), journée sous contrôle avec débats sur la biométrie, la prison, la police (6), journée éducation, messe à la consommation (7), café-lecture et décorticage des médias pendant 24 h (8), logement et transport : occupation d'un parking, création de l'ambassade des délogés (9), l'Etat c'est nous, notre corps, les questions de genre (10), contre l'exclusion, forum des associations (11), fabrication de slogan et jeux coopératifs (14), culture et éducation populaire, lancement du ministère de la déviance et de l'identité mondiale (16), le couscous clan, les nourritures du monde, l'école du futur (17), environnement et rêves pour la planète (18), déviance et tolérance, folie (20), corps plaisir et politique (21), immigration, sans-papiers (23), vélorution, fête du jeu, bal des amoureux (24), slam, criée, repas interculturel (25), révolution sexuelle (29 et 30), fresque populaire, enterrement de l'individualisme, fête de tous, révolution mondiale (31 mai), premier jour d'un monde nouveau (1er juin)... et en permanence, Radio-révolution, banque de la colère où l'on peut déposer ses rages et ses cris, des repas partagés en plein air... Renseignements : *www.commune-colline.fr* ou écouter *Radio-Canut, 102,2 FM.*









Gers

Au pied du mur

Le collectif au pied du mur propose différents stages : conception bioclimatique (2 et 3 mai), initiation ossature bois (5 au 9 mai), charpente traditionnelle (12 au 16 mai), construire en paille (19 au 23 mai), la terre comme matériau (2 au 6 juin puis 9 au 13 juin), enduits terre (13 et 14 juin ou 27 et 28 juin), enduits chaux (19 au 21 juin ou 17 au 19 juillet), outils manuels bois : conception japonaise et techniques d'affûtage (28 et 29 juin), assainissement écologique (4 juillet), murs chauffants (11 et 12 juillet). *Collectif au pied du mur, Au village 32270 L'Isle Arné, tél : 05 62 67 66 17.*

Hautes-alpes

Le Gabion

Le Gabion propose des stages en habitat sain : maçonnerie pierre, calades et murs en pierres sèches (12-16 mai), enduits et peinture terre (9 au 13 juin), découverte du plâtre (16-20 juin), plancher massif en planches clouées (27 juin). *Le Gabion, Domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél : 04 92 43 89 66, http://gabionorg.free.fr.*

Corse

Phytoépuration et toilettes sèches

L'association *Eau vivante* propose un stage pratique de construction de phytoépuration et de toilettes sèches et valorisation des eaux de pluie, à Tallone, les 24 et 25 mai 2008. Renseignements *: Sylvain Dworczak, tél : 06 23 74 39 70.*

Ardèche

Rencontres Habitat

Deux journées de rencontres sur l'habitat écologique et social se tiendront à Caracole-le-Suc, dans la vallée de l'Heyrieux, à l'initiative de la CEN, Coopérative de la nouvelle éducation populaire. Penser ensemble comment construire, habiter, vivre autrement aux temps des fractures sociale et climatique ? Partager les expérimentations en cours et savoirs oubliés pour se loger de manière écologique et économique, construire avec le peuple dans une démarche participative, habiter ensemble dans un contrat solidaire… Logement sous tente, restauration autogérée avec denrées apportées, prix en fonction des revenus. *CEN, 21, rue des Mouettes, 07130 Cornas, tél : André Duny, 06 75 80 05 79 ou 04 75 25 33 79, www.la-cen.org.*

Manche

Ecotaupi

L'association Ecotaupi propose des chantiers-écoles, des visites, des formations autour des thèmes suivants : montage d'un chauffe-eau solaire (17 mai), l'eau dans tous ses états (22 au 24 mai), l'isolation naturelle avec le lin (4 et 5 juillet), l'isolation phonique (25 et 26 juillet), la bioélectricité (6 septembre et 8 novembre), techniques décoratives à la chaux (21 juin ou 27 septembre)… *Ecotaupi, 9, route de Sainte-Marguerite, 50290 Bricqueville-sur-Mer, tél : 02 33 50 69 96.*



DR

Mise en place d'un système d'épuration par les plantes.

Loire

Habitat écologie artisanat

La FRAPNA, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, organise le dimanche 4 mai 2008 une journée "habitat, écologie, artisanat" à la Maison de la réserve naturelle de Condamines une journée avec ateliers (recyclage, lombri-compost, pigments naturels), sortie land art, balade contée, artisans, exposants, associations… *Maison de la réserve naturelle, Condamines, 42230 Saint-Victor-sur-Loire, tél : 04 77 90 86 83.*

Rhône

Coopératives d'habitants

Une conférence internationale se tiendra le 30 mai 2008 à l'ENTPE, Ecole nationale de travaux publiques, à Vaulx-en-Velin, sur le thème "les coopératives d'habitants en Europe, une troisième voie pour le logement populaire". Au programme : coopératives d'habitants en Italie, coopératives d'entraide en Argentine, autoconstruction à Londres et occupation résidentielle à Rotterdam, coopératives d'habitants au Québec, quel avenir pour les coopératives d'habitants en France. Entrée gratuite sur préinscription. *David-Albert Billiotte, Anne Baille-Barrelle, ENTPE, rue Maurice-Audin, 69518 Vaulx-en-Velin, tél : 04 76 15 00 18.*

Oïkos

L'association Oïkos propose différentes formations et stages tout au long de l'année : formation à l'écoconstruction (19 au 23 mai), balade enfants pour la découverte des matériaux naturels (21 mai), formation performance énergétique des bâtiments (26 au 28 mai), formation rénovation et isolation (2 et 3 juin), atelier enfants : fabriquer un cadran solaire (18 juin), formation comment monter son projet d'écoconstruction / écorénovation (20 juin). Renseignements : *Oïkos, 150, rue du 4-Août-1789, 69100 Villeurbanne, tél 04 78 94 09 65.*



Tarn

Festipailles 2008

Festipailles, les rencontres du réseau français de la construction en paille "Les Compaillons" se tiendra du 10 au 12 mai à Gaillac à l'invitation d'Areso et Ecorce, les associations régionales. Au programme : intervention d'acteurs, démonstration sur la foire Biocybèle, présentations de réalisations, débat sur les besoins en formation… Visites de construction et de chantier le 12 mai. Renseignements : *Les Compaillons, c/o Philippe Liboureau Lachaud, Fauvet, 23340 Gentioux, tél : 09 64 42 90 04, www.compaillons.fr.*

DR

Rhône

Festival des Dindes folles

Sur le thème "sous les fourrés, la plage", l'association Hippotoufer propose les 30, 31 mai et 1er juin son 11e petit festival des Dindes folles à Rivolet (10 km de Villefranche-sur-Saône). Six scènes musicales construites en bois locaux et de récupération, un bar à jeux, un espace massage, des toilettes sèches, un tri sélectif, des verres réutilisables et consignés, restauration à base de produits paysans et/ou bio et/ou locaux, affiches et tracts en papier recyclé… Le festival est précédé d'une caravane artistique qui se produit dans plusieurs villages du Beaujolais. *Association Hippotoufer, Pierre Filant 69640 Rivolet, tél : 04 37 55 19 54.*

Chambéry

Ecofestiv

L'association *La Mandragore* organise la troisième Ecofestiv, samedi 24 mai de 9 h à minuit au parc du Verney, à Chambéry. Avec la participation de nombreuses associations locales, l'Ecofestiv a pour but la promotion d'alternatives de vie solidaires et respectueuses de l'environnement. Lieu d'échange et de convivialité, elle propose de nombreuses animations tout au long de la journée, un village associatif, un marché paysan bio et local, des jeux participatifs, des conférences flash… Des ateliers sont prévus sur les enduits terre/chaux (avec Oxalis), les matériaux sains (Asder), le vélo électrique, la cuisson solaire (Asder), faire du pain bio (Ferme des quatre saisons), jardiner bio, couches lavables (Mandragore)… *La Mandragore, Maison des associations X13, 67, rue Saint-François-de-Sales, 73000 Chambéry, www.lamandragore.net.*

Lyon

Créations civiles

La compagnie chorégraphique Pierre Deloche organise les 22 mai, 30 mai, 31 mai et 5 juin 2008, sur la place des Terreaux, à Lyon, la 8e création civile de danse. Depuis 2000, cette compagnie investit les grandes places des villes et propose aux habitants de participer à un rituel artistique. Encadrés par quelques danseurs professionnels, les habitants sont invités à se réapproprier l'espace à travers leurs ressentis, dans un acte que Pierre Deloche présente comme poétique et politique. Un espace public anonyme devient alors une œuvre d'art co-créée par l'ensemble des participants. Pour participer, il faut suivre en amont deux ou trois ateliers de répétition. Pour participer : *Compagnie Pierre-Deloche, maison Ravier, 7, rue Ravier, 69007 Lyon, tél : 04 72 73 48 30.*

Ain

Fête / faites autrement

Le dimanche 25 mai, au château de Salvert, à Attignat, 15 km au nord de Bourg-en-Bresse, se tiendra la troisième édition de la *Fête/faites autrement.* Thème de l'année : les énergies, motrices, créatrices, formatrices, sociales, humaines… *Fête autrement, Château de Salvert, 01340 Attignat, tél : 04 74 30 97 20 Serge-Patrick Audollent.*

Fêtes, foires salons

> **Alsace : 27e foire écobio.** 1er au 5 mai au parc des expositions de Colmar. Thème de l'année : l'avenir sera bio. 400 exposants. Extrait du programme des conférences *: Jeudi 1er mai* : Agri bio et changement climatique (13h), manger local, penser global (13 h), table-ronde l'avenir sera bio (15h), droits paysans, semences et nouvelles technologies (17h), film We feed the world (19h30). *Vendredi 2 :* le mensonge nucléaire (13h), table-ronde : quelles énergies pour demain ? (15h), bio et commerce équitable (17h), mai 68, mai 2008, mais 2048 ? (17h). *Samedi 3 :* l'enfant et la nature, une école à la ferme (13h), table-ronde jeunes et nature, quelle place pour l'éducation ? (15h), des mots pour vivre la démocratie (17h). *Dimanche 4 :* le grand méchant lait (13h), quelle place pour la construction écologique en bois (13h), table-ronde : habitat écologique, individuel ou collectif ? (15h), vaccinations et santé publique (17h). *Eco Bio Alsace, 27, rue du Canal, 68570 Soultzmatt, tél : 03 89 47 67 54, www.foireecobioalsace.fr.*

> **Loire : Aquaviva.** 1er au 4 mai, salle Louis-Daquin, La Valette, à Ricamarie (Saint-Etienne). *Centre France organisation, 8, Champ Montillet, 71800 Gibles, tél : 03 85 28 06 18.*

> **Indre : 6e Chapitre nature.** Du 1er au 4 mai, au cœur du parc naturel régional de la Brenne, festival du livre nature et environnement, sur le thème "migration(s)". Une quarantaine d'auteurs invités, conférence d'Albert Jacquard, expositions, ateliers d'artistes, forum des associations, sortie nature. *FOL, 23, boulevard de la Valla, BP 77, 36002 Châteauroux cedex, tél : 02 54 61 34 67.*

> **Drôme : 17e Naturellement.** 2 au 4 mai sur la promenade de la digue à Nyons, thème de l'année : village éco-biologique. Stands, conférences, ateliers. *Ceder, 15, avenue Paul-Laurens, 26110 Nyons, tél : 04 75 26 22 53.*

> **Bouches-du-Rhône : 12e forum nature.** 3 et 4 mai sur le cours Foch, à Aubagne. Thème de l'année : bio, gourmandise et bonne humeur. Stands, conférences, animations. *Annie Bousquet, 673, chemin des Manaux-Gentioux, 13360 Roquevaire, tél : 04 42 04 04 57.*

> **Puy-de-Dôme : 2e Humus.** 3 et 4 mai à Châteldon. 150 exposants proposant des alternatives écologiques, cohérentes et solidaires ; animations, démonstrations, 20 conférences. Extrait du programme : samedi 3 mai : L'agroécologie (11h), Le nucléaire peut-il être une énergie propre ? (13h), Forêts tropicales, enjeux, menaces, espoirs (15 h). Dimanche 4 mai : réaliser son poële de masse (10h), Le scandale des agrocarburants (11h), Croissance ou décroissance, il faut choisir ! (13h), Le Bois raméal fragmenté (15h), L'écologie est-elle soluble dans le capitalisme vert ?(17h). *Humus, chez Marioton, 63290 Chateldon, tél : 04 73 94 68 08.*

> **Yonne : Ecofestival de Toucy.** 9 au 11 mai 2008 au domaine des Gilats sur le thème "éco-hameaux, écocentres, les bâtisseurs de l'avenir". 150 stands avec de nombreuses démonstrations de gestes pratiques, des expositions sur des réalisations existantes, des animations pour les enfants, des soirées festives… *Ecodomaine des Gilats, Anne ou Jean Luc Delmotte, 89130 Toucy, tél : 03 86 44 20 62, gilats@ecodomaine.org.*

> **Maine-et-Loire : 18e Festi-Bio.** 10-12 mai à Durtal, place des Terrasses. 100 exposants. *Les Pionniers de la Bio, La Métairie-de-Léchet, 44350 Guérande, tél : 02 40 24 93 89.*

> **Var : 20e salon biologique.** 11 mai à Signes. Stands, conférences de Robert Masson, Marion Kaplan, Valérie Cupillard… *Nature et Progrès, Nicole Caré, 1601, chemin Saint-Augustin, La Moutonne, 83260 La Crau, tél : 04 94 41 71 05.*

> **Gard : Trucs et astuces du jardinier.** 11 mai, Saint-Jean-du-Gard. Gestes écologiques au jardin et à la maison, visite de jardins, trocs de graines, ateliers, balade botanique, apiculture, et 80 stands. *Les Dimanches Verts, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 32 18.*

> **Tarn : Biocybèle.** 11 et 12 mai à Gaillac, Stands, conférences de Paul Ariès, Hervé René Martin, CRII-Rad, Minga, Semences paysannes, Moutsie… *Nature et Progrès, Cazalens, 81600 Brens, tél : 05 63 57 60 00.*

> **Ain : 3e Un autre monde.** 16, 17 et 18 mai à La Boisse à Montluel, festival sur les thèmes de l'écologie, l'économie, la prévention, la solidarité, avec accueil d'arts des rues, jeux coopératifs, village associatif, débats… *MJC de la 3CM, chemin de la Portelle, 01120 Montluel, tél : 04 72 25 75 07.*

> **Bouches-du-Rhône : 5e Eco-forum.** 17 et 18 mai au Centre d'initiation à la rivière de Fontvieille. Thème : le jardinage au naturel. Stands, expositions, conférences… *Frédérique Salze, 7, rue Henri-Girard, 13990 Fontvieille.*

> **Gap : 1er Savoirs et saveurs de Montagne.** 17 et 18 mai à la salle polyvalente de la Blache, en partenariat avec le mouvement *Slow food.* Un marché des saveurs, un espace "manger slow", des ateliers du goût, des débats et conférences sur les terroirs, les origines des produits, comment le consommateur devient co-producteur… *Christine Gatineau/Slow Food Coolporteur et éditions Yves Michel, tél : 04 92 65 52 26 ou 06 32 65 81 34.*

> **Haute-Garonne : 2e foire bio et terroir.** 18 mai. Producteurs bio, éco-habitat, énergies renouvelables, artisanat d'art, librairie, textiles, stands associatifs, conférences, expositions. *Tél : 06 29 49 36 62 ou 05 61 90 44 06.*

> **Gard : 6e Bioregard.** 18 mai à Bouillargues. *Nature & Progrès, 23 bis, boulevard Triaire, 30000 Nîmes, tél : 04 66 64 77 18.*

> **Haute-Loire : 5e foire bio de Langeac.** 18 mai. *Haute-Loire biologique, hôtel interconsulaire, 16, boulevard Bertrand, BP 343, 43012 Le Puy-en-Velay cedex, tél : 04 71 07 21 19.*

> **Côtes-d'Armor : 5e fête du jardinage.** 18 mai au Centre régional d'initiation à la rivière, à Belle-Isle-en-Terre. Echanges de plants, de semences, de savoir-faire, méthodes alternatives de désherbage, initiation au jardin naturel, atelier gestion de l'eau, initiation au compostage, sensibilisation des enfants. *Centre régional d'initiation à la rivière, 22810 Belle-Isle-en-Terre, tél : 02 96 43 08 39.*

> **Orne : 11e fête de la bio.** 31 mai et 1er juin, au GAEC du Boistier, à Préaux-du-Perche, entre Bellême et Nogent-le-Rotrou. Conférences d'Albert Jacquard "impact des activités de l'homme sur Terre", de Claude Aubert, "place de l'élevage dans l'agriculture", François Veillerette "pesticides et santé", tables-rondes sur l'écohabitat et sur la relocalisation de l'économie. *GAB 61, 52 boulevard du 1er chasseur, BP 36, 61001 Alençon cedex, tél : 02 33 31 47 82.*


1.Batterie de cuisine à Mount Abo (Inde).


2. Soleil et confitures à Fribourg (Allemagne).


3.Cuisine ambulante à Genève (Suisse).


4.Cuiseurs solaires en Inde.

Le tour du monde de la cuisson solaire

La cuisson solaire est encore peu développée en France. Mais à l'étranger, cela bouge partout ! Ainsi à Barcelone, le Musée des sciences et de la technologie de Catalogne propose sur la terrasse de son restaurant, deux fois par semaine, une paella cuite à l'aide de cuiseurs solaires paraboliques. En Suisse, le Centre de cuisine solaire de Genève propose une cuisine solaire ambulante pour les camps de vacances et les festivals. Deux capteurs paraboliques de 2 m² permettent de cuire 30 crêpes à l'heure [photo 3]. En Inde, la cuisson solaire en est au stade industriel : des écoles, des entreprises, des ashrams préparent des repas collectifs avec des réflecteurs alignés les uns à côté des autres [photo 4]. A Mount Abo, 84 réflecteurs de 10 m² fournissent la vapeur nécessaire pour préparer 38 000 repas par jour [photo 1]. En Argentine, cinq villages de l'Altiplano ont mis en place un capteur solaire pour chauffer le four d'une boulangerie publique. D'autres boulangeries solaires existent en Namibie. En Afrique du Sud, l'entreprise à but non-lucratif Elnatan, située à Claitzdorp utilise un séchoir solaire sous forme d'un tunnel plastique pour y sécher des fruits toute l'année et produire des tablettes de fruits. Sept personnes y sont salariées à l'année, six de plus en saison la plus ensoleillée. Cette technique de séchage des fruits se développe très rapidement dans de nombreux pays ensoleillés. En Allemagne, Ulog, une petite entreprise de Friburg, s'est lancé dans la production solaire de confitures et de gâteaux. Les fruits viennent à une période où l'ensoleillement est bon. Un capteur de 8 m2 est utilisé pour cuire les fruits [photo 2]. Au Mexique, Chocosol, une coopérative de 15 personnes fondée en 2004 produit du chocolat biologique. Pour la torréfaction des grains de cacao, la coopérative utilise des cuiseurs solaires. Ils servent également à préparer la tejate, une boisson traditionnelle. La production est vendue sur les marchés de Oaxaca. Aux Etats-Unis, Solar Roast Coffee est une entreprise familiale qui avec des miroirs de 7 m² torréfie 2,5 kg de café biologique en 20 minutes. Un magasin a ouvert au Colorado en 2007. Tous ces gens sont membres de l'*Ises, Société internationale de l'énergie solaire, Villa Tannheim, Wiesentalstrasse, 50, D 79115 Freiburg, www.ises.org.*

Rénovation thermique de mon logement

Aujourd'hui le chauffage devient coûteux et nos maisons anciennes consomment trop d'énergie et émettent trop de gaz à effet de serre. Pour connaître les pistes à suivre pour rénover sa maison ou sa copropriété, *les Amis de la Terre* ont publié une excellente petite brochure qui donne les pistes à suivre pour faire le diagnostic, pour étudier les travaux nécessaires, pour connaître les aides financières, pour se renseigner plus précisément. *Amis de la Terre, 2 B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 32 22.*

Perpignan

Première ville à électricité positive ?

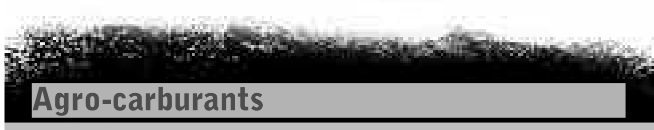
Dans le cadre d'une convention signée avec l'Etat le 18 janvier 2008, l'agglomération de Perpignan (200 000 habitants) se lance dans une vaste réflexion sur sa consommation énergétique qui devrait la conduire à devenir la première ville à électricité positive d'ici 2015. D'une part la ville devrait investir dans les économies et d'autres part miser sur les énergies renouvelables. D'ores et déjà, il est prévu de couvrir le marché Saint-Charles de photopiles (70 000 m², 2,3 MW,

10 MWh/an). Un projet d'Ecoparc envisagé à l'ouest de la ville comprendrait un incinérateur avec récupération d'énergie (!), un réseau de chaleur pour alimenter 20 à 40 hectares de serres, un parc éolien avec 40 machines de 3 MW et jusqu'à 40 MW de photopiles sur 40 hectares. Cet Ecoparc atteindrait 135 MW couvrant 75% des besoins électriques de l'agglomération. Deux autres parcs de photopiles sont prévus près de la côte : 15 ha à Saint-Laurent, 20 ha à Saint-Hippolyte. Les bâtiments publics devraient être pour les nouveaux aux normes "basse consommation" (moins de 50 kWh/an/m²) et les anciens faire l'objet d'un bilan pour être progressivement rénovés. La signature de la convention en présence de Jean-Louis Borloo a été l'occasion pour les élus locaux de rappeler leur opposition au projet de ligne THT à travers les Pyrénées.

Rhône

Maisons basse énergie

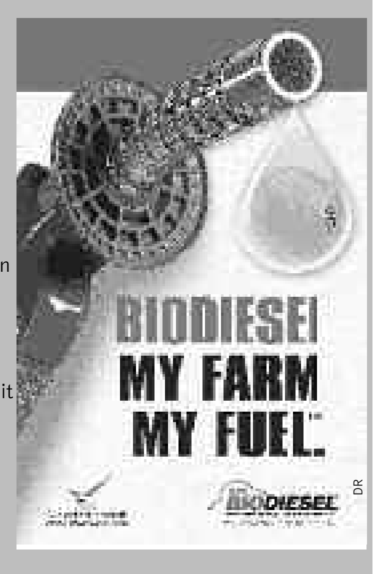
La région Rhône-Alpes s'est lancée dans un programme de 100 maisons basse énergie et 70 sont actuellement déjà en fin de chantier. *L'Agence lyonnaise de l'énergie* et *Hespul* organisent des visites de ces maisons. Ainsi, le samedi 24 mai à 10h, à Fontaine-Saint-Martin, visite d'une maison à structure panneaux en bois, puits canadien, ventilation double flux, eau chaude et chauffage solaire, récupération des eaux de pluie, consommation attendue : moins de 30kWh/m²/an. Le samedi 14 juin à 10 h à Saint-Didier-au-Mont-d'Or, visite d'une maison à ossature bois, chauffage solaire, électricité photovoltaïque, toiture végétalisée, consommation attendue : moins de 40kWh/m²/an. Samedi 27 septembre à 10 h à Denicé, visite d'une maison à ossature bois et paille, en partie autoconstruite, puits canadien, chauffe-eau solaire, poêle à granulés de bois, consommation attendue : moins de 50kWh/m²/an. Samedi 25 octobre à 10 h à Cublize, maison à ossature bois et isolants sains, chauffe-eau solaire, puits canadien, récupération des eaux de pluie, consommation attendue : moins de 25kWh/m²/an. Inscription à l'avance sur *www.infoenergie69.org*, si vous habitez le Grand Lyon, *ALE, tél : 04 37 48 25 90*, dans le reste du département : *Hespul, tél : 04 37 47 80 90.*



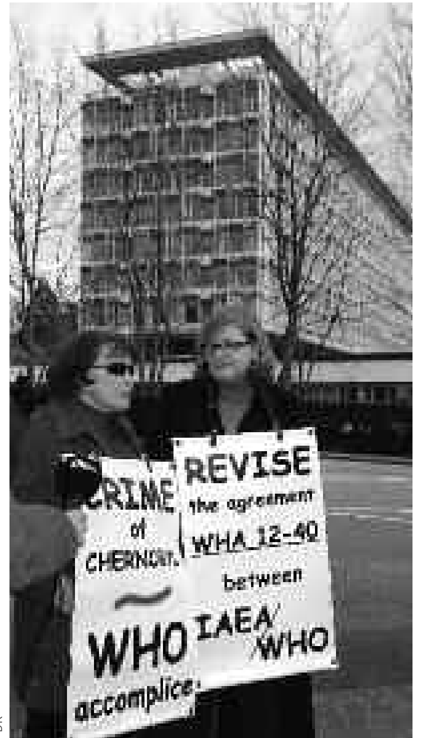
Agro-carburants

> Conséquences en chaîne. Pour alimenter les usines d'éthanol dans la plaine du Mississipi, aux Etats-Unis, les agriculteurs ont intensifié la monoculture du maïs et augmenté les quantités d'engrais. Conséquence : une partie des engrais passe dans la nappe phréatique puis dans le Mississipi, pour rejoindre le golfe du Mexique. Non seulement le fleuve est sévèrement pollué, mais cet excès d'azote provoque une "zone morte" à l'estuaire qui s'étend d'année en année. Elle a atteint 20 000 km2 durant l'été 2007.

> Nestlé contre les agrocarburants. Dans une interview, le 23 mars 2008, au journal dominical *NZZ am Sonntag*, le directeur de Nestlé, Peter Brabeck a déclaré "Si l'on veut couvrir 20% du besoin croissant en produits pétroliers avec des biocarburants, comme cela est prévu, il n'y aura plus rien à manger". Non seulement, on tire les prix des produits alimentaires vers le haut, mais le directeur de Nestlé estime que cela consommerait d'énormes quantités d'eau : 4000 litres pour fabriquer un litre de bioéthanol. Quand un géant de l'alimentaire s'inquiète pour ses propres intérêts...



DR



DR

Danielle Mitterrand venue faire une vigile le 28 mars 2008.

OMS

La censure sur Tchernobyl

Du 20 au 23 novembre 1995, une importante conférence internationale sur les conséquences de l'accident de Tchernobyl s'est tenue à Genève. Une autre conférence internationale s'est tenue à Kiev en 2001. Dans les deux cas, l'OMS, organisatrice des rencontres, n'a publié que de brefs résumés d'une douzaine d'interventions sur une centaine. L'essentiel du contenu des rapports médicaux qui ont été présentés lors de ces deux rencontres a été censuré par l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, au nom d'un accord de 1959 qui soumet toute publication de l'OMS au contrôle de la très pro-nucléaire agence de l'AIEA. Un excellent article montrant comment s'exerce cette censure alors qu'existent des centaines d'études montrant comment des millions de personnes souffrent aujourd'hui de l'accident, a été publié sous la signature d'Alison Katz, ancienne fonctionnaire à l'OMS, dans le *Monde diplomatique* de mars 2008.
Depuis le 26 avril 2007, date anniversaire de l'accident de Tchernobyl, des militants se relaient silencieusement devant l'entrée de l'OMS et dénoncent l'accord de 1959. L'action se poursuit au moins jusqu'à l'automne. Les personnes qui peuvent se libérer quelques jours sont invitées à réserver leur présence.

Contacts en France : André Larivière, tél : 04 71 76 36 40 ou 06 76 69 54 98, Yann Forget, tél : 04 50 92 64 69, en Suisse : Philippe de Rougemont, 022 344 38 31.

Canada

Du nucléaire pour extraire du pétrole

L'Etat canadien d'Alberta a dans ses sous-sols d'énormes stocks de sables bitumineux. Ce bitume peut être transformé en pétrole selon un procédé compliqué qui jusqu'alors n'était pas rentable. Avec un pétrole à plus de 100 dollars, il devient intéressant de chauffer les sols pour rendre le bitume liquide et pouvoir le pomper. La compagnie Bruce Power vient de déposer, mi-mars 2008, un permis pour construire quatre réacteurs nucléaires totalisant 4400 MW pour chauffer les sols ! L'extraction pourrait alors commencer vers 2015.
La recherche de pétrole à tout prix risque de nous réserver bien d'autres mauvaises surprises.

Marche Londres-Genève 26 avril - 17 juillet 2008

Pour cette marche à travers la Grande-bretagne, la France et la Suisse (voir article dans numéro 356), voici les personnes à contacter :

- Marcus, marcus@footprintforpeace.net (en anglais)
- Jocelyn, Jocelyn.peyret @sortirdunucleaire.fr 04 79 36 13 19 (pour hôtes)
- André, andre.lariviere @sortirdunucleaire.fr 04 71 76 36 40 (pour marcheurs)

Niger

Mines d'uranium à tout va

En 2007, le Niger a accordé 122 nouveaux permis d'exploitation pour des mines d'uranium. Les populations touareg qui voient peu à peu leur territoire envahi par des compagnies minières n'ont aucun pouvoir pour s'y opposer. Les tentatives de rébellion ont été réprimées par l'armée avec le soutien de la France, de la Chine et des Etats-Unis, les bénéficiaires de l'exploitation de l'uranium.

Bure

Festival 2008

A l'occasion du passage de la marche antinucléaire Londres-Genève (voir Silence d'avril), les opposants à l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure, organise une fête le samedi 28 juin 2008 sur le terrain de l'ancienne gare de Luméville-en-Ornois (à 6 km de Bure),à partir de 14 h. Renseignements : *Vosges An, Hélène et Stéphane Maimbourg, 7, rue Leclerc, 88190 Golbey, tél : 06 72 55 56 96, http://vosges-a.n.over-blog.org.*



Fessenheim

Jusqu'à l'accident ?

Alors qu'EDF fait actuellement le forcing pour obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation de ses réacteurs jusqu'à l'âge de 40 ans (ils étaient initialement prévus pour durer 25 ans), on peut constater qu'à Fessenheim où se trouvent les réacteurs les plus anciens (1977), le vieilllissement est bien une réalité : en 2007, il y a eu 42 pannes dont 8 classées niveau 1. L'Autorité de sûreté nucléaire a demandé à plusieurs reprises à EDF plus de rigueur dans la gestion des deux réacteurs… Il n'est pas difficile de comprendre que comme pour toute vieille machine, les pannes vont en s'accélérant… avec le risque d'une panne non maîtrisée à temps.

Pressions sur le Réseau

Sortir du nucléaire

Le 25 mars 2008, Stéphane Lhomme, porte parole du Réseau Sortir du nucléaire (820 associations), a été convoqué une nouvelle fois à la DST, Direction de la sûreté du territoire. Il y a été gardé à vue pendant une dizaine d'heures et interrogé sur l'origine du document "secret défense" rendu public par le Réseau Sortir du nucléaire, document transmis par une personne sans doute haut placée à EDF. Dans ce rapport, on peut apprendre que l'actuel réacteur nucléaire EPR en construction à Flamanville, dans la Manche, ne résisterait pas à la chute d'un avion de ligne comme lors des attentats perpétrés le 11 septembre 2001 à New-York. Un tel attentat provoquerait la libération d'un nuage radioactif qui potentiellement peut être plus toxique que celui de Tchernobyl.

Bien que sachant qu'il encourt jusqu'à 75 000 € d'amendes et un risque de cinq ans de prison pour ses responsables, le Réseau a remis en ligne sur internet le document déjà publié. Une copie du document avait été saisie par la même DST au domicile de Stéphane Lhomme lors d'une perquisition le 16 mai 2006. A l'époque le document avait été mis en ligne par le Réseau mais aussi par plusieurs élus estimant qu'un tel document doit être rendu public.

Différentes manifestations de soutien ont eu lieu à Levallois-Perret, en région parisienne, devant le siège de la DST (avec la présence de José Bové et du sénateur Vert Jacques Muller), à Bordeaux (avec pose d'une banderole devant les bureaux de la DST)… A Toulouse, huit militants antinucléaires ont simulé une attaque kamikaze sur un bâtiment public pour rappeler quel est l'enjeu du débat.

On peut s'interroger sur les rebondissements de cette enquête : s'agit-il de faire peur au Réseau ou au contraire de l'aider à rendre public cette information capitale ?


DR

Stéphane Lhomme, porte-parole du Réseau Sortir du nucléaire.

EPR

- **Finlande : nouveaux retards.** après dix-huit mois de chantier, en juin 2007, le constructeur finlandais annonçait que le chantier de l'EPR vendu par la France comptait dix-huit mois de retard. Le 28 décembre 2007, un nouveau communiqué indique maintenant deux ans de retard. Autant dire que le chantier est totalement bloqué et que les conflits financiers se multiplient.
- **Une vigie devant le chantier.** Les travaux du réacteur EPR à Flamanville dans la Manche ont débuté. Afin d'informer les touristes et les locaux, afin de surveiller le chantier du réacteur, afin de promouvoir les alternatives à l'EPR… le Collectif Grand Ouest *EPR non merci, ni ailleurs ni ici* lance une souscription pour installer un poste de Vigie. Le but de cette souscription est de financer cette opération (salarié à mi-temps, documentation, véhicule ou bureau proche des travaux, etc.). Le Collectif compte sur les soutiens des associations anti-nucléaires et sur les souscriptions individuelles. Pour plus d'informations : *Crilan, 50340 Les Pieux, tél : 02 33 52 45 59.*
- **THT : dangers confirmés.** L'enquête commencée avec l'aide de volontaires de 80 associations le long de la ligne THT entre Flamanville (Manche) et Domloup (Maine-et-Loire) a permis à la Crii-Rem, Commission de recherche et d'information indépendante, de mettre en évidence déjà quelques conséquences de la présence des champs électromagnétiques. Ainsi les dysfonctionnements d'appareils électriques sont deux fois plus nombreux que la normale. Les personnes interrogées signalent plus de problèmes de sommeil, de mémoire, d'audition, de maux de tête, d'états dépressifs que la normale. De nombreuses personnes constatent la disparition de ces phénomènes quand elles s'éloignent de la ligne THT. Les maladies graves (leucémie, cancers du sein, cancers de la thyroïde…) sont détectées de manière significative en plus grand nombre. La Crii-Rem constate que cela concorde avec d'autres études scientifiques publiées par ailleurs et entend poursuivre ses investigations. Les collectifs opposés à la construction d'une nouvelle ligne THT à partir de l'EPR entendent s'y opposer. *Mayenne SurVOLTée, Mairie, 53380 Saint-Hilaire-du-Maine, www.stop-tht.org.*
- **Flamanville pas mieux que la Finlande ?** Une visite de l'Autorité de sûreté nucléaire, l'ASN, le 5 mars 2008, sur le chantier de l'EPR à Flamanville (Manche), pourrait marquer le début des retards du côté français. L'ASN a dressé une longue liste de malfaçons et met en demeure EDF de prendre des mesures correctives le plus rapidement possible.

Observatoire des saisons

De très nombreuses observations menées par des organismes officiels montrent des évolutions dans le comportement de la flore en France du fait du réchauffement climatique : floraison plus précoce, poursuite de la croissance en automne, avancées des dates de récolte… A l'initiative du CNRS, de l'Inra et autres organismes, un appel a été lancé auprès des jardiniers et des agriculteurs pour suivre cette évolution dans leurs champs et leurs jardins. Ceci afin d'avoir des informations les plus précises dans le temps et dans l'espace. Pour participer à ce réseau d'observation, il faut s'inscrire sur *www.obs-saison.fr*.

Luttes d'influence

Les rapports des scientifiques convergent de plus en plus vers une certitude du réchauffement climatique et sur sa cause, les émissions de gaz à effet de serre, dont l'origine est essentiellement la combustion des énergies fossiles. Le risque pour les marchands de pétrole est grand que cela finisse par déboucher sur des restrictions concernant l'usage des carburants. Depuis 1989, Exxon Mobil, Texaco, General Motors, Ford, British Petroleum… se sont unis au sein du *Global climate coalition* pour essayer de contrer le discours scientifique. Ils offrent notamment des financements aux scientifiques qui voudraient publier des articles à contre-courant. La prise en charge financière peut aller jusqu'à 300 000 dollars. Largement de quoi attirer les chercheurs cupides. 16 millions de dollars ont ainsi été versés de 1998 à 2005 par ce lobby pour retarder des décisions pourtant urgentes.

Compensation CO_2

Un double déni de responsabilité

Depuis quelques années, on assiste à la multiplication des "compensations CO_2". Par exemple pour quelqu'un qui prend l'avion, il accepte de payer un peu plus pour financer ailleurs dans le monde la construction d'éoliennes, de capteurs solaires, la plantation d'arbres… *L'Institut de politiques territoriales et d'environnement urbain* de l'université de Lausanne, en Suisse, a publié une étude qui dénonce la perversité du système : "Le lexique utilisé laisse entendre qu'il est possible d'annuler l'effet néfaste de nos activités en payant une somme modeste à un prestataire. Cette logique de délégation n'est pas sans conséquences. Par son fonctionnement, la compensation est en effet un système de mise à distance dans le temps et dans l'espace. Dans le temps, parce que les réductions correspondant aux émissions compensées ne sont parfois effectuées que plusieurs décennies plus tard, et dans l'espace, parce que ces mêmes réductions sont en général mises en œuvre dans les pays en développement. Cela revient donc à dire que les pays européens consentent à réduire leurs émissions de CO_2, mais ailleurs et à un autre moment. C'est un double déni de responsabilité. Envers les générations futures d'abord parce que cela signifie un report de l'action et que les gaz émis attendant leur compensation contribuent pendant ce temps au réchauffement climatique. Envers les pays en développement ensuite, parce que les grandes quantités de CO_2 émises par personne en Occident, la responsabilité historique des anciens pays industriels dans le renforcement de l'effet de serre et leur position économique encore dominante, voudraient qu'ils prennent à leur charge, et en premier lieu chez eux, les mesures de réduction des émissions. Une logique élémentaire et un certain devoir moral imposeraient en effet aux pays les plus riches de la planète de réduire drastiquement leurs rejets de gaz carbonique, tout en aidant les pays en développement à passer directement à des énergies propres. Or la logique de la compensation va à l'encontre de cela. Elle investit dans les pays les plus pauvres à condition que cela permette aux Occidentaux de continuer leurs activités polluantes. En cela, elle est un système égocentrique, qui va à rebours du bon sens en réduisant les émissions là où elles sont déjà faibles pour permettre de continuer à émettre là où elles sont les plus hautes".

Automobiles

Publicités illégales

Une directive européenne 1999/94/CE précise que la consommation des véhicules et leurs émissions de CO_2 doivent être "*facilement lisibles et au moins aussi visibles que la partie principale des informations figurant dans* [la publicité]". Cette directive de 1999 a été détournée de son sens par les publicitaires qui se contentent de donner ces indications en tout petit. En octobre 2007, le Parlement européen est revenu à la charge en précisant "*qu'un pourcentage minimum de 20% de l'espace publicitaire soit réservé à des informations relatives à la consommation d'énergie et aux émissions de CO_2*". Les Amis de la Terre, Greenpeace, Inter-environnement Wallonie, la revue belge *Imagine*, le Réseau Action climat… ont décidé de lancer une campagne de plaintes auprès des services de contrôle belges pour demander le respect de la directive. La démarche est expliquée sur le site *www.advertiseco2.eu*.



DR

Fausse publicité parue dans la revue belge Imagine*, pour donner une idée de ce qu'est une publicité respectant les textes législatifs.*

Croissance du recours au charbon

Les centrales thermiques sont responsables d'une bonne partie des gaz à effet de serre. Toute combustion (pétrole, gaz ou charbon) libère en effet du CO_2. Les filtres puissants mis en place sur les centrales filtrent les particules solides mais n'arrêtent pas ce gaz. Alors que nous sommes au maximum de la production du pétrole et sans doute pas très loin du maximum pour le gaz, les ressources en charbon sont encore énormes. Dans ces conditions, l'évolution de la consommation de charbon dans le monde est plus qu'inquiétante : entre 1980 et 2005, la consommation a augmenté de 78 %. En 2006, la hausse a été de 8,8 %. Elle devrait être au moins aussi importante en 2007. Dans les pays en forte croissance comme la Chine ou l'Inde, malgré un développement rapide des énergies renouvelables, c'est le charbon qui permet d'alimenter la machine économique. Le charbon fournit aujourd'hui 80 % de l'électricité en Chine, 65 % en Inde. Dans ce contexte, vouloir diviser par quatre nos émissions de gaz à effet de serre semble relever du rêve.



Centrale thermique en Allemagne.

DR

Transport

> Lyon-Turin : bataille juridique. L'opposition au projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin suscite toujours une vive mobilisation du côté italien. Comme les déclarations d'utilité publique n'y sont pas encore prises, les opposants ont mis en place des sociétés civiles qui achètent des parcelles de terrain minuscules dans les lieux présumés du passage de la ligne, ce qui devrait ensuite nécessiter d'âpres batailles juridiques pour pouvoir les expulser.



DR

Manifestation à Chambéry contre la liaison ferroviaire Lyon-Turin.

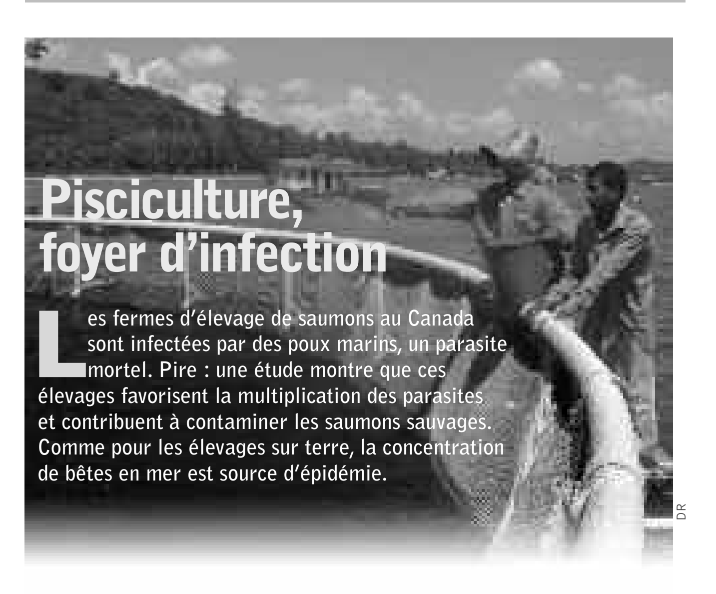
> Pays Basque : référendum sur la ligne à grande vitesse. Profitant des élections municipales, plusieurs associations ont organisé un référendum d'initiative populaire sur deux des communes menacées. Des urnes étaient présentes devant chaque bureau de vote, ce qui explique un taux de participation sensiblement égal à la participation aux élections municipales. A Mouguerre, le taux de participation a été de 63 % et le non à la ligne à grande vitesse atteint 91,3 % (2077 voix). A Ustaritz, la participation a été de 60 % et le non atteint 92,05 % (2386 voix). Les élus locaux vont-ils faire respecter le souhait de leurs administrés au nom de la démocratie ?

> Lyon : Charte pour une mobilité durable. L'ensemble des projets autoroutiers envisagés autour de Lyon contribue dans les faits à encourager l'utilisation de toujours plus de voitures et camions, favoriser l'étalement urbain avec toujours plus de distances à parcourir, de gaz à effet de serre et autres pollutions, encombre la région et finalement le couloir rhodanien. Ces projets sont dépassés et entièrement à revoir car en contradiction avec notre engagement international de diviser par quatre nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, avec le PDU (déplacements urbains), le PPA (protection de l'atmosphère), le plan Climat... La solution alternative est la mise en place d'un véritable RER dans la région lyonnaise et un contournement par ferroutage du fret sur grandes distances. Il faut favoriser un "produire et consommer local", un "vivre et travailler dans sa ville, dans son quartier" ce qui signifie la fin des zones spécialisées, faire un effort intense de construction et de rénovation immobilière évitant l'étalement afin de pouvoir se loger au plus près de son travail à un prix abordable. Il faut protéger les espaces naturels restants. Une charte détaillant cela est actuellement diffusée par différentes associations : Altern'Info, Darly, Frapna, Pour la cité humaine, Sauvegarde des coteaux du Lyonnais, Sauvegarde des coteaux du Jarez, Sevdor, SRG... Pour en savoir plus : *Darly, Pour se déplacer autrement en région lyonnaise, 6, Le Mont Lory, 69230 Saint-Genis-Laval, tél : 04 74 72 89 99.*

Marais poitevin

Parc naturel suspendu !

Le 20 février 2008, Jean-Louis Borloo a annoncé qu'il rejetait le projet de charte pour le parc naturel régional du marais poitevin. En 1979, le Marais poitevin avait obtenu le label parc naturel régional permettant la protection de 100 000 hectares à cheval sur trois départements et deux régions (Vendée, Charente-Maritime et Deux-Sèvres). Cela protégeait ainsi la deuxième plus grande zone humide après la Camargue. Le manque de rigueur dans la gestion de l'agriculture intensive locale et la pollution des eaux par les nitrates et les pesticides provoquaient la perte du label en 1997. En 2002, l'Europe condamnait la France à 150 000 € d'amendes par jour pour avoir laissé polluer ce lieu. Depuis, de nombreuses réunions ont été mises en place pour arriver à une nouvelle charte qui assure la protection des eaux, condition mise par Bruxelles pour suspendre les amendes. Jean-Louis Borloo a prétexté la fragilité du montage juridique pour refuser de redonner le label... mais dans les faits, il s'agit surtout d'une vengeance politique : au départ, les démarches étaient menées par le président de la région Poitou-Charentes, Jean-Pierre Raffarin. Mais celui-ci a été battu par Ségolène Royal. Le 30 mars, plus de 4000 personnes ont manifesté dans le cadre d'une rando-manif organisée à la limite de la Vienne et des Deux-Sèvres. Ségolène Royal et son homologue des Pays-de-Loire, Jacques Auxiette, étaient présents.



Pisciculture, foyer d'infection

Les fermes d'élevage de saumons au Canada sont infectées par des poux marins, un parasite mortel. Pire : une étude montre que ces élevages favorisent la multiplication des parasites et contribuent à contaminer les saumons sauvages. Comme pour les élevages sur terre, la concentration de bêtes en mer est source d'épidémie.

DR

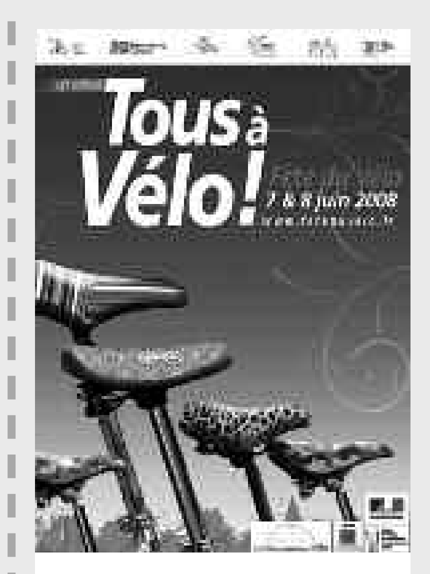
Retour à la nature

Les urbanistes ont souvent du mal à définir ce que peuvent devenir des terrains laissés à l'abandon en zone urbaine. Une étude a été lancée à Berlin en 1968 sur cinq parcelles dans le jardin expérimental de Kheler Weg. Au départ, les cinq terrains de nature différente ont été rasés. Sont apparues en premier des plantes herbacées envahissantes, lesquelles ont peu à peu laissé la place à des arbres, lesquels sont devenus dominant au bout de vingt ans. Aujourd'hui, après 40 ans d'abandon, trente-trois espèces d'arbres et d'arbustes sont présents. Les espèces locales (érables, bouleaux, chênes) dominent les espèces exotiques. Plusieurs plantes menacées de disparition sont présentes sur les parcelles. Conclusion : laissons vivre les terrains vagues, cela nous fera des forêts urbaines dans quelques décennies. *(La Garance voyageuse, printemps 2008)*

Grenoble

Film nature et environnement

Le 22e festival international du film nature et environnement se tiendra sous chapiteau dans le parc Paul-Mistral, du 14 au 18 mai 2008. Organisé par la Frapna, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, il présente au public une vingtaine de films en compétition sur le thème "la nature renouvelle l'énergie". Un concours de vidéos amateur a été organisé cette année sur le thème "maîtrise de l'énergie, regardez comment j'agis !". Le festival se poursuit ensuite dans le département. *Frapna, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.*



7 et 8 juin 2008

Fête du vélo

La 12e fête du vélo se déroulera les 7 et 8 juin, à l'appel du club des villes cyclables, l'Association des départements cyclables, la Fédération française de cyclisme (FFC), la Fédération française de cyclotourisme (FFCT), la Fédération des usagers de la bicyclette (FUBicy), Tous à vélo! le conseil national des professions du cycle. Des événements ont lieu dans plus de 300 villes.

Pakistan

Le parti du vélo

Le 17 février 2008, pour les élections législatives, le parti du vélo a gagné seulement 38 sièges sur 272. Il est de tradition pour les partis politiques de se choisir un objet de la vie quotidienne pour symboliser leur politique. Le parti qui a choisi le vélo blanc comme symbole de sa politique est celui du président sortant Musharraf, militaire venu au pouvoir par un coup d'Etat. On ne va donc pas se plaindre de sa défaite.

Pour des vélos sans publicité

Contrairement à ce qui est présenté dans les grands médias, les vélos en libre service mis en place maintenant dans de nombreuses villes, ne sont pas gratuits. Dans la plupart de cas, il y a un contrat entre la commune et le prestataire de service… le plus souvent un publicitaire. L'association *Résistance à l'agression publicitaire* a lancé une pétition pour demander que les appels d'offre des communes concernant les vélos en libre service ne lient pas cette demande avec des contrats sur les emplacements publicitaires dans la ville. *RAP, 53 rue Jean Moulin, 94300 Vincennes, www.antipub.net.*

Le casque ne sera pas obligatoire

Montrant que les cyclistes ont moins d'accidents que les piétons et les automobilistes, les associations de cyclistes regroupées au sein de la Fubicy, Fédération des usagers de la bicyclette, ont réussi à convaincre le Comité interministériel de la sécurité routière que le port du casque se devrait d'être obligatoire d'abord pour ceux pour qui c'est le plus utile ! Les associations ont également rappelé les effets pervers du casque observé dans d'autres pays : partout, le port du casque obligatoire a entraîné une hausse des blessés (car alors les automobilistes prennent moins de précaution) et une baisse de l'usage du vélo particulièrement en ville. Par contre, le même comité va proposer un décret rendant obligatoire le gilet réfléchissant de nuit hors agglomération dès septembre 2008. *Fubicy, Fédération française des usagers de la bicyclette, 12, rue des Bouchers, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 75 71 90.*


DR

Chambéry

Roue libre

L'association *Roue libre* poursuit ses vélorutions. Rendez-vous le premier vendredi du mois à 18 h, place du Palais-de-Justice, à Chambéry. Prochaines dates : 2 mai, 6 juin… L'association cherche également un local d'au moins 100 m2 pour y installer un atelier de maintenance des vélos. *Roue libre, maison des associations, 67, rue Saint-François-de-Sales, 73000 Chambéry, tél : 04 79 33 96 30.*

Tibet

Manifestations et répressions


Amnesty

De nombreux Tibétains ont manifesté en Chine, en Inde et ailleurs à partir du 10 mars 2008, quarante-neuvième anniversaire de l'invasion de leur pays par la Chine. En Inde, une manifestation devant l'ambassade de Chine à New-Delhi, le 12 mars 2008, a été violemment réprimée. Une marche de Tibétains partie en direction de la frontière chinoise a été bloquée par les autorités indiennes le 14 mars 2008. 150 personnes ont été arrêtées.
A Lhassa, capitale du Tibet, des monastères ont été fermés le 14 mars 2008, par les autorités chinoises suite à une manifestation annonçant le lancement d'une grève de la faim collective par 500 moines.
Deux moines ont tenté de se suicider. Au moins 80 personnes seraient mortes lors de la répression entre le 14 et le 17 mars. Les chars de l'armée sont descendus dans les rues. Des manifestations de soutien ont eu lieu dans plusieurs grandes villes chinoises, en bordure du Tibet, là aussi violemment réprimées.

Alors que la Chine entend hisser la flamme olympique au sommet de l'Everest, quatre alpinistes américains ont été interpellés pour avoir déployé une banderole en faveur du Tibet, au camp de base, lors d'une répétition de l'événement. D'autres en ont fait de même sur la muraille de Chine. Tous ont été expulsés. La Chine a interdit toute expédition sur l'Everest jusqu'à nouvel ordre.
L'approche des jeux Olympiques provoque une multiplication des actions de soutien au peuple tibétain, ce qui exaspère les autorités chinoises. Amnesty international a demandé à l'ONU d'envoyer sur place une mission d'enquête indépendante. Le 16 mars, le Dalaï-Lama a dénoncé le régime de terreur que mène la Chine.
Le 23 mars, plusieurs marches convergeant sur la frontière tibétaine ont été arrêtées par les policiers que ce soit en Inde (500 marcheurs), ou au Népal (400 personnes).
Les autorités chinoises manient la langue de bois : selon elles, 600 Tibétains se seraient rendus aux autorités après les manifestations. Le gouvernement chinois n'a donc pas eu à les arrêter.
Pour essayer de stopper les commentaires négatifs dans les médias étrangers, le gouvernement chinois a invité 26 journalistes célèbres à se rendre en visite au Tibet. Le 27 mars, au programme, il y avait la visite du prestigieux temple du Jokhand, dans le cœur du vieux Lhassa. Une trentaine de moines bouddhistes ont alors crié des slogans anti-chinois, dénonçant la manipulation de cette tournée… avant que les policiers n'entrent dans le temple et les arrêtent.

Elections municipales

Maires interrogés dans *S!lence.* Nous avions interrogé sept maires dans notre numéro de mars 2008. Quels sont leurs résultats dans les urnes ? René Balme, à Grigny, Rhône, a introduit dans sa commune la démocratie participative. Au premier tour, il a recueilli 48,13% des voix. Il a été réélu au second tour avec 52,18% des voix. Gérard Perrier, à La Motte-Servolex, Savoie, a fait 46,44% au premier tour, il a été battu au deuxième tour, ne totalisant que 48,24% des voix. Jacques Boutault, seul maire d'arrondissement Vert de Paris, bien que totalisant 29,93% des voix (contre 16,78% en 2001) a été battu au premier tour par la liste PS (33,12%). Il réalise le meilleur score des Verts dans la capitale. La négociation globale sur la capitale lui a permis de mener la liste commune PS-Verts au deuxième tour. Il a été alors réélu avec 68,34% des voix. Menant une liste d'union à Loos-en-Gohelle, Nord, Jean-François Caron est réélu dès le premier tour avec 82,09%. Luc Coppin, à Fresnes-sur-Escault, fait 37,39% des voix au premier tour. A l'issue d'une triangulaire, il est réélu au second tour avec 43,30% des voix. A l'Ile-Saint-Denis, Michel Bourgain fait 35,05% au premier tour et arrive en tête devant une liste PC et une liste PS. Il est réélu devant le candidat PC avec 50,83%. Enfin Gilles Maistre, à Entremont (Haute-Savoie) a eu 248 voix (69%) avec un scrutin où l'on peut panacher les listes comme on le veut.

Verts, résultats variés. Les Verts n'ont été présents sur des listes autonomes que dans 22% des villes de plus de 20 000 habitants contre 26% en 2001. Parmi les bons scores des listes indépendantes : Landerneau, Finistère (14,55%), Plougastel-Daoulas, Finistère (12,18%), Quimper, Finistère (16,80%), Pontarlier, Doubs (14,38%), Noisiel, Seine-et-Marne (17,98%), Villejuif, Val-de-Marne (14,15%), Vincennes, Val-de-Marne (13,20%), Montpellier, Hérault (11,12%), Lille, Nord (11,58%), Ronchain, Nord (14,20%), Roubaix, Nord (13,67%), Achicourt, Pas-de-Calais (12,84%), Avion, Pas-de-Calais (23,04%), Géménos, Bouches-du-Rhône (21,42%), Valence, Drôme (19,30%), Grenoble, Isère (15,57%), Saint-Martin-d'Hères, Isère (14,79%), Caluire-et-Cuire, Rhône (13,01%), Saint-Foy-lès-Lyon, Rhône (11,61%)...


DR
Sophie Divry.

Objecteurs de croissance. Sophie Divry, journaliste de la revue *La Décroissance,* était tête de liste dans le 1er arrondissement de Lyon pour la liste Audaces, une liste regroupant objecteurs de croissance, LCR et gauche alternative. Elle réalise 13,13% (1324 voix), meilleur score actuel pour les décroissants en milieu urbain. Outre Lyon, des objecteurs de croissance étaient présents sur une liste pour les municipales à Bar-le-Duc, sur une liste emmenée par la LCR (9,88 %). Aux cantonales, Julien Gonzales, dans la Nièvre, fait 7,9%. Egalement candidat dans sa commune de Varennes-Vauzelles, il a été élu avec 17 %. Avec un texte très décroissant, le candidat des Verts, Hugues Stoekel, sur le canton de La Petite-Pierre a fait 42 %.

Paris : Verts en baisse. Dans le vingtième, Denis Baupin, tête de liste pour Paris, fait 9,47%. Si les Verts sont en baisse par rapport à 2001 (6,78% contre 12%), ils se maintiennent à un niveau suffisant pour négocier en force avec le maire sortant.

Seine-Saint-Denis : Voynet bat Brard. Bien que la liste d'union menée par Dominique Voynet (32,50%) n'ait pas réussi à devancer la liste du maire sortant, apparenté PC, Jean-Pierre Brard, au premier tour, elle l'a emporté au deuxième tour (54,2%). Dominique Voynet devient la première maire verte d'une ville de plus de 100 000 habitants, la troisième plus grosse commune en Ile-de-France. Au deuxième tour, la liste de Voynet "sans étiquette" était opposée à la liste du maire sortant soutenue par le PS et le PC. Il n'y avait pas d'autres listes... il est donc évident que les électeurs de droite ont permis l'élection de Dominique Voynet.
A noter que les règles internes des Verts limitant le cumul des mandats, Dominique Voynet ne peut être à la fois maire d'une grande ville et sénatrice et qu'elle devrait choisir entre le deux. A moins que les Verts, comme c'est déjà le cas pour Noël Mamère (maire et député) ne ferment les yeux.


DR
Dominique Voynet lors de son premier discours à la mairie.

Manche : 0% de participation. Pour protester contre le passage sur la commune de Chèvrefeuille d'une ligne très haute tension en provenance du futur réacteur EPR, aucun des 168 électeurs n'a participé aux votes pour les élections municipales et communales du 9 et 16 mars 2008. Le bureau de vote a été tenu comme le spécifie la loi.

Listes antilibérales. Si la gauche a fait globalement un bon score, il est à noter d'excellents scores pour les listes plus à gauche : la LCR dépasse les 10% dans 29 communes (dont Quimperlé, Clermont-Ferrand, Louviers...). A Allauch (Bouches-du-Rhône), la liste collective "Enfin la gauche" fait 18,85%. Les deux listes antilibérales de Toulouse font un peu plus de 5% chacune. "Label gauche" à Saint-Nazaire fait 12,24%. "Montauban Citoyenne" fait 10,47%. "La gauche autrement" à Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis) soutenue par les Verts, la LCR et les Alternatifs fait 17,84%.

Beaucoup n'y croient plus ! Si le taux de participation officiel pour le premier tour des élections municipales est de 66,5% (déjà le plus faible pour ce niveau d'élection), il est au-dessus de la vérité... car il ne tient pas compte de ceux qui ne s'inscrivent plus sur les listes électorales. L'Insee les estime à environ 30% des personnes en âge de voter. Faites le calcul : cela fait environ 47% de taux réel de participation d'où il faut encore enlever autour de 2% de blancs ou nuls.

Etats-Unis

Mumia Abu-Jamal n'est plus condamné à mort

Le 27 mars 2008, la cour d'appel fédérale américaine a annulé la condamnation à mort de Mumia Abu-Jamal, en prison depuis 1982. L'ancien journaliste proche des Black Panthers reste toutefois condamné à vie pour le meurtre d'un policier. L'accusation peut demander un nouveau procès... mais avec le risque de devoir y intégrer les éléments trouvés par les avocats de la défense : des témoins ont été menacés par la police pour charger Mumia Abu-Jamal et surtout l'aveu d'un prisonnier comme quoi il est le meurtrier du policier. Mumia Abu-Jamal, comme de nombreux militants noirs de l'époque, a sans doute été victime d'une machination du FBI.

Suisse

Pour le maintien du service public

Deux importants référendums ont été soumis au vote le 16 décembre 2007 dans le canton de Genève l'un portant sur la distribution de l'eau, l'autre sur celle d'énergie. Dans les deux cas, le vote populaire s'est exprimé (à 59% et 76%) pour que ces services restent dans le domaine public. Pour l'énergie, cela empêche de remettre en cause la loi actuelle qui, à Genève, interdit le recours à l'électricité nucléaire.

Paris

4e salon du livre libertaire

La librairie Publico et les éditions du Monde libertaire organisent les 31 mai et 1er juin 2008, à l'Espace d'animation des Blancs-Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple, le 4e salon du livre anarchiste. Entrée à prix libre. *Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél : 01 48 05 34 08.*

Autour de Mai 68

Deux jours de débats sont organisés les 17 et 18 mai 2008 au CICP, 21 ter, rue Voltaire, Paris 11e "autour de mai 68". Samedi matin : les prémices, luttes étudiantes, lycéennes, ouvrières. Après-midi : le mouvement du 22 mars, l'autogestion. Le soir : films. Dimanche matin : l'héritage de mai 68, après-midi : réinterprétation et récupération, la mémoire tronquée. A cette occasion sera publié un numéro commun des revues *Offensive* et *Courant alternatif. Offensive libertaire et sociale, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.*

Femmes roms

L'accueil catastrophique des hôpitaux

Médecins du monde dresse un bilan inquiétant sur l'incapacité des structures de soins en France à accueillir les femmes roms. Les chiffres sont spectaculaires : 17 ans pour l'âge moyen de la première grossesse ; près d'une femme sur deux (43%) a déjà avorté à 22 ans. *Médecins du monde* assure que "la pression policière" et les vagues d'expulsion hypothèquent un peu plus encore le suivi de ces femmes qui ne sont que 10 % à recourir à la contraception. Les failles de la prise en charge par le système français ont parfois des conséquences tragiques :
erreurs de traitement, avortements non demandés, accusation erronée d'abandon. *Médecins du Monde* déplore le manque de bonne volonté de certaines structures à améliorer la communication avec ces femmes et précise que la qualité de la prise en charge varie en fait considérablement d'un service à l'autre, parfois y compris au sein d'un même hôpital. Pour le Dr Jeanine Rochefort, les préjugés restent tenaces alors que ces femmes ne seraient finalement pas si rétives à un suivi médical. Elles parlent le roumain et il existe un service de traduction gratuite par téléphone, accessible aux hôpitaux publics.

Homophobie en entreprises

Llutte contre les discriminations et pour l'égalité, a commandé une étude sur l'homophobie en entreprise. Cette étude réalisée fin 2006 et publiée le 6 mars 2008, porte sur 1413 salariés gays et lesbiennes de quatorze grandes entreprises. (78% des personnes interrogées sont des hommes. 63% vivent en couple, 43% vivent en Ile-de-France. 60% ont un lien faible avec le milieu militant homosexuel. 43% disent avoir choisi leur lieu de travail le percevant comme amical pour les homosexuels. L'étude montre que 85% des homosexuels ont déjà ressenti au moins une fois une ambiance homophobe explicite sur leur lieu de travail, 40% disent avoir été victimes de blagues, insultes, violence, chantage ou licenciement. Deux sur trois disent cacher leur homosexualité. Pour ceux qui en parlent, cela se passe mal une fois sur trois, avec une dégradation insidieuse des conditions de travail de la personne. Rapport complet : *http://www.halde.fr/actualite-18/agenda-haute-autorite-38/homophobie-dans-entreprise-11051.html*.

Pétition contre un psy

Le Docteur Michel Dubec, a écrit un livre, *Le Plaisir de tuer*, aux éditions du Seuil, en 2007. L'auteur est psychanalyste, mais il est surtout un expert psychiatre national auprès des tribunaux, toujours en exercice et fréquemment cité. Il consulte également dans son cabinet libéral, à Paris.
Le dernier chapitre du livre est consacré au violeur et tueur en série : Guy Georges. Si l'expert dénonce sans ambiguïté les meurtres de ce dernier, il revendique une solidarité de sexe qui lui permet de s'identifier avec une complaisance indécente au violeur, sans aucun respect pour les proches et les familles des victimes. La citation de la page 213 (pas triste !) est à lire sur le site de la pétition dont les signataires demandent à ce que la garde des sceaux, Rachida Dati, condamne avec force les propos indignes du Docteur Dubec et décide de sa radiation.
Pour en savoir plus : *http://sisyphe.org/article.php3?id_article=2886*, pétition à signer en envoyant un courriel à *contrelepsyquijustifieleviol@voila.fr*

Prix Macho et Femino 2008

Les femmes de l'association *La Meute* qui dénonce les publicités sexistes ont décerné les prix *Macho* et *Femino 2008* à l'occasion de la journée internationale de la femme, le 8 mars 2008. 470 femmes ont voté. La marque *Dolce & Gabbana* a été déclarée hors concours : depuis des années, elle développe des publicités pornographiques jouant sur le fantasme du viol et de la sexualité de groupe. Dans la catégorie "clichés sexistes", le prix *Macho 2008* a été attribué à *Volkswagen* pour sa publicité pour la voiture Polo Club où une ravissante idiote estime que la couleur de la voiture va bien avec celle de ses chaussures. *Citroën* emporte le deuxième prix pour sa publicité en faveur d'une grosse familiale où un nourrisson soulève le haut du corps d'une femme qui apparaît comme vide, une simple coquille. Dans la catégorie nudité et sexualité sans rapport avec le produit, le prix *Macho 2008* a été décerné à *Triumph* pour une publicité pour des sous-vêtements avec le slogan "Enfin une candidature bien soutenue" sous-entendant que les candidates aux élections le sont pour leur corps. Egalement récompensé le département des Yvelines où une publicité pour vanter le côté technologique du département montre une femme aux seins siliconés, cadrée de la bouche au pubis, portant en gros "I ❤ techno". Dans la catégorie prostitution et pornographie, des cartes postales diffusées par la région Flandre avec des reproductions de morceaux de corps féminin et le slogan "La Flandre, descendez en terre irrégulière". Prix partagé avec *Skyeurope*, pour une publicité pour un vol vers des capitales de l'Est qui sous-entend que la prostitution est moins chère là-bas et avec *Cesare Paciotti* qui a réalisé une affiche où l'on voit une femme victime de violence. Le prix *Femino d'or* (publicité respectant la femme) a été remis à une affiche du *mouvement du Nid*, mouvement de lutte contre la prostitution, le *Femino d'argent* est allé à une publicité de *Vinci* (promoteur), le *Femino de bronze* à une publicité de l'association *Aide et action*.
La Meute, Maison des femmes, 163 rue de Charenton 75012 Paris, www.lameute.fr.





DR

Paris

Centre lesbien, gay, bi, trans

A la veille des élections municipales, le 26 février 2008, Bertrand Delanoë a inauguré les nouveaux locaux du centre lesbien, gay, bi, trans de Paris. Ce centre qui héberge une cinquantaine d'associations est également un lieu d'accueil et de soutien et un lieu de lutte contre l'homophobie. Les animateurs du lieu rappellent qu'en France, un tiers des suicides des adolescents proviennent de l'incapacité de vivre son homosexualité. *Centre LGBT, 63, rue Beaubourg, 75003 Paris, tél : 01 43 57 21 47.*

Nanotechnologies dangereuses

Selon un rapport du CNRS, Centre national de la recherche scientifique, et du CEA, Commissariat à l'énergie atomique, rendu public le 7 février 2008, plus de 1300 nanoparticules sont déjà utilisées dans plusieurs centaines de produits, sans aucun étiquetage particulier : cosmétiques, crèmes solaires, produits de nettoyage, carburants, encres d'imprimante, textiles, et même dans certains aliments.

Or ce rapport révèle que les études qui sont publiées dans le monde ne sont pas rassurantes. Ainsi, des rats placés dans un lieu confiné où sont présents des nanotubes de carbones — parmi les produits les plus utilisés actuellement dans l'industrie — développe une altération au niveau de la rate (non pas la femelle du rat, mais l'organe !). D'autres études sur des poissons ont montré que les nanoparticules ont la propriété de concentrer des produits toxiques (arsenic, cadmium…) provoquant une concentration le long de la chaîne alimentaire.

Les deux organismes de recherche n'en tirent aucune conclusion si ce n'est qu'il faut faire plus de recherche — comprendre qu'ils veulent des crédits —. Le principe de précaution ? Il est toujours dans la Constitution, bien au chaud.

Sel



DR

Marais salants

Pierre Meneton gagne son procès

Pierre Meneton, chercheur à l'Inserm, Institut national de la santé et de la recherche médicale, avait dans une interview en 2006 au mensuel *Toc* déclaré que "le lobby des producteurs de sel et du secteur agroalimentaire (était) très puissant" et "désinform(ait) les professionnels de la santé et les médias". L'article titrait "Scandale alimentaire : sel, le vice caché" et une photo montrait une boîte de sel avec la mention "Le sel tue". Attaqué en justice pour diffamation par le Comité des salines de France, syndicat qui regroupe la majorité des producteurs de sel en France, il est passé en procès le 31 janvier 2008 devant la 17e chambre du tribunal de grande instance de Paris. Le tribunal a rendu son jugement le 13 mars 2008 : il a refusé d'en venir au fond, estimant que le propos incriminé est une "appréciation critique portée par un scientifique" et non "une diffamation". Lors de l'audience, Pierre Meneton avait rappelé que le sel est responsable de cent morts par jour, que nos besoins en sel sont de quatre grammes par jour pour un adulte et que les Français en consomment deux à trois fois plus. Pierre Meneton a rappelé que le CSF avait déjà attaqué en justice des chercheurs états-uniens en 2003 et britanniques en 2005, perdant à chaque fois leur procès.

Amiante

Condamnations et procès à venir

Les tribunaux multiplient les condamnations d'entreprises qui ont continué à utiliser l'amiante au-delà de sa date d'interdiction en 1997. Ainsi la direction de l'usine Alstom de Lys-lez-Lannoy (Nord), a été condamnée en appel le 6 mars 2008 à l'amende maximale (75 000 €) et à verser 10 000 € à chacun des 160 salariés exposés à l'amiante jusqu'en 2001. Dix anciens travailleurs de l'usine sont déjà morts et une centaine sont actuellement malades. La plupart ont contracté la maladie avant l'interdiction de l'amiante et demandent maintenant un procès pour la période précédente… et là les tribunaux sont beaucoup plus réticents à ouvrir ces dossiers.

Téléphonie mobile

Encore pire !

Le 11 mars 2008, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, l'Arcep, a autorisé les opérateurs de téléphonie mobile à utiliser les fréquences 900 MHz pour y diffuser la téléphonie de troisième génération. Les arguments de l'Arcep font froid dans le dos : "ces fréquences ont des meilleures propriétés de propagation et pénètrent mieux dans les bâtiments que les fréquences de la bande 2,1 GHz dans lesquelles la 3G fonctionne actuellement". Dit autrement, ceux qui sont dans les bâtiments vont être soumis à un champ électromagnétique plus intense. Cette fréquence a fait l'objet d'études sanitaires (en France, étude sous la direction du Pr Ledoigt de l'Université de Clermont-Ferrand) et montre qu'elle provoque au minimum des situations de stress chez les habitants.

Hautes-Pyrénées

Ateliers du Bien être

L'association *Les Ateliers du bien-être* organise tous les mois, sur un thème différent, un cours de cuisine végétarienne. Elle organise également des récoltes de plantes sauvages qui servent ensuite à la confection d'un buffet "sauvage" avec échange de recettes. Une sortie aura lieu le dimanche 15 juin 2008. *Les Ateliers du Bien-Être, 65300 Clarens, tél : 05 62 39 16 24.*

Saveurs de vie

L'association *Saveurs de vie* propose le dimanche 18 mai 2008 une journée accessible à tous sur le yoga de l'énergie et la naturopathie, avec présentation d'une vidéo sur l'eau. *Saveurs de vie, 65240 Jézeau, tél : 05 62 39 92 60.*

Marseille

Réseau Santé

Le *Réseau Santé* de Marseille accueille deux formations : infection VIH, stratégies thérapeutiques et effets secondaires (23 et 24 mai), de l'hépatite C aux hépathopathies (24 et 25 mai). *Réseau Santé, 126, rue Sainte-Cécile, 13005 Marseille, tél : 04 91 92 74 84.*

Tabac et infarctus

Il existe une forte corrélation entre le déclenchement des infarctus (crise cardiaque) et l'exposition à la fumée de cigarettes. Les statistiques officielles indiquent sur les trois premiers mois de l'année 2008, une baisse de 15 % des infarctus, ce qui selon les médecins peut provenir en grosse partie de l'interdiction du tabac dans les bars et restaurants… et de la baisse de consommation qui s'en est suivie.

Roumanie

Clause de sauvegarde

La Roumanie a lancé la clause de sauvegarde contre le maïs Mon810 devenant le septième Etat européen à en interdire la culture. 300 hectares de maïs OGM avaient été cultivés en 2007. Il n'y en aura pas en 2008. En Europe, le maïs de Monsanto n'est plus cultivé qu'en Espagne.

Conseil d'Etat

La suspension du maïs Mon810 est légale

Saisie par le lobby pro-OGM et par Monsanto, le Conseil d'Etat a estimé le 19 mars 2008 que l'arrêté lançant la suspension d'autorisation du maïs Mon810 est légale. Le Conseil d'Etat a rejeté l'argumentation selon laquelle cette décision ne s'appuyait sur aucun fondement scientifique.

Combat Monsanto

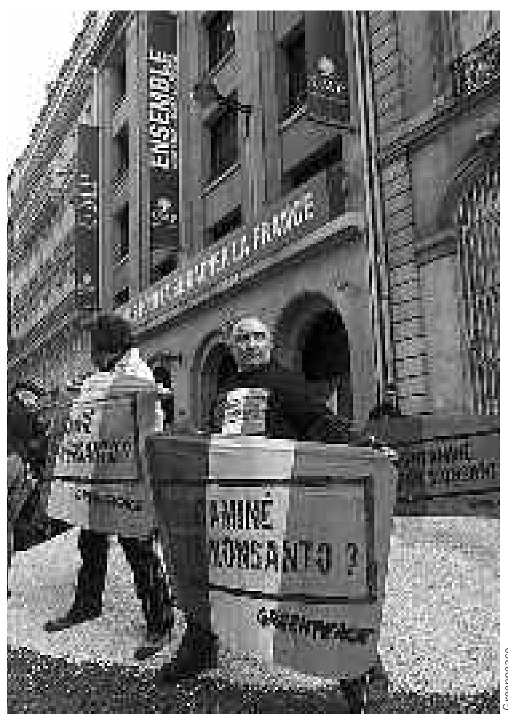
Monsanto est la principale firme qui essaie de nous imposer ses OGM. A la suite de la sortie du DVD et du livre "Le monde selon Monsanto", la Confédération paysanne, Les Amis de la Terre, Attac, la Fondation Science citoyenne, Greenpeace, Sherpa ont mis en place un site internet d'information sur la firme : *www.combat-monsanto.org* qui présente aussi les autres activités de la multinationale : production des PCB, de l'hormone laitière, du Round up…

Manifestations

Le 29 mars 2008, à la veille de l'ouverture des débats sur le projet de loi, cinq manifestations ont été organisées en France pour demander aux élus de veiller à ce que la loi garantisse l'existence des autres cultures. Il y a eu environ 10 000 manifestants à Rennes [photo ci-dessous], 3000 à Clermont-Ferrand, 1000 à Avignon, 500 à Toulouse et quelques centaines à Bordeaux, Lille… Au total, plus de 20 000 personnes ont manifesté. Le 31 mars 2008, Greenpeace a déversé neuf tonnes de maïs (non OGM) devant le siège de l'UMP pour leur rappeler les engagements pris lors du Grenelle de l'environnement [photo ci-contre]. Le même jour, les députés Verts ont organisé une projection du film "Le monde selon Monsanto" à l'Assemblée nationale.



DR

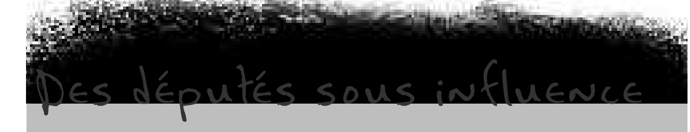


Greenpeace

Vigilance !

Les semis de maïs se font entre la mi-avril et la mi-mai. Certains agriculteurs du Sud-Ouest ayant annoncé leur volonté de "désobéir" en plantant du maïs OGM malgré l'interdiction, les Faucheurs volontaires et Greenpeace envisagent de poursuivre les contrôles pour repérer d'éventuels champs OGM. Ce coup-ci, ce sont les gendarmes qui devraient faucher.

DR



Des députés sous influence

Plusieurs députés UMP ont émis des doutes sur l'honnêteté des élus sur la question des OGM. Pour Jean-François Le Grand, député de la Manche, qui présidait le comité de préfiguration de la Haute Autorité sur les OGM, interviewé dans *Le Monde* du 2 avril 2008, "Certains ont fait main basse sur l'UMP afin de défendre des intérêts mercantiles, 'ripolinés' pour les rendre sympathiques : on a parlé de l'avenir de la science, de celui de la recherche... La force de frappe de Monsanto et des autres semenciers est phénoménale. Il fallait voir la violence des réactions de Bernard Accoyer (président de l'Assemblée nationale) et d'autres au lendemain de l'avis rendu par le Comité de préfiguration. Il suffit de comparer les argumentaires des uns et des autres — identiques — pour comprendre l'origine de leur colère. Ils ont été actionnés. J'ai été approché par Monsanto, et j'ai refusé de leur parler. Je veux rester libre". Dans *Challenges* d'avril 2008, un autre député UMP, François Grosdidier, enfonce le clou, il dénonce des "démarches individuelles faites auprès des députés ruraux, qui constituent la majorité des députés de la majorité, par les branches départementales de la FNSEA avec plus ou moins, disons, de véhémence".

Arbres mous et apprentis sorciers

Pour faire des agrocarburants dits de deuxième génération (comprendre qui ne proviennent pas de plantes alimentaires), l'INRA, Institut national de la recherche agronomique, travaille sur la mise en place de peupliers OGM dont le génome a été modifié pour les rendre plus mous, ce qui en facilite ensuite le traitement pour en tirer l'agrocarburant. Mais la question est de savoir si ces arbres peuvent être dangereux pour leur environnement. Comment savoir ? En juillet 2007, le gouvernement a autorisé un laboratoire de l'INRA dans le Loiret a relâcher des pollens de peupliers OGM pour mesurer les conséquences ! Ce n'est pas la première fois qu'une telle méthode a été utilisée : dans les années 1950-1960, plusieurs expériences de relâchement de radioactivité ont été effectuées légalement pour étudier les conséquences d'un nuage radioactif ! Faut-il se préparer à un Tchernobyl OGM ?

Handicapés en révolte

Actuellement, 810 000 personnes handicapées ne pouvant pas ou plus travailler vivent avec 628 € par mois, soit moins que le seuil de pauvreté. Alors que Sarkozy avait promis une hausse de 25 % des minima d'ici 2012, la hausse de 1,1 % accordée au 1er mars 2008 a été perçue comme une insulte. Alors qu'un sondage réalisé pour le compte de l'Association des paralysés de France indique que 90 % des Français estimeraient normal que les handicapés puissent bénéficier d'un revenu au moins égal au SMIC, environ 25 000 handicapés ont défilé dans les rues de Paris le 29 mars 2008 pour demander une hausse de leurs revenus.

Le Taser, une arme de torture

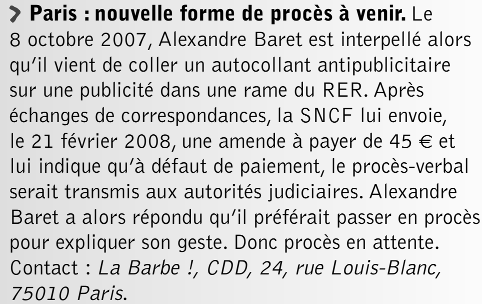
Pour avoir dénoncé les "victimes" de cette arme qui envoie du courant électrique pendant sa campagne électorale, Olivier Besancenot est attaqué en justice par le fabricant qui conteste que son arme puisse être létale. Olivier Besancenot devrait bénéficier du rapport du Comité de l'ONU contre la torture qui, le 23 novembre 2007, a décidé de classer cette arme comme "arme de torture". Le rapport précise : "L'usage de ces armes provoque une douleur aiguë, pouvant aller jusqu'à causer la mort, ainsi que l'ont révélé des études fiables et des faits récents survenus dans la pratique". 3000 policiers en sont équipés en France.


Le taser. J.Star

Publicité

Allergie à la publicité. En lien avec une étude d'Ipsos, *CBNews*, magazine spécialisé dans la publicité estime que 2007 marque un décrochage des Français vis-à-vis de la publicité : 30% se déclarent publiphobes (un pourcentage jamais atteint), 79% jugent la publicité "envahissante", 65% "banale", 58% "agressive", 51% "dangereuse"... Espérons que cette prise de conscience s'accompagne d'un recul des flots publicitaires.

Paris : peine symbolique confirmée. Sept militants du collectif des *Déboulonneurs* sont passés en appel le 5 mars 2008. Le tribunal a confirmé le jugement du 9 mars 2007 : un euro d'amende symbolique pour avoir "barbouillé" des panneaux publicitaires publiquement le 28 octobre 2006.



Paris : nouvelle forme de procès à venir. Le 8 octobre 2007, Alexandre Baret est interpellé alors qu'il vient de coller un autocollant antipublicitaire sur une publicité dans une rame du RER. Après échanges de correspondances, la SNCF lui envoie, le 21 février 2008, une amende à payer de 45 € et lui indique qu'à défaut de paiement, le procès-verbal serait transmis aux autorités judiciaires. Alexandre Baret a alors répondu qu'il préférait passer en procès pour expliquer son geste. Donc procès en attente. Contact : *La Barbe !, CDD, 24, rue Louis-Blanc, 75010 Paris.*

Paris : publicité innovante. Le 14 mars 2008, devant des milliers de personnes, quelques dizaines de militants ont ouvert les panneaux publicitaires dans plusieurs stations et ont remplacé les affiches publicitaires par des affiches de libre expression.

[photos ci-dessous]



DR



DR

Albi

Sauvons nos options

Alors que le gouvernement pratique des coupes sombres dans les matières qu'il n'estime pas "rentables", les élèves du lycée Bellevue à Albi ont réalisé une superbe action, le 19 mars 2008 : lors de la venue d'inspecteurs d'académie, ils se sont placés, tous habillés en noir, le long des couloirs du lycée, tenant une bougie à la main. Lors du passage des représentants du ministère de l'éducation nationale, les élèves soufflaient la bougie qu'ils tenaient, le tout dans un impressionnant silence. On peut voir l'action sur internet : *http://tvbruits.org/spip.php?article878.*


[redacted] présentait un film collectif où 16 enfants filmés en gros plan lisaient le texte qu'ils avaient écrit sur le thème "Laissez-nous grandir ici". En un an, le film a été vu par plusieurs centaines de milliers de personnes et plus de 110 000 personnes ont signé l'appel. Le film a été diffusé au niveau international en 15 langues. Depuis trois des enfants ont eu la joie de voir la situation de leurs parents régularisée. Un autre a été invité à quitter la France. Les autres continuent à vivre dans la peur de la clandestinité. Deux des cinéastes ont assisté à un embarquement forcé dans un avion. Intervenant pour protester, ils ont été débarqué et ont connu une garde à vue. La situation reste malheureusement inchangée et on peut continuer à signer l'appel sur le site de Resf, Réseau éducation sans frontière, *http://resf.info/petitions.*

Jeunes sans papiers. De très nombreux jeunes se trouvent sans papiers au moment où ils atteignent la majorité et certains se voient brutalement expulsés alors qu'ils sont en plein cycle d'études. Pour débattre et se soutenir, plusieurs d'entre eux, à Lyon, ont lancé un bulletin que l'on peut obtenir auprès de *RESF Jeunes majeurs, c/o Sud-Education, 10, rue du gazomètre, 69003 Lyon.*

Dakar


Désert Atacama.

DR

Les Andes ripostent...

Les organisateurs du Paris-Dakar pensaient sans doute que déplacer leur course dans les Andes se ferait en douceur. C'est oublier que le Chili et l'Argentine sont des pays démocratiques avec des associations fort actives. Et le parcours envisagé fait lever bien des boucliers : les fous de mécanique envisagent en effet d'emprunter des pistes en altitude, pistes fragiles et précieuses pour les populations locales. Le rallye veut passer par San Pedro d'Atacama, une ville en plein désert, déjà ravagée par les 4x4. Deux spéciales y sont prévues... dans des zones protégées dont la gestion a été confiée aux Indiens. Une incursion dans la réserve naturelle de Laguna Brava et la réserve de biosphère de San Guillermo est également au programme, bien que placée sous l'égide de l'Unesco. Il n'est pas sûr que les autorités donnent le feu vert.

Françafrique intouchable

Lors du remaniement ministériel qui a suivi les élections municipales, Jean-Marie Bockel, ministre d'ouverture, chargé du secrétariat d'Etat à la coopération a été chargé de s'occuper des anciens combattants. Nicolas Sarkozy n'aurait semble-t-il pas apprécié que son ministre lui rappelle, dans une tribune publiée dans *Le Monde* du 15 janvier 2008, ses engagements en faveur d'une remise en cause des soutiens de la France aux dictatures des anciennes colonies. Dans sa tribune, l'ancien socialiste dénonçait une ambiance où prospèrent "trop de rentes de situation, trop d'intermédiaires sans utilité claire, trop de réseaux parallèles". Des propos qui avaient pourtant été relus avant publication par Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée... et reprenant presque mot pour mot un discours prononcé par Nicolas Sarkozy, en mai 2006, à Cotonou (Bénin). Il semblerait que Paul Biya (Cameroun), Denis Sassou Nguesso (Congo) et Omar Bongo (Gabon) se soient sentis visés par cette tribune et qu'ils aient bombardé l'Elysée de protestations. Omar Bongo a dans les jours qui ont suivi expulsé deux Français de Libreville, annonçant qu'il envisageait de trouver "des partenaires plus respectueux de la dignité de son peuple". Sassou Nguesso a fait pression sur Bolloré, proche de Sarkozy, menaçant de ne pas lui confier la concession d'une ligne de chemin de fer Congo-Océan et la gestion du port de conteneurs de Pointe-Noire. Le *Canard enchaîné* du 26 mars 2008 révèle que le même Omar Bongo est également intervenu pour éviter que Bockel soit remplacé par Rama Yade... laquelle avait osé dire en juillet 2007, lors du voyage de Sarkozy au Gabon que "Bongo a plus d'influence que Fillon dans la composition du gouvernement français". La preuve...

Lille

Commerce équitable, progrès ou mirage ?

Plusieurs associations (EDA, CRDTM, Peuples solidaires, Artisans du monde, UFC QueChoisir, Cedapas, Cap Solidarités) organisent le jeudi 15 mai 2008, une conférence-débat sur ce thème de 10 h à 21 h à la MRES, Maison régionale de l'environnement et de la solidarité, 23, rue Gosselet, 59000 Lille. Au programme : Le commerce équitable est-il un atout pour la souveraineté alimentaire ? Quels retours pour les petits producteurs (emplois, revenus stables) ? Face à l'engouement pour ces produits, les grandes surfaces respectent-elles les cahiers des charges notamment sur le volet "marges réduites" ? Quelles garanties de qualité pour les consommateurs ? Renseignements : *tél : 03 20 94 07 84*.

Mois contre la Françafrique

La Françafrique aura cinquante ans le 13 mai. Le 13 mai 1958, la constitution de la cinquième République permettait en effet de définir ce que seraient les relations futures avec les anciennes colonies. Depuis cinquante ans, tout a été fait pour que la France puisse continuer à exploiter les ressources de ces pays. Survie-France avec le soutien de différentes associations, a organisé du 7 avril au 13 mai, un "mois contre la Françafrique". Voici la fin du programme :

> **Toulouse :** le 6 mai, projection du film "La voie est libre" de V. Munié au cinéma Le Mermoz, à Muret et débat sur la privatisation des services publics en Afrique. Renseignements : *http://survie31.over-blog.com.*
> **Montauban** : le 6 mai, concert de Tiken Jah Fakoly. Renseignements : idem.
> **Besançon :** le 6 mai, conférence "Nicolas Sarkozy, la Françafrique décomplexée". Le 13 mai, projection du film "L'Or du Mali". Renseignements : *Lucile Mouquod, tél : 03 81 83 01 35.*
Survie, 210, rue Saint-Martin, 75003 Paris, tél : 01 44 61 03 25, www.survie-france.org.

Bretagne

Salon du commerce équitable

Ingalañ, association bretonne pour la promotion et le développement du commerce équitable, organise la seconde édition du Salon Reizh e Pep Lec'h Rencontres du commerce équitable, les 9, 10 et 11 mai 2008, à Lanester (56). Plus de 100 exposants du commerce équitable d'ici et d'ailleurs. *Ingalañ, 9, route du Vieux Bourg, 56220 Rochefort-en-Terre, tél : 02 97 43 48 41.*

Montpellier

Colloque international sur le commerce équitable

Le 3e colloque international sur le commerce équitable se tiendra à Montpellier du 14 au 16 mai 2008, à SupAgro, école supérieure d'agronomie, 2, place Pierre-Viala, 34060 Monpellier cedex 01. Très universitaire, mais à noter dans les interventions, une présentation de l'évolution d'Artisans du monde et de sa réflexion sur les échanges locaux nord-nord et sud-sud, la question de la concurrence avec les agriculteurs du nord, les dérives dans les démarches, les limites des conséquences pour le développement local, la question des supermarchés : pour le cœur ou pour l'argent ? le cas du quinoa... *Nicolas Bricas et Isabelle Vagneron, UMR Moisa, CIRAD, Avenue Agropolis, 34398 Montpellier cedex 5, www.ftis2008.org.*

Paris

Salon des initiatives de paix

Le 3e salon international des initiatives de paix se tiendra à la Cité des sciences de la Villette, les 30, 31 mai et 1er juin. 300 organisations seront présentes. Des tables-rondes porteront sur les thèmes suivants : Comment éduquer à la non-violence et à la paix en milieu scolaire ? Quel engagement non-violent du citoyen dans la vie sociale ? La misère, première cause de la violence, peut-on la combattre et avec qui ? Droit d'ingérence, intervention civile de paix : quel rôle de la communauté internationale ? Face à la violence des médias, quelle éducation ? Des expositions, films, ateliers… sont également prévus.
Coordination française pour la décennie, 148, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, tél : 01 46 33 41 56.



Europe

Objection officielle

Le 12 décembre 2007, le Parlement européen a adopté définitivement la charte européenne des droits de l'homme. A noter que son article 10 stipule que, par liberté de conscience, il est possible de refuser de servir dans une organisation militaire. Cela devrait nous mettre à l'abri des ordonnances de 1959, toujours en vigueur aujourd'hui, qui prévoient la possibilité, en cas d'état d'urgence, de pouvoir mobiliser n'importe qui selon les envies du gouvernement.

Finistère

Missiles dans le ravin

La route est dangereuse. Lundi 17 mars, un camion affrété par la Marine nationale et qui transportait trois missiles conventionnels entre Brest et Toulon est tombé dans un fossé à Plémet, dans le centre de la Bretagne, suite à un malaise du chauffeur. Des missiles suffisamment dangereux pour nécessiter une évacuation des habitants dans un rayon de 800 m, le temps de neutraliser les engins.

Algérie

Séquelles de Reggane

Un article paru le 14 février 2008 dans le journal algérien *L'Expression* indique que les essais nucléaires français entre 1960 et 1967 ont encore des conséquences sanitaires aujourd'hui. Ainsi 30% des personnes vivant dans la région de Reggane ont encore des troubles visuels. Le nombre d'enfants naissant avec des malformations congénitales reste toujours au-dessus des normales. Des personnes sont stériles. 17 essais en plein air ont été réalisés par l'armée française… Bien après l'indépendance du pays, des milliers d'Algériens ont été utilisés comme cobayes pour étudier les effets des radiations. Le gouvernement algérien estime qu'au moins 30 000 personnes souffrent aujourd'hui de ces essais. Une situation sanitaire que le gouvernement français refuse de reconnaître. Celui-ci a seulement accepté, fin février 2008, de fournir au gouvernement algérien des données sur les retombées radioactives des essais réalisés dans le Sahara entre 1960 et 1966. Au moins quatre essais ont été l'occasion de graves pollutions radioactives. La France se dit prête à aider à la décontamination des lieux…
Bien trop tard.

Eurosatory

Initiatives distinctes

Après le débat que nous avions amorcé dans le numéro d'avril 2008, nous espérions qu'une nouvelle convergence se ferait pour contrer le salon Eurosatory. Cela n'en prend pas le chemin :

- les libertaires et pacifistes devraient se retrouver le mardi 17 juin au Carrousel du Louvres pour protester contre le repas offert aux marchands d'armes dans le plus grand musée de France.
- les Quakers (non-violents protestants) appellent à la tenue d'une vigile à Villepinte, devant l'entrée du salon pendant la durée du salon (du 16 au 20 juin).
- le mouvement de la Paix (communistes) préfère lutter de loin en organisant un pique-nique le samedi 14 juin, de 16 h à 22 h sur la pelouse de la Villette.

Belgique



Senne Van der Ven



Senne Van der Ven

Blocage de l'Otan

Plus d'un millier de manifestants provenant de 17 pays européens ont manifesté devant le siège de l'Otan à Evere, dans la banlieue de Bruxelles, le 22 mars 2008, pour demander de fermer ce siège militaire et de neutraliser tous les missiles nucléaires présents en Europe. Les manifestants ont rappelé que 54 000 militaires US sont encore stationnés en Europe dont les deux tiers ont participé depuis 2003 à des opérations en Irak et en Afghanistan, l'Europe servant de base arrière pour le ravitaillement de nombreux avions participant aux bombardements. Plus de 500 personnes ont réussi à franchir brièvement les grillages et ont été interpellées. La police a utilisé des canons à eau pour tenir les manifestants à distance.

ANNONCES

Gratuites : les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés et les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** soyez le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Domiciliées :** *Silence accepte les annonces domiciliées contre une participation de 5 € en chèque.*

Entraide

■ La ferme conservatoire de Leyssart (Gironde) est une structure agricole et associative qui s'occupe de grands troupeaux d'ovins, caprins, bovins (et autres) de races menacées à faibles effectifs. Gérant ces animaux de manière quasi nomade, elle fonctionne grâce à des bénévoles depuis quinze ans. La ferme offre la possibilité de s'initier aux métiers de l'élevage, de découvrir des méthodes de plein air. Lieu de partage d'expérience, on peut venir y donner un coup de main et vivre les aventures de la ferme. *Leyssart, 33660 Puynormand, tél : 05 57 49 62 82.*

■ En cours d'installation dans le Périgord-Limousin, au milieu des bois et des étangs, dans une nature préservée, je vous invite à venir poser votre tente et à partager le repas contre un peu d'aide, de compagnie aussi. Au programme : maraîchage, constructions (bois/paille) et autres travaux variés… balades, baignades… Ni dieu, ni maître, ni viande. Cordialement. *Stéphane Slopien, Villemercier, 24360 Saint-Barthélémy-de-Bussière, slop31@hotmail.com.*

■ Vous devez vous absenter, vous avez besoin d'aide pour quelques jours, je peux sûrement vous dépanner, garder votre habitation et vos animaux ou vous donner un coup de main. Retraité, 52 ans, disponible. *Tél : 06 79 05 15 93, ricfor@orange.fr.*

■ En vue réalisation projet pour 2009/2010, cherche participation chantier(s) de maison paille/ossature bois/terre pour découvrir, échanger, s'entraider sur départements 30-07-12-13-26-34-48. Adhérent à la charte des Compaillons. *Tél : 04 66 24 17 01 (Gard), thcosson@tele2.fr.*

■ Confions trois chèvres saanen-alpine "de compagnie", aimant la proximité de l'être humain, ayant vécu nombre de situations très diverses en compagnie d'animaux variés. Deux d'entre elles ayant eu des mammites, elles ne sont plus "fiables" pour le lait, mais peuvent être de bonnes débroussailleuses et amies. *Franck et Marina, Le Bourg, 42430 Champoly, tél : 04 77 65 09 26, fianhe@no-log.org.*

■ Chantier collectif de restauration au hameau de Tanaron, à 10 km de Dignes (Alpes-de-Haute-Provence) tout l'été. Le hameau est destiné à accueillir un écovillage d'artistes. *Lamouche Michel, Tanaron, 04000 La Robine-sur-Galabre, tél : 04 92 32 56 91.*

■ Chantier collectif de restauration au hameau du Vieux-Bras d'Asse en vue de l'ouverture d'un hameau coopératif. *Autoconstruction du Vieux-Brasse, 04270 Bras d'Asse, tél : 04 92 34 48 91.*

Agir ensemble

■ **Hautes-Alpes.** Nous, deux jeunes couples avec autant d'enfants et famille proche, recherchons un lieu autour de Gap dans les Hautes-Alpes. Nous l'imaginons suffisamment proche du centre ville pour s'y rendre à vélo, avec ou sans habitation, pour un projet de vie en harmonie avec la nature, construction écologique et culture biologique. Si certains lecteurs sont intéressés par de l'habitat groupé, nous serions très heureux de mener ce projet avec eux. Enfin, nous serions ravis de prendre contact avec des amis de *S!lence* dans cette région. A bientôt. *rodolph.b@gmail.com.*

■ **Hautes-Alpes.** Couple avec enfants de 6 et 12 ans cherche partenaires pour un projet d'écohameau dans le 05, secteur Veynes/aspres. *Michel Gobet, té l : 04 92 57 98 48.*

■ **Carcassonne**. Jeune homme (29 ans), cherche contact de personnes à l'esprit silencieux autour de Carcassonne, de toute catégorie d'âge, afin de me permettre de tisser un réseau social dans une région où je suis nouveau venu. J'aimerais si possible m'intégrer dans un groupement écologique, voire un écovillage. Contact : *ced.etn@gmail.com ou 06 30 68 61 22.*

■ **La route du pain,** association de sensibilisation à la fabrication du pain bio au levain naturel, cherche des animateurs boulangers. Associant un four à bois monté sur une remorque ainsi que du matériel pédagogique et éducatif, c'est une véritable boulangerie mobile qui sillonne les routes de France, en incitant les participants à "mettre la main à la pâte". Nous cherchons des personnes ayant des notions en boulangerie et sensibles à l'éducation à l'environnement, intéressées pour réaliser des journées d'animation. Plus de renseignements sur *www.laroutedupain.fr* ou par téléphone : *05 55 96 71 84.*

■ **Marseille.** L'association *Mains libres* vous propose des ateliers de pratiques de musiques du monde : luth oriental, banjo, mandole, guitare, derbouka, sarode, accordéon diatonique… Nous invitons aussi vos enfants à venir participer à la "gaâda des enfants", atelier d'éveil aux musiques du monde. Par le médium de la musique, nous créons un espace de transmission, d'expression, de rencontres, et surtout de rêve et de voyage. *Association Mains libres, tél : 06 60 13 15 84, mainslibres@yahoo.fr.*

■ En centre **Creuse**, je propose de petites sessions d'apprentissage de maraîchage naturel, respectant les pratiques bio. Suivant la demande, je propose deux formules : une session de 3 jours uniquement consacrée au maraîchage (7 au 9 juillet, 28 au 30 juillet, 25 au 27 août) ou une de cinq jours avec maraîchage et transformation fromagère (mêmes dates + deux jours). Hébergement en camping écologique (toilettes sèches, eau chaude solaire). Gîtes à proximité. Repas omnivore ou végétarien possible. *Marianne Soyer, La Source des saveurs, 13, les Chezades, 23150 Saint-Martial-le-Mont, tél : 06 29 52 10 81.*

Rencontres

■ **Réf 357.01.** Retraitée 61 ans, cherche hommes et femmes sans famille pour créer groupe se retrouvant pour fêtes, vacances, dans le but de partager, d'échanger dans le respect des valeurs de *S!lence* et à terme, vivre en écovillage ou colocation, dans le Sud-Ouest. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ JH, la quarantaine, mais toujours jeune de corps et d'esprit souhaiterait rencontrer jeune femme prête à vivre en accord avec la terre, pour la terre. Je prépare en ce moment un projet en agroécologie. J'aimerais partager un bout de chemin voire ma vie dans la joie et la sérénité, avec celle qui se sentira bien, protégée par un homme sensible, passionné et volontaire. J'habite dans les Bouches-du-Rhône et tu peux me joindre au *06 25 49 59 71.*

■ **Ille-et-Vilaine / Loire-Atlantique.** H, 44 ans, homo, non fumeur, végétarien… et lecteur de Silence depuis quinze ans. J'appelle de mes vœux la rencontre du compagnon qui voudra me rejoindre et peut-être partager l'aventure humaine dans laquelle je me suis investi ici. Site remarquable entre autres par sa nature préservée, lieu de vie collectif et projet où se rencontrent "chercheurs/euses de cohérences", entre nous, avec nos semblables, la nature et soi-même. *Tél : 06 32 70 85 29.*

Recherche

■ Cherchons l'ouvrage *Comment faire de la bonne bière chez soi* de Jean-François Simard, éd. Trécarré, en français. Si vous l'avez, pouvez-vous nous le prêter, nous le donner, nous le vendre. *Sylvie et Philippe Masurel, 6, rue Saint-Bernard, 57000 Metz, tél : 03 87 66 96 98.*

■ Cherche coupe bois de chauffage chêne vert, autour d'Alès. Petite quantité possible. Troc possible. *Tél : 04 66 52 15 62.*

Logement - Terrain

■ **Montpellier.** Cherche lieu de vie autour de Montpellier, 5000 m2 de terre agricole minimum + lande ou bois, ou garrigue + eau avec bâtisse ou ruine. Location, location-vente ou vente. Départements limitrophes possibles. *Tél : 04 67 69 12 32 ou 06 89 52 90 44, mars1001@free.fr.*

■ Homme, 57 ans, chômeur en ASS, dispensé recherche d'emploi, idées libertaires et décroissantes, cherche tanière, meublée ou non, 250 à 300 € par mois, 30 à 35 m². J'ai le droit à l'allocation logement. Sans caution ou mois d'avance à verser, ou alors avec arrangement possible. Y a-t-il quelque part un proprio libertaire et décroissant ? Tél : *06 33 75 94 53.*

■ Vends **maison alsacienne typique** 160 m², chauffage écologique pellets + solaire, puits, box cheval, poulailler, terrain 2000 m², arbres fruitiers, village de Bremmelbach, potentiel gîte Compostelle, grange. 300 000 €. *Tél : 06 19 92 77 51.* Possibilité transfert savoir-faire plantes, pain, parfum… en attendant, location possible d'une partie avec petite rétribution.

■ **Auch et alentours.** Je cherche un bout de terrain, une grange ou un abri pour y poser une caravane, pour une période de huit mois, d'avril à décembre. Participation financière à discuter. *Tél : 06 26 64 70 49.*

■ Cherche maison sur grand terrain avec point d'eau (source, puits…) dans environnement préservé, accessible par transport en commun, dans un rayon de 5 km (gare, arrêt car…). Secteur Centre, Limousin, Bourgogne, Franche-Comté. Voisinage esprit Silence, agriculture/maraîchage bio bienvenus, souhaitant moi-même faire jardin et fruitiers. Tous types d'association, coopération, partenariat envisageables. Budget : 100 000 €(+ ou - selon travaux). *Tél : 01 43 21 46 28 (le matin).*

■ Jeune homme en formation au CFPPA de Die, projette de s'installer en maraîchage bio (vente paniers) et apiculture. Recherche avec ma compagne terrain à cultiver et à habiter (1 ha minimum, altitude 900 m maxi) dans région Sud-Est (Drôme, Ardèche, Vaucluse, Hautes-Alpes). Travail de la terre sans matériel lourd, eau de source bienvenue. *Tél : 04 75 57 23 82 ou br-i-ce@hotmail.fr.*

■ Cherche terre cultivable + eau + ruine + bois éventuellement. Projet individuel ou plus selon surface. Départements 07-09-12-26-30-34-48-81. Etudie toute proposition. *deliieredaniel@voila.fr, tél : 04 66 52 15 62.*

■ Soucieux de vivre dans une logique d'entraide, nous aimerions œuvrer à créer une ferme pédagogique et une table d'hôtes alimentée par les légumes et les plantes du jardin, les œufs et peut-être le lait des animaux, voire leurs viandes quand cela est nécessaire. Nous (famille de quatre humains) cherchons un espace terrestre pouvant accueillir cet à venir agricologique. *Franck et Marina, Le Bourg, 42430 Champoly, tél : 04 77 65 09 26, fianhe@no-log.org.*

Emploi

■ Jeune homme, 33 ans, berger-chevrier, cherche place de berger ou chevrier à l'année dans les départements 12, 30, 34, 81, 82, 46, 15 ou 48. *Faire offre au tél : 06 07 48 07 94.*

■ Association de danse soutenant l'écologie, cherche un professeur de danse partageant notre sensibilité et aspirant à des échanges humains plus harmonieux. Vous enseignerez la danse à tous types de publics. Hébergement provisoire possible. Aimant le travail en équipe, éligible au contrat d'avenir ou CAE serait un plus. *Association Musique Mouvement, pays d'Aix Associations, Le Ligourès, place Romée-de-Villeneuve, 13090 Aix-en-Provence, amm13@free.fr, tél : 04 42 66 00 49.*

■ La ressourcerie culturelle "Le monde allant vers", association d'éducation à l'environnement créée en 2002, cherche un(e) coopérateur(trice) désirant s'impliquer fortement. L'emploi sera environ 25 % en gestion d'atelier, 25 % en collecte de déchets, le reste réparti en ventes, réunions, travail administratif. Travail en équipe, partage des responsabilités. Permis poids lourd et/ou des compétences comptables seraient un plus. Temps plein souhaité, rémunération : SMIC + 10 %. Poste à pourvoir de suite. CDD 6 mois + CDI à suivre.
Le Monde allant vers… 2, avenue Foch, 87120 Eymoutiers, contact@lemondeallantvers.org.

Divers

■ Vends cuiseurs solaires neuf, 120 € ; broyeurs électriques de végétaux, petits modèles, 80 €. *Maurice Langlois, Martigné, 35300 Le Chatellier, tél : 02 99 95 44 16.*

Vacances

■ **Bretagne.** Loue petit gîte rural pour deux personnes, près de Fougères, à 70 km de Saint-Malo, 240€ la semaine en été, 220€ en juin et septembre. *Maurice Langlois, Martigné, 35300 Le Chatellier, tél : 02 99 95 44 16.*

■ **Sud-Aveyron.** Loue maison indépendante, six personnes. Cachet, belle vue, relief, grande tranquillité, nature vierge, arboré, environnement très sain et agréable, sérieux assuré. De 295 à 450 € par semaine, toutes charges comprises. *Tél : 05 61 51 07 52, adbrousse@wanadoo.fr.*

■ **Sud-Ardèche.** Loue maison traditionnelle dans jardin en bordure d'un village très tranquille, rivières proches, promenades. 2 niveaux, 2 chambres (dont une pour deux enfants), salle de bain, cuisine, salle de séjour, piscine enfants. 350 € la semaine en juillet-août, 300 € en septembre. *Tél : 04 75 39 01 37, pierre.gaude@free.fr*

Le tourisme, une pratique prédatrice

L'interrogation autour de tourisme et décroissance porte sur ces deux dimensions. D'une part le projet politique : quels impacts ont les infrastructures et l'idéologie actuelles du tourisme sur la société, l'environnement, les populations autochtones ? Quelle alternative proposer ? D'autre part, l'expérience individuelle : que projetons-nous dans l'acte touristique et qu'y vivons-nous effectivement ? Quelle serait la posture éthique vers laquelle tendre ?



> Décroissance

La décroissance est heuristique en ce qu'elle remet en cause le dogme de la croissance sur laquelle est fondé notre système économique et plus largement notre contrat social. Cette remise en cause permet de dessiner un projet politique basé essentiellement à mes yeux sur la relocalisation de l'économie et du pouvoir, la prépondérance de la richesse culturelle et relationnelle sur la richesse matérielle, l'intégration de l'homme dans son environnement plutôt que la prédation. Mais cette utopie se vit également ici et maintenant, par des expériences qui engagent l'individu et incitent à la création collective. Il s'agit d'infléchir sa vie quotidienne à l'aune de valeurs telles que : la sobriété dans la consommation, l'autonomie, l'implication et la responsabilité, le respect de l'environnement et des autres peuples, la coopération et la solidarité. BD.

Le tourisme est un facteur évident de croissance, car en plus de déplacer une dépense d'une région vers une autre, il induit des dépenses supplémentaires : transport, dépense d'hébergement en plus du logement quotidien, loisirs divers grâce à une offre abondante et au temps « libre », création en amont d'équipements (hôtels, remontées mécaniques, autoroutes, etc.). Lorsque la région d'accueil connaît un niveau de vie bien inférieur à la région de départ, cet effet est démultiplié. Les gains sur le court terme incitent les pays et les populations à appeler le tourisme de leurs vœux et à tout mettre en place pour l'attirer.

Multiples effets négatifs

Passé au crible de la décroissance, le tourisme présente un tout autre visage, dont nous brossons ici un rapide portrait. Il met en place une économie de dépendance, dont l'instabilité apparaît par exemple lorsque des attentats tarissent momentanément l'afflux de touristes. Il ponctionne les ressources locales au détriment des populations dans des régions où l'équilibre entre l'homme et son milieu est précaire : le problème de l'eau se pose dans les zones désertiques, mais également en France où les piscines des résidences secondaires sont parfois en concurrence avec le maraîchage ! En outre, l'afflux d'argent déstructure l'économie et les relations sociales locales, les possibilités de gains rapides incitant à abandonner la production vivrière. Pourtant, cet argent profite surtout aux grandes firmes (chaînes hôtelières, compagnies aériennes), ce qui contribue à éloigner la réalité du pouvoir des populations. Enfin, le tourisme du Nord vers le Sud constitue le meilleur cheval de Troie imaginable du modèle économique et social occidental. Sur le long terme, il participe au néocolonialisme et à la conquête idéologique des pays dits en développement.

La limitation drastique du transport aérien serait la première réponse politique à apporter pour éviter les flux touristiques les plus caricaturaux. Concernant les solutions à imaginer sur notre territoire, je n'ai pas de réponse toute faite. Tout au plus puis-je proposer quelques objectifs : rendre prioritaire les utilisations vivrières des ressources (eau, foncier, énergie) par la population locale par rapport aux utilisations de loisir ; privilégier la lenteur dans les transports et l'économie ; relocaliser la production et les services publics pour permettre à des régions sinistrées de vivre autrement que par le tourisme.

Rencontre des Ami-e-s de Silence 2008

Rencontres des Ami-e-s de Silence en Périgord vert, en 2005.



Bruno Guillemin

L'association des Ami-e-s de Silence a retenu le village de Saint-Michel-de-Chabrillanoux en Ardèche pour organiser sa prochaine rencontre annuelle.

Le village de Saint-Michel-de-Chabrillanoux (ce mot est de même origine que "chevrette") est situé à 550 mètres d'altitude sur les coteaux de l'Eyrieux. Au cœur de l'Ardèche, cette petite commune rurale de 340 habitants se trouve à 40 km de Valence et 25 km de Privas, la préfecture du département.
Bien que de petite taille, la commune prouve son dynamisme économique par ses activités agricoles traditionnelles comme la châtaigne, l'élevage pour la viande et le fromage, le maraîchage dont une partie de la production de légumes est distribuée en Amap.
On y trouve aussi une activité intéressante dans le domaine de l'exploitation forestière. Suite à la prolifération des arbres sur les échamps (ou terrasses) de la région, une entreprise de transformation du bois de résineux en plaquettes procure une ressource très appréciée de combustible local. Cette entreprise alimente la chaufferie des bâtiments municipaux depuis plus de dix ans et fournit plusieurs dizaines de chaufferies dans la région. La commune publie un bulletin trimestriel "La Chabriole", publication riche en reportages et témoignages de cette activité locale.
Saint-Michel-de-Chabrillanoux développe actuellement un projet d'éco-lotissement.
Que ce soit en salle communale ou sur le terrain d'accueil (équipés de toilettes sèches) proche du camping, les habitants se mobilisent régulièrement pour organiser fêtes annuelles et rencontres exceptionnelles : fête annuelle du village, rencontre des communes Saint-Michel de France, rencontre de la fédération syndicale unitaire Ardèche, fête de la randonnée, Festival jeune public. La fête, la convivialité sont enracinés culturellement dans le mode de vie du village.
C'est la première fois qu'une équipe municipale accueille l'association des Ami-e-s de Silence. Renforcée par la prise de conscience de sa pleine maturité sociale et politique, notre humble association offrira, pour cette rencontre estivale, l'occasion d'un partenariat réussi avec les habitants de Saint-Michel, dans la quiétude des monts ardéchois.

Gérald Almarcha ■

Comment ça se passe ?

Cette rencontre autogérée, c'est vivre ensemble dans la simplicité volontaire, c'est partager nos expériences d'autogestion et nos savoirs. La semaine du **mercredi 23 juillet au mardi 29 juillet** sera consacrée à la préparation et au montage. La semaine du **mercredi 30 juillet au mercredi 6 août** sera faite d'ateliers participatifs et interactifs proposés et organisés par chacun-e autour des thèmes développés dans la revue : énergie et habitats alternatifs, alimentation, non violence, décroissance, désobéissance civile, politique des groupes...
L'adhésion à l'association est de 10 € par adulte et le prix des repas végétariens préparés collectivement est de 6 € par jour et par personne, demi-tarif pour les enfants de moins de 12 ans. Il y a aussi possibilité de s'organiser de façon autonome pour les repas. Apportez votre matériel de camping et votre vaisselle, vos infusions, pots de confitures, miel pour les petits déjeuners. Si vous en possédez, vos marabouts, chapiteaux, grandes tentes, yourtes, abris bambous, seront les bienvenus ainsi que vos instruments de musique.

Pour s'inscrire :
Si vous avez accès à internet, aller sur le site : *http://amisilence.apinc.org* et rubrique *rencontres 2008*.
Si vous n'avez pas accès à internet contacter l'un des correspondants régionaux suivants :
Pour les numéros de téléphone en 01 et 02 : *Claire au 01 49 84 06 23,*
Pour les numéros de téléphone en 05 : *Stéphanie au 05 59 05 73 93,*
Pour les numéros de téléphone en 03 et 04 : *Monique au 04 90 09 66 95.*
Les inscriptions seront closes le 21 juin 2008.

Accès et covoiturage
L'accès au lieu par transport en commun est possible jusqu'à Ollières-sur-Eyrieux, ensuite on monte 7 km sur route ou chemin.
Pour vous organiser en covoiturage, consulter également le site internet à la rubrique *rencontres 2008*. Les chiens ne sont pas admis.

Attention
La mairie de Saint-Michel-de-Chabrillanoux et la revue *S!lence* ne s'occupent pas de l'organisation des rencontres. **Contactez directement les Ami-e-s** sur internet ou par téléphone pour tout renseignement et inscription.

Une domination uniformisante

Quant à l'exploration intime du tourisme, elle révèle sous des abords humanistes une relation à l'autre et au monde qui est empreinte de consommation. Le tourisme permettrait l'ouverture aux autres cultures. Or, l'industrie touristique est en croissance permanente et l'effet observé n'est pas l'ouverture mais l'uniformisation des cultures, ou même la destruction des cultures au profit du marché. Le tourisme remplace la culture, qui est une création collective vivante, par le folklore, figé, dont on est le spectateur. Comme a écrit Guy Debord, le tourisme c'est aller voir ailleurs ce qui est devenu pareil partout.

Le tourisme serait également un vecteur d'échanges entre les humains. Cette assertion occulte la nécessité de l'égalité comme préalable à un échange équitable. Dans la relation du touriste à l'autochtone entre presque systématiquement une dimension marchande, où l'inégalité est aggravée par le différentiel de pouvoir économique.
La noblesse du tourisme résiderait aussi dans sa capacité à aiguiser la curiosité, déconstruire les préjugés, bref comprendre le monde ! Loin de ces belles aspirations, ce qu'offre réellement le tourisme, c'est un zapping du monde, une confirmation de prêts à penser, une consommation d'images d'Epinal.

Avec ce constat en poche, doit-on conclure à l'impossibilité même d'un « tourisme décroissant », tant dans les pratiques que dans un projet politique ? La décroissance implique-t-elle de renoncer à ce loisir et secteur économique parce qu'il est intrinsèquement prédateur ?
Pour répondre aux besoins d'échanges, d'ouverture et de découverte, il faudrait alors ouvrir de nouveaux horizons en prônant par exemple :

- le tourisme par procuration, à travers les récits, films, documentaires et photos rapportés par des sortes d'explorateurs mandatés par la communauté et par des correspondants locaux à travers le monde ;
- le tourisme au quotidien, ou comment découvrir avec un nouvel œil sa propre culture et les poches d'inconnu que son environnement proche dissimule ;
- le tourisme historique et scientifique, qui nourrit la curiosité par l'exploration du temps et des connaissances sur l'univers ;
- le tourisme inversé, qui consiste à profiter de cette chance extraordinaire qu'est la présence autour de soi de personnes du monde entier.

Passer du tourisme au voyage

Faire le deuil du déplacement n'est toutefois pas aisé, tant sont puissants les rêves et les émotions rattachés à l'exploration du vaste monde. Quel serait-il alors, ce tourisme décroissant à inventer ? En résumé, il consisterait à abandonner le tourisme au profit du voyage.
La différence entre ces deux approches ne réside pas dans l'objet : rencontre humaine pour le voyage versus visite de lieux pour le tourisme. On peut faire un voyage dans le passé d'une civilisation, dans un sanctuaire d'où l'homme est absent. Un voyage peut être esthétique, érudit. La mise en avant de la rencontre humaine comme valeur suprême du voyage est parfois naïve et hypocrite.
Une des distinctions fondamentales est le statut du trajet : le tourisme advient entre deux trajets, alors que l'ambiguïté du mot voyage montre combien le trajet est partie intégrante de l'aventure. Le trajet laisse le temps de l'acculturation, de la prise de conscience de la taille du monde et de sa propre petitesse. Il favorise une attitude d'humilité propice à la rencontre et au regard.


DR

Lié au trajet, le temps long caractérise également le voyage. L'expérience reste alors unique, même si elle est répétée. Ce temps long implique un avant et un après, une préparation et une maturation, qui s'oppose à la logique consommation / frustration. Il ouvre la possibilité d'une recherche d'égalité avec les « voyagés » : apprendre leur langue et leurs usages, accoutumer son corps à partager la même nourriture et la même eau.
Dans cette sorte de charte du voyageur, j'introduirais la notion de légèreté : ne pas participer à la création d'une offre spécifique de services et de produits, ne pas imposer un modèle économique dominant en étalant des possessions matérielles. L'autonomie est aussi au coeur du voyage : dans le moyen de transport (le vélo bien sûr !), dans le choix du trajet et des lieux, hors des balisages dessinés par les infrastructures touristiques.
La ligne de fuite de cette définition du voyage est finalement la diminution volontaire de son propre pouvoir financier et culturel. Cependant, penser qu'une attitude de voyageur suffit à aplanir les inégalités est d'une dangereuse naïveté. En tant qu'occidentaux, éventuellement mâles et blancs de surcroît, ayant le luxe de voyager quand le reste de l'humanité émigre, nous faisons partie de la classe des dominants. Prendre conscience de cette domination véhiculée même malgré nous est le premier pas sur un long chemin.

Bertille Darragon ■

D'où je parle

Ma modeste contribution à la réflexion sur tourisme et décroissance est issue de quelques expériences professionnelles et personnelles. Tout d'abord, j'ai participé au montage du premier — et seul à ce jour — centre de documentation sur le vélo et les modes de déplacements non motorisés, au sein de la fédération d'associations *Pignon sur Rue* à Lyon. Il comprend un rayon bien achalandé sur les balades autour de Lyon ou autour du monde, qui attire les cyclotouristes et voyageurs-pédaleurs. Dans cette maison du vélo, sont organisées des soirées projection et rencontre avec des voyageurs à vélo ainsi qu'un forum désormais annuel du voyage à vélo. L'occasion de colporter l'idée que les vacances sans pétrole, c'est possible ! Nous avions également accueilli – et nous arrivons au cœur du sujet – une soirée "tourisme et décroissance", dans le cadre d'une semaine de rencontres organisée énergiquement en février 2006 par quelques militants du réseau lyonnais sur la décroissance. Des personnes se sentant proches de cette mouvance avaient partagé leurs perceptions et leurs pratiques du tourisme et du voyage dans une optique de décroissance. Enfin, faisant miennes ces remises en question, j'ai fait le choix ces dernières années de ne pas envisager de prendre l'avion – de même qu'au quotidien j'ai évacué la voiture de l'éventail des possibles. Train, vélo, bateau et chaussures de marche m'emmènent en week-end et en vacances, donnant à mes pas un peu de légèreté.
Ces expériences m'ont amenée à quelques questionnements sans prétention, que j'aimerais partager ici. BD.

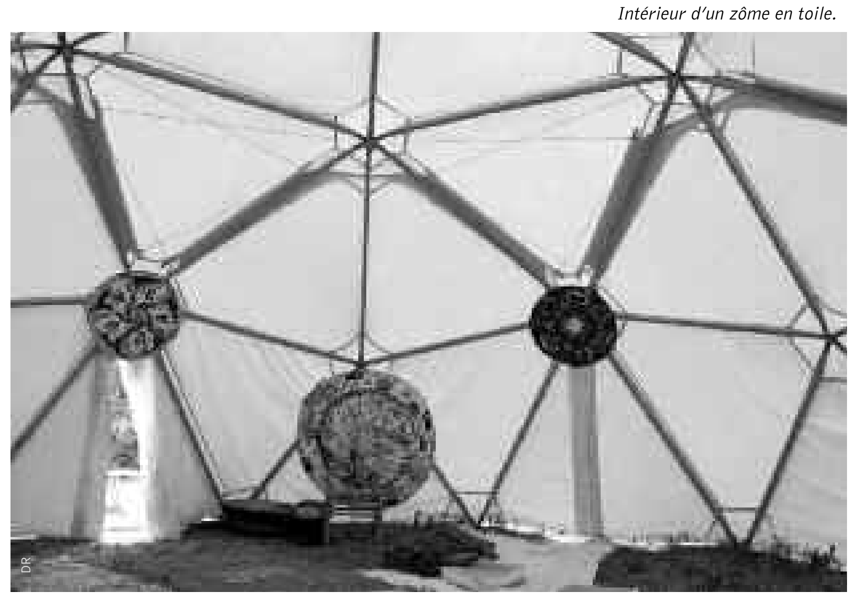
Habitat nomade une large route de possibles

Aujourd'hui, l'habitat nomade, léger – qu'il s'inspire des tipis, des yourtes, tentes berbères ou roulottes – est devenu un sujet d'actualité des plus sérieux, un chemin à approfondir…

Les retours à la terre des années soixante dix, les déclarations des représentants des peuples traditionnels, l'inconséquence des choix industrialo-financiers, tout cela a porté une partie de la population à faire le choix d'une autre approche de la vie et d'un autre rapport au vivant.
Le sujet central qui met l'existence de l'humanité en question, qui fait vaciller et basculer tous les plus grands équilibres que l'on pensait immuables, à commencer par le climat, ce sujet est la question de notre relation au vivant : peut-on continuer dans cette quête de maîtrise du vivant, où l'on croit toujours au rapport de soumission du vivant à l'humain ?
L'homme se verrait-il comme un dieu ? La question se pose très sérieusement aujourd'hui quand on voit les orientations prises avec les OGM et plus largement avec les nanotechnologies par le biais desquels on nous prépare, dans un silence savamment orchestré, une vraie grande dérive autodestructrice.
Dieux ou humains ? Pour certains, de plus en plus nombreux, la décision de considérer l'humanité comme une des différentes expressions du vivant, de vivre concrètement en accord avec cette donnée fondamentale est claire et déterminée : l'humain fait partie de la nature. S'il veut rester en équilibre avec elle, il ne peut occulter ce fait élémentaire !
Les portes d'entrée à cette constatation sont nombreuses : décroissance, retour à la nature, spiritualité, recherche d'une temporalité humaine, refus de cette énergie autodestructrice aujourd'hui normalisée.

Une responsabilisation de nos choix

L'habitat nomade, dans tout cela ? Il va tout simplement de soi, tout comme la "cabanisation" qui, a y regarder de plus près, est un courant très proche ! Cela paraît évident, il est difficile d'être des deux côtés à la fois : dans la maîtrise du vivant et… dans le vivant !
L'habitat nomade, c'est une façon de ne plus se protéger. C'est une façon d'exprimer d'instant en instant que nous sommes sur terre, que nous sommes humains, que la nature, le vivant, l'extérieur, ne sont pas un danger pour nous, mais une force dont nous faisons partie.
Dans cette non protection, nous devons réapprendre l'élémentaire : l'eau, la chaleur, la proximité humaine, les cycles, grands et petits, dans un tel mode de vie, la relation humaine prend une autre dimension et les enfants (si je tiens compte de mon expérience) s'y retrouvent bien : enfin des adultes qui font ce qu'ils pensent et disent, qui semblent moins détruire la vie !
Evidemment, tout cela suppose de profonds changements dans notre approche des choses et, en premier lieu, une conscientisation et une responsabilisation dans nos choix : il s'agit tout simplement de s'éloigner d'un état d'esprit de consommateur victime et manipulé où le choix n'est que celui qu'on nous propose.
Ici on rêve, on imagine, on invente et on choisit d'expérimenter… en mesurant consciemment si le projet, dans ses bonheurs et ses malheurs potentiels, nous est bien ajusté et donc sans risque. Car, finalement, quel danger dans une telle quête ? Celui que l'on décide, tout simplement. L'important étant juste de ne pas sous-estimer la phase d'évaluation avant la mise en pratique… Juste une question d'équilibre entre ce que l'on est et ce que l'on rêve.


Intérieur d'un zôme en toile.
DR


DR

Intérieur d'un tipi.

Choisir un lieu

Deux situations en exemple.

> Une yourte dans un jardin citadin, c'est l'assurance de très nombreuses relations humaines, mais aussi d'un rapport à l'extérieur qui peut être difficile (peu d'espace naturel, cerné de bitume, pression urbaine, bruit...). Cette situation extrême est donc totalement orientée vers l'échange entre humain.

> Un "ermitage" en montagne, une yourte isolée en alpage, c'est un énorme plongeon dans la beauté de la vie sur Terre, c'est aussi très probablement un fonctionnement en circuit fermé, et donc une forme ou une autre de solitude.

Entre ces deux extrêmes, quelle décision de prise de risque choisissons-nous ? En excluant les possibilités portant un risque potentiel qui nous serait insupportable, quelle situation nous semble réellement convenir ? La réponse appartient à chacun, à chacun son propre équilibre, en fonction de ce qu'il est.

Choisir un type d'habitat

Tipi, yourte, roulotte... cette liste (non exhaustive) donne bien le ton : quel type de relation/protection souhaite-t-on vis-à-vis de l'extérieur immédiat ? Là encore, évaluation des bonheurs et malheurs potentiels :

> **le tipi :** ce qui détermine la limite entre l'intérieur et l'extérieur est juste une toile, il y a une ouverture directe sur le ciel au sommet.

> **la yourte :** la limite entre intérieur et extérieur (murs et toit) est enrichie de feutre, l'entrée est une porte en bois.

> **la roulotte :** construction en bois, donc en dur, moins sensible aux coups de vent.

Evidemment, le choix du type d'habitat est déterminant et le critère principal est, à mon sens, "jusqu'où nous voulons vivre dedans ou dehors", "où se trouve l'équilibre entre l'immersion dans l'extérieur, et le centrage de l'intérieur".

Là encore, pas de réponse préfabriquée : à chacun de se sonder suffisamment pour être conscient et responsable de son choix.

Evaluer le nécessaire

Autres questions de base : quel confort nous convient réellement, que devons réellement conserver, qu'est-ce que le "fatras" dont parlait Théodore Monod ? Vu le type d'espace, cette question n'est surtout pas superflue ! Le propos, ici, n'étant absolument pas d'influencer pour une réponse radicale, mais bien d'inciter chacun à réfléchir réellement au contenu de ses rêves, de les comparer à ce qu'il est prêt à expérimenter.

Quand on envisage une vie en habitat nomade, c'est tout simplement la question de "re-étalonner" notre conscience, notre pensée, notre dire et notre action. Travail, il est vrai, pas forcément simple mais qui, généralisé, résoudrait certainement grand nombres de nos vertigineux déséquilibres contemporains.

Douche, eau courante ou eau du torrent ? Electricité, éolien, bougies ? Réfrigérateur ? Garde-manger ? Lavage du linge ? Chauffage ? Y a-t-il du bois dans la région ? Avoir des poules, acheter des œufs chez le fermier, au magasin ? Les sujets à clarifier ne manquent pas... et nous mettent singulièrement à jour avec nous-mêmes !

La vogue des yourtes

Aujourd'hui, les yourtes poussent comme des petites roses dans les champs. Là encore, avant de se lancer dans un rêve mal évalué, quelques éléments de bases.

L'origine. Une yourte d'origine mongole, c'est super, plein d'exotiques dessins et tout et tout, mais c'est aussi du déboisement (dans un pays qui n'a presque pas d'arbres), des tensions sociales locales dues à des apports financiers extérieurs très importants qui déséquilibrent les relations préexistantes, la contribution au dérèglement climatique par des transports longs. Bref, si l'idée est de s'approcher du vivant, la yourte mongole peut être un choix plus économe, mais aussi finalement un peu égoïste.

En effet, il est pour le moins curieux de faire venir des habitats de l'autre bout de la planète quand quelqu'un proche de chez vous peut réaliser quelque chose de plus adapté à nos climats avec le bois du coin et sans mettre le bazar ailleurs.

La toile. Là encore, attention aux idées reçues. On a tout de suite tendance à aller vers du 100% coton, mais... un jour, c'est mon cas, on apprend que les fabriques traitent tellement les toiles 100% coton pour ignifuger et imperméabiliser qu'elles doivent payer des taxes de pollution. Ne


DR

Une yourte habitable toute l'année.

faut-il mieux pas, dans ce cas, choisir une toile 40 % polyester (pétrole, donc)/60 % coton qui nécessite peu de traitement ?

Le nomadisme est-il un chapelet d'illusions ?

Mais au fait, quel sens peut-on voir aujourd'hui dans le "nomadisme", quand les locataires d'appartements semblent beaucoup plus "nomades" que ces habitants de yourtes qui ne bougent jamais ?
Il y a quelques années, je travaillais avec les "gens du voyages". Un fait m'avait frappé : tenant absolument à vivre en caravane, leur nomadisme consistait à circuler dans un rayon de trente kilomètres autour de la ville. Constatant cela, j'avais bien dû accepter que le nombre de kilomètres de leur déplacement n'avait que peu d'importance pour eux qui s'identifiaient pourtant bien comme "nomades".
Certainement, une autre notion, plus conceptuelle, fondamentale, déterminait donc ce mode de vie. Cette "notion" est bien rarement étudiée. De mon point de vue (qui n'est surtout pas universel), il y a dans le "nomadisme" un élément déterminant que notre société conventionnelle veut oublier : c'est l'inconnue, ces possibles, audelà des routes visibles devant eux.
C'est une donnée simple qui ouvre cependant un champ singulièrement vaste... car la "reconnaissance de l'inconnu" a une sœur jumelle, jamais loin d'elle : on pourrait l'appeler "vent de liberté". Autant d'inconnues acceptées, autant de possibles qui chantent aux oreilles.
Pour imager, on pourrait dire qu'une personne qui regarde l'horizon de l'océan éprouve un sentiment commun avec les nomades : elle est face à l'immensité des inconnues (contenues dans cette ligne) et ressent ce "vent de liberté" devant toutes ces possibilités ouvertes à elle. A travers ce sentiment, elle se trouve reliée à la planète et à la vie. Ce ressenti est, à mon sens, l'essence de la nature nomade.

Et alors ? Cette "ouverture à l'inconnue" change tout simplement tout ! Si l'humain de la civilisation occidentale s'identifie à un dieu unique et lointain, c'est bien par manque d'ouverture à l'inconnu ! Ce qui est en question ici, c'est finalement le sujet de la peur, la peur de l'inconnu, la peur de ce qui est autre. Ce qui est en question, c'est une des grandes raisons pour laquelle notre société veut absolument maîtriser le vivant : la peur de la grande inconnue : la mort. Par peur de la mort, nous voulons maîtriser, donc nous tuons ! Maîtriser ou subir... Vision dualiste, violente : donner un coup ou le recevoir.
Je pense que l'aspect conceptuel du nomadisme est une belle porte d'entrée à la non-retenue, la non-crispation : la non-possession. Une porte qui ouvre sur le flux de la vie dans laquelle on peut s'immerger... dans laquelle il faudra de toute façon s'immerger pour des questions de survie.
Concrètement ? Habitant dans une yourte, je maîtrise une partie de ce qui fait ma vie, et j'accepte volontairement une part d'inconnues (liées au climat, au lieu de vie, à l'eau, aux animaux, au déplacement potentiel de l'habitat...) : je décide de ne pas me protéger du vivant, de l'extérieur qui change, je reconnais les inconnues et les possibles. Ceci me procure réellement un profond bonheur. Bien entendu, je ne prétends surtout pas à une forme ou une autre de "perfection".

Le nomadisme ? Si on le comprend comme un déplacement physique, il est aujourd'hui une illusion, car le temps, le rythme créé par l'homme a réduit l'espace à une notion inconséquente. C'est là notre réalité actuelle... qui pourrait toutefois être de courte durée ! Nous nous rappellerons certainement bientôt que c'est celle de ce temps, artificiellement conçu par l'homme qui est illusion.



Roulottes, appelées aussi "verdines".

La vie n'est durablement possible que dans un espace et un temps qui est le sien... et nous en faisons partie ! Espérons juste que nous n'attendrons pas un contexte trop douloureux pour faire cette "incroyable découverte".
Si on conçoit le nomadisme comme une ouverture à l'inconnu, comme un chemin dans et avec le vivant, une acceptation de notre passage dans le flux de la vie terrestre, c'est un élément déterminant dès aujourd'hui qui est déjà une réponse à la grande dérive actuelle !

Yann Marty ■
Habitant sur Terre

L'auteur est réalisateur de dômes nomades
yann.marty1@free.fr
http://dome.nomade.free.fr



L'Embellie

A Paris, sur le boulevard Henri IV, face à la garde républicaine, un magasin aux couleurs douces accueille celles et ceux qui cherchent un moyen d'accompagner la maladie.

Anne Matalon travaille dans une administration et écrit des romans lorsqu'elle apprend qu'elle est atteinte d'un cancer. Pour elle, l'annonce de cette maladie est perçue comme une porte ouverte sur un autre monde. Elle décide de porter un autre regard sur ses habitudes, de changer de pratiques pour rester du côté de la vie. Elle se met en disponibilité dans son travail et cherche à développer des activités plus ouvertes sur la solidarité, le lien social, l'entraide. Elle pense dans un premier temps développer une activité associative pour intervenir dans les hôpitaux et venir en soutien aux malades. Elle constate vite que c'est un milieu où tout se fait lentement et où les contraintes administratives sont fortes. Au fur et à mesure des échanges, elle découvre que les malades rencontrent beaucoup de difficultés pratiques.

La radiothérapie et la chimiothérapie entraînent par exemple la perte des cheveux et des ongles. Elle pense qu'il est important que ces personnes retrouvent "figure humaine" pour qu'elles ne se sentent pas mises de côté. Elle découvre aussi le besoin d'échanger, de se confier, de chercher des appuis, des témoignages…

Elle décide alors de créer un lieu spécifique où les malades peuvent trouver tout cela : des perruques, des foulards, des produits de maquillage spécifiques, des solutions après opération du sein, des soutien-gorges… ainsi que des salles pour organiser des rencontres, des activités. Elle cherche à créer une "oasis" dans la traversée du désert que peut représenter la maladie.

Quelques livres d'Anne Montalon



Une oasis dans la capitale

Pour ouvrir un tel lieu, elle cherche alors des financements. Mais lorsque l'on est soi-même malade, il est quasiment impossible d'obtenir un emprunt de la part d'une banque. Elle collecte des parts de société auprès de ses ami-e-s, de sa famille, négocie avec son employeur, la Caisse des dépôts et consignations, une aide financière dans le cadre d'une aide à la création d'entreprise et complète le tout par un petit emprunt. Elle trouve un local situé au centre de Paris (à 100 m de la place de la Bastille), et l'aménage pour en faire un lieu agréable. Le magasin-atelier ouvre en avril 2005.

Elle a créé pour cela deux structures : une société SARL qui gère la partie magasin et qui doit lui permettre d'en vivre, et une association qui gère les ateliers les plus divers selon les envies des adhérentes (il y a très peu d'hommes, comme on le verra plus loin). L'adhésion à l'association est de 25 € par an et l'on paie ensuite 4 € par atelier, un prix modeste mais nécessaire pour que la personne malade se sente une personne comme les autres.

Au départ, elle pensait que les personnes souhaiteraient des groupes de parole, mais dans les faits, les malades ne souhaitent pas mettre leurs ennuis de santé au centre des activités. Les groupes de parole sont perçus comme trop brutaux. S'est alors développée toute une palette d'activités comme la sophrologie, l'écriture, le yoga, la danse, le Qi-kong (gymnastique de rééquilibrage énergétique), le tricot… Les ateliers permettent également de mettre en place des activités externes : voyages, randonnées, sorties… Les gens qui participent savent que tous sont malades et c'est après une période de prise de contact que les débats sur la santé surgissent. Il semble nécessaire de faire un détour avant de parler de choses perçues comme plus intimes. Les animatrices des ateliers sont bénévoles, souvent d'anciennes malades ou des proches de malades.

Il y a également des séances individuelles comme pour le shiatsu, la réflexologie plantaire, la réflexologie faciale… Ces séances individuelles ont beaucoup de succès.

Le magasin s'interdit toute activité de conseil dans le domaine médical, ce qui fait que par exemple on n'y trouve pas de produits comme les compléments alimentaires.

Le mystère des hommes malades

Il y a autant d'hommes que de femmes qui développent des cancers. Au départ Anne Matalon n'a pas pensé un seul instant que les deux sexes pouvaient avoir une approche de la maladie complètement différente. Mais à l'arrivée, le constat est là : pratiquement, il n'y a que des femmes qui viennent soit pour acheter, soit pour participer à des activités. Les maris accompagnent parfois, mais ne participent pas ou peu. Les hommes malades sont absents.

Avant la concrétisation du projet, elle a réalisé des

interviews de malades des deux sexes. Alors que 80 % des personnes trouvaient l'idée du magasin-atelier utile, elle a constaté deux réactions bien différentes. Si les femmes analysent souvent la maladie comme un moment où il est nécessaire de se remettre en cause dans son mode de vie, sur la nécessité de chercher à vivre mieux, les hommes perçoivent le cancer comme un défi, comme un combat et ils abordent le traitement comme une compétition. Ils cherchent alors à améliorer leur forme physique, par exemple en refaisant du sport. Une femme cherche le dialogue, peut apprécier d'avoir des conseils au sein d'un magasin, manifestement pas les hommes.
L'Embellie n'accueille pas non plus les enfants, mais cette fois-ci par choix, estimant que c'est une approche spécifique.

Favoriser le changement de vie

Concrètement, ce sont surtout des femmes de moins de soixante-cinq ans qui viennent et qui participent aux activités. La plupart sont actives, en arrêt de travail. Anne Matalon a engagé une réflexion sur l'importance du travail dans le processus qui conduit ou qui évite la maladie. Pour certaines femmes, les conditions de travail paraissent être une cause de la maladie et une reprise d'activité leur fait craindre une rechute. De nombreuses publications suggèrent un changement profond de son mode de vie pour se mettre psychologiquement en état de guérir. Où se place alors le travail dans une telle remise en cause ?
Certaines femmes essaient de changer de travail pour changer de rythme, mais elles sont peu aidées et doivent faire face à la fatigue qu'entraînent les traitements.
Anne Matalon, qui vit en elle-même les problèmes liés à la maladie, a choisi de travailler avec deux salariées et partage la gérance de la société avec une ancienne cliente. Elle laisse l'association fonctionner quasiment sans elle, les malades et les bénévoles proposent elles-mêmes de nouvelles activités.



La marche des roses en octobre 2007 sur le thème "nous marchons moins vite, mais nous avançons". Anne Matalon est au centre au deuxième rang.

Se relier à d'autres initiatives

Il existe d'autres initiatives d'aide aux malades qui interviennent soit en milieu médical, soit en extérieur. La plupart ont fait le choix de la structure associative, et souvent ces structures voient *l'Embellie* avant tout comme un commerce. Alors que ces associations bénéficient de subventions, ce n'est pas le cas de *l'Embellie* qui développe ses propres ressources. Certaines associations comme *Randonner malgré tout* ont établi un partenariat en proposant des randonnées à l'extérieur, à un rythme supportable pour des personnes faibles. L'association d'art-thérapie *Médecins de l'imaginaire* anime l'atelier "Contes et mouvement"… *L'Embellie* devient alors une vitrine aussi pour ces associations.



Cours de danse en plein air, sur les rives de la Seine.

L'Embellie a essayé de tisser des liens avec le milieu médical. Si la cancérologue d'Anne Matalon a fortement soutenu la création du projet, force est de constater que le milieu médical reste très compartimenté : les médecins s'occupent de la maladie, les infirmières des malades. Ce sont donc surtout ces dernières qui sont en relation avec le magasin-atelier.

Essaimage

Si l'exercice financier reste délicat après trois ans de fonctionnement, l'idée fait son chemin, et une deuxième *Embellie* vient de voir le jour à Namur en Belgique, le 27 octobre 2007, de manière indépendante, mais avec l'acceptation d'une charte sur le mode de fonctionnement. D'autres personnes dans des grandes villes ont également pris des contacts pour essayer de créer des lieux similaires. Autant de graines d'espoir sur des chemins parfois difficiles. Autant de vitrines pour faire parler de la maladie et éviter la mise à l'écart.

Michel Bernard ■

L'Embellie, 29 bd Henri IV 75004 Paris,
tél : 01 42 74 36 33.

L'Embellie, chaussée de Louvain, 989,
B 5022 Namur-Cognelée, tél : 081 20 15 20.

Le meurtre est la question posée

Les Palestiniens et Israéliens face au mur de la violence

L'analyse de la situation actuelle au Proche-Orient que Jean-Marie Muller tente ici se base sur une grille de lecture issue du principe de non-violence.

Tout d'abord, l'affirmation selon laquelle le peuple palestinien a droit à la solidarité de tous ceux qui ont le souci de la justice est le socle sur lequel doit être construite notre analyse. Á l'évidence, le peuple palestinien est victime de l'occupation et de la colonisation mises en œuvre par l'État d'Israël avec la complicité de la communauté internationale. Mais, aujourd'hui, notre analyse doit aussi être fondée sur un autre fait non moins incontestable : aucune solution ne pourra être élaborée sans qu'il soit tenu compte de la présence, sur cette même terre de Palestine, du peuple israélien. *Ceci, non pour des raisons de droit, mais pour des raisons de fait*. Dès lors, “le principe de réalité” doit s'imposer et permettre de discerner le désirable, le possible et l'impossible.

La violence est une impasse

Un autre principe majeur doit fonder notre analyse : aucune solution imposée par la violence n'est et ne sera possible. Il faut accepter ce principe dans toute sa radicalité. Il vaut pour chacun des deux peuples adverses. Israël étant de fait l'agresseur, c'est d'abord à lui qu'il faut demander de cesser de persécuter et d'humilier les Palestiniens. Mais la résistance palestinienne s'enferme elle-même dans une impasse pour autant qu'elle croit encore devoir recourir à la violence. La violence ne peut que resserrer le nœud du conflit, alors qu'il s'agit de le dénouer. La question, ici et maintenant, n'est pas de discuter *la légitimité* de la violence — même si celle-ci me semble éminemment discutable —, elle est de s'interroger sur *l'opportunité* politique et stratégique de cette violence. Or le réalisme nous oblige à reconnaître que cette violence est parfaitement contre-productive. In-opérante. Im-puissante. In-efficace. La violence palestinienne ne peut avoir pour effet que de provoquer une violence israélienne extrême.

La situation la plus tragique est celle que subissent les Palestiniens de Gaza. Bien sûr, là encore, la responsabilité première est israélienne. Et elle est majeure. Mais c'est en définitive tenir les Palestiniens pour des gens irresponsables, que de refuser de voir la responsabilité palestinienne. Comment s'aveugler au point de ne pas vouloir comprendre que les quelques roquettes artisanales lancées depuis Gaza sur le territoire d'Israël ne peuvent avoir d'autre efficacité que de provoquer un surcroît de violence de la part des Israéliens. La violence n'est pas une fatalité. Elle n'impose jamais d'elle-même ses lois. Mais, dès lors qu'on l'a choisie, ses lois sont implacables. Inflexibles. Accablantes. Cruelles. Féroces. Inhumaines enfin.

Nous concluons un marché de dupes lorsque, sous prétexte d'être solidaires de la résistance des Palestiniens, nous feignons d'affirmer notre solidarité avec leur violence. *S'accommoder de cette violence, ce n'est pas être solidaire de la résistance des Palestiniens, c'est être complice de leur malheur.* En définitive, ce n'est pas dans l'espérance de vaincre que les Palestiniens recourent à la violence, mais c'est en désespoir de cause. Nous ne saurions être de connivence avec ce désespoir. L'extrême tragique de la violence palestinienne, c'est qu'elle est un processus suicidaire. Il nous appartient de tout faire pour enrayer ce processus. Sous prétexte de ne pas vouloir désespérer Gaza, on ne veut pas reconnaître et, surtout, on ne veut pas dire que sur le terrain, depuis longtemps, *les Palestiniens ont perdu la guerre*. Quand la guerre est perdue, il ne sert à rien de vouloir la continuer.

Pour une solidarité lucide

Par ailleurs, comment analyser les affrontements inter-palestiniens ? Tout d'abord, il est sûr que le refus de la communauté internationale, et tout

particulièrement de l'Europe, de dialoguer avec les représentants du Hamas après que celui-ci ait remporté les élections libres et démocratiques du 25 janvier 2006 constitue une faute politique majeure. Un tel refus n'a pu qu'enfermer le Hamas dans son idéologie extrémiste. Au demeurant, le Fatah portait lui-même une lourde responsabilité dans l'échec de sa gestion politique et économique des territoires palestiniens.

Ceci étant, nous ne saurions dénier toute responsabilité aux Palestiniens dans les affrontements fratricides qui les opposent en se contentant d'incriminer Israël et les Occidentaux. Quand des Palestiniens tuent d'autres Palestiniens, que devient notre solidarité ? N'est-elle pas aussi dérisoire qu'impuissante ? Aussi inconvenante qu'inopérante ? Comme fracassée ? Car, enfin, de quelle cause les tués sont-ils les martyrs ? De quelle cause qui mérite encore notre solidarité ? Comment être solidaire du meurtre fratricide ? Et, pourtant, notre solidarité avec le peuple souffrant de Palestine est plus nécessaire que jamais. Mais à condition qu'elle soit lucide et ne soit jamais complice.

En définitive, il apparaît que l'urgence absolue, c'est que les Palestiniens décident de renoncer à la violence. Cette décision aurait d'autant plus de force qu'elle serait unilatérale. Pourquoi est-ce aux Palestiniens de faire le premier pas ? Parce que dans la tragédie de la lutte armée, s'il n'y a aucun gagnant, ils sont les premiers perdants. L'annonce d'une telle décision aurait un retentissement formidable et un impact considérable qui transformeraient radicalement le conflit qui les oppose aux Israéliens. Ce renoncement à la violence ferait apparaître la cause palestinienne dans toute sa clarté aux yeux de l'opinion mondiale, et vaudrait aux Palestiniens une solidarité internationale sans commune mesure avec ce qu'elle est aujourd'hui. Ce renoncement à la violence ne serait pas une simple trêve. Les trêves s'inscrivent encore dans la logique de la violence — elles annoncent déjà à l'adversaire la reprise de la violence —, elles ne transforment pas la nature du conflit.

Les autorités du Hamas ont proposé un cessez-le-feu, si Israël mettait un terme au blocus de Gaza. Mais Israël affirme vouloir poursuivre ses raids militaires sur Gaza tant que le Hamas poursuivra ses tirs de roquettes. Chacun reste dans sa logique qui est la logique de la violence. Une logique de mort. Et chacun dira qu'il n'a pas d'autre choix. Que ce choix lui est imposé par le choix de l'autre. C'est ce qu'on appelle un cercle vicieux.

Prendre Israël à contre-pied

Le délaissement unilatéral de la violence de la part des Palestiniens ne serait pas un acte de faiblesse, mais un acte de force. Reconnu comme tel,



DR

Militaires du Hamas paradant à Gaza.

il prendrait complètement à contre-pied l'État d'Israël dont la puissance militaire, qui constitue toute sa force dans un affrontement violent, deviendrait inutile. Cela aurait également l'avantage de permettre aux réseaux israéliens et juifs de militant(e)s pour la paix d'étendre largement leur audience au sein de la société civile d'Israël et dans le monde. Cela pourrait s'avérer décisif. Car la violence israélienne est aussi un processus suicidaire. Au demeurant, les Israéliens et les juifs qui, attachés à la réalité d'Israël, n'en sont pas moins révoltés contre les crimes et les destructions dont l'État d'Israël se rend coupable, ne devraient-ils pas adopter eux-mêmes une stratégie non-violente pour combattre la colonisation de la Palestine ?

DR

Manifestation des groupes anarchistes israéliens bloquant une aire de passage avec la Palestine.

J'entends déjà tous ceux qui se récrieront en me reprochant d'avoir l'outrecuidance de donner une leçon de morale à un peuple opprimé. Qu'ils se rassurent, je tiens pour intangible le principe selon lequel c'est aux Palestiniens, et à eux seuls, de décider des moyens de résistance qui leur semblent les plus appropriés. Eux seuls, au demeurant, paieront le prix qu'il faudra payer. Mais l'idée que je me fais de la solidarité n'interdit ni le dialogue, ni le partage, ni le débat, ni même, le cas échéant, le désaccord. Je pense que cela fait partie intégrante d'une solidarité fraternelle.

La violence, dira-t-on, les Palestiniens n'en font pas le choix ; ils y sont contraints par la situation qui leur est imposée par l'agression de l'ennemi sioniste et la complicité de la communauté internationale. Mais croire cela n'est-ce pas laisser penser que les Palestiniens sont enfermés dans un destin tragique qui les condamnerait à être soit des martyrs soit des meurtriers ? Croire cela, n'est-ce pas leur refuser toute autonomie de pensée et d'action ? Refuser de débattre avec eux du choix des armes, n'est-ce pas en réalité nier l'autonomie qu'on prétend leur reconnaître ? N'est-ce pas les déposséder de la responsabilité d'être capables d'analyse et de décision ? Vouloir débattre avec eux, n'est-ce pas miser sur leur capacité d'autonomie, sur leur liberté de décision, en fin de compte sur leur dignité ?

La non-violence n'est pas un complément de la violence

Non, je ne donne pas une leçon de morale, je tente de discerner une analyse politique qui implique un choix stratégique. Non pas que le questionnement moral soit hors de propos dans ce débat — il est en définitive essentiel —, mais, présentement, ce n'est pas sur ce registre que j'entends me situer. Depuis des années et des années, la violence palestinienne pollue la cause palestinienne aux yeux de l'opinion publique internationale. Les militants pro-palestiniens s'indignent de l'indifférence de la communauté internationale sans comprendre que, pour une large part, cette indifférence se nourrit précisément de la violence palestinienne. L'idée prévaut au sein de la majorité silencieuse qu'"il faut bien qu'Israël se défende". Cette idée, dont il faut au demeurant, que cela nous plaise ou non, reconnaître la part de vérité, agit sur l'opinion publique comme un chloroforme. On peut certainement le regretter, mais on ne peut pas le nier.

Ce renoncement à la violence devrait être tout sauf un renoncement à la résistance. Et c'est ici que se pose la question d'une stratégie de l'action non-violente comme alternative à la violence. Nous savons que des Palestiniens, depuis plusieurs années, réfléchissent sur la non-violence. Mais, même parmi eux, prévaut souvent l'idée que le choix de la non-violence ne saurait impliquer une critique radicale du choix de la violence. Ils s'en tiennent le plus souvent à l'idée que la nécessité de résister aux injustices qu'ils subissent du fait de l'occupation israélienne donne aux Palestiniens le droit de recourir à la violence. Même si eux-mêmes choisissent l'action non-violente, ils acceptent le principe de la "diversité des tactiques" — ou de la "pluralité des tactiques" — selon lequel il conviendrait de concilier dans une même lutte des actions violentes et des actions non-violentes. Ainsi, pour beaucoup d'entre eux, la non-violence peut aller de pair à tout moment avec la violence. Dès lors, ils ne proposent pas le renoncement à la violence comme un principe politique. J'ai suffisamment d'amitié pour eux pour leur dire que ce positionnement n'est pas tenable. Si la complémentarité entre la violence et la non-violence a un sens du point de vue de la violence, elle n'en a aucun du point de vue de la non-violence. Pour autant qu'ils considèrent la non-violence comme un complément à la violence, ils se situent encore dans la logique de la violence.

Sortir d'une culture de mort

Ceci étant, je comprends la difficulté dans laquelle ils se trouvent. Ils n'osent pas affirmer le choix du renoncement à la violence parce qu'ils ont conscience qu'une telle affirmation les rendrait suspects, aux yeux de beaucoup des leurs, d'être traîtres à la résistance palestinienne. Et c'est vrai que d'aucuns les accuseraient de faire le jeu des sionistes. Il faut ici prendre en compte le fait que, toutes ces dernières années, s'est développée une véritable "culture de violence" au sein du peuple palestinien. Le recours à la violence appartient à son imaginaire. Il est devenu fondateur de son identité nationale. L'extrême tragique de la situation est que cette culture est en réalité une "culture de mort". Celle-ci se fonde tout particulière-

ment sur le “culte des martyrs”. La tâche, mais elle est gigantesque, est donc de déconstruire cette culture de violence et de construire une culture de non-violence.

Les événements qui se sont déroulés à Gaza le 25 février 2008 sont particulièrement signifiants. Une chaîne humaine s'est formée du Nord au Sud de la bande de Gaza sur près de 40 kilomètres. Les manifestants étaient pour la plupart des écoliers. Selon la formule consacrée, “il n'y a pas eu d'incident notable”. Cependant, au début de la manifestation deux roquettes ont été tirées du Nord de la bande de Gaza en direction du territoire israélien. Mais n'y a-t-il pas une contradiction irréductible entre l'organisation d'une chaîne humaine, qui est le type même de l'action non-violente, et le tir de roquettes ? Comment prétendre que le “message” envoyé par la première action est complémentaire du “message” lancé par la seconde ? Certes, les dirigeants du Hamas ont déclaré que ces tirs étaient une riposte aux tirs de missiles israéliens qui avaient tué trois Palestiniens dans la nuit du 24 au 25 février 2008. C'est précisément cet engrenage meurtrier qui fait perdre la paix à chacun des deux camps.

En définitive, face à la situation qui prévaut actuellement en Palestine, quel est le choix le plus réaliste ? Le choix réaliste est celui qui est à la fois possible, probable et efficace. Le choix de la violence est possible et il est probable. Mais il est inefficace. Le choix de la non-violence est possible et il est efficace. Mais il n'est pas probable. Dès lors, le choix réaliste est de prendre toutes les initiatives possibles pour augmenter les probabilités du choix de la non-violence. Le choix de la résistance non-violente offre une issue “idéale”, mais il n'est pas idéaliste. Les Palestiniens qui la choisiront peuvent espérer poser des jalons qui seront utiles quand crimes et ruines auront suscité, face au désastre, une prise de conscience mondiale.

Aujourd'hui, la situation est gravissime, probablement davantage que nous n'osons le reconnaître. Il n'y a pourtant pas de fatalité. Aujourd'hui, il s'agit d'éviter le pire. Et le pire, ce serait une explosion généralisée de la violence. Cataclysmique. La communauté internationale doit sans plus attendre se mobiliser pour faire cesser le blocus économique imposé par Israël à la population de Gaza. La situation humaine et humanitaire est devenue tragique. Absolument. Il faut de toute urgence, sans fixer aucun préalable, nouer un dialogue diplomatique avec les autorités du Hamas qui contrôlent cette zone et faire pression sur les autorités d'Israël. L'idée, qui a prévalu jusqu'à présent, selon laquelle, “on ne dialogue pas avec des terroristes”, n'est pas acceptable, aussi contestables, je crois l'avoir suffisamment souligné, que soient les tirs de roquettes. Ceux-ci ne sauraient rester plus longtemps un prétexte à l'inaction de la communauté internationale. Celle-ci sera d'autant plus crédible pour demander un “cessez-le-feu” aux Palestiniens, qu'elle se sera engagée avec la plus grande détermination pour que soient respectés envers les Gazaouis les simples exigences d'humanité. Toutes les conditions sont remplies pour appliquer le principe d'ingérence humanitaire et démocratique. Demain, il sera trop tard.

27 février 2008

Les faits sont décidément têtus. Depuis que j'ai fini d'écrire ce texte, les faits n'ont cessé de parler. Très fort. Violemment. Mortellement. Dans la matinée du 27 février, un raid israélien frappe un minibus de la branche armée du Hamas à Khan Younès au sud de Gaza, tuant cinq d'entre eux et blessant un sixième. Le même jour, une roquette de la résistance est tirée de la bande de Gaza et frappe de plein fouet le collège Sapir, au nord de la ville de Sdérot et tue un Israélien. C'est le premier mort israélien depuis la prise de pouvoir par le Hamas à Gaza en juin 2007. Peu après, deux Palestiniens sont tués et deux autres blessés dans un nouveau raid israélien au nord-est de la ville de Gaza. Jeudi, plusieurs raids de l'aviation israélienne sont menés sur Gaza. En deux jours, trente et un Palestiniens sont tués, dont quinze civils, parmi lesquels huit enfants dont un bébé de six mois. Jeudi soir, le Hamas déclare avoir tiré 82 roquettes. Deux d'entre elles ont atteint Ashkelon, une ville de 120 000 habitants située à 40 kilomètres de Tel-Aviv Et les faits ne sont pas près de se taire. Et chacun des deux camps ennemis va continuer à justifier ses meurtres par ses morts. La violence est un engrenage aveugle. “Nous ne saurons rien, écrivait Albert Camus, tant que nous ne saurons pas si nous avons le droit de tuer cet autre devant nous ou de consentir qu'il soit tué. (…) Le meurtre est la question.” Oui, *le meurtre est la question posée.* Á chacun(e) d'y répondre. En toute responsabilité.

29 février 2008

Le 6 mars 2008, un jeune Palestinien de 25 ans, Abu Dheim, pénètre dans la bibliothèque d'une école talmudique située à Jérusalem-ouest et, armé d'une kalachnikov, il tue huit étudiants et en blesse neuf autres avant qu'un officier israélien lui tire deux balles dans la tête.

Jean-Marie Muller ■
7 mars 2008

Jean-Marie Muller est porte-parole national du Mouvement pour une alternative non-violente (MAN, man@nonviolence.fr, www.nonviolence.fr)

Auteur du *Dictionnaire de la non-violence* **(Le Relié Poche).**




DR

Patrouille israélienne en Cisjordanie.



Cher carburant

Je me souviens avec émotion et précision de la première fois où je t'ai consommé. C'était en décembre 1979, et j'avais payé 2,96 F par litre. Au 1er décembre 1979, le Smic horaire était à 12,93 F et la rumeur disait que les Français se révolteraient dès le seuil de 5 F atteint. Heureux temps que l'on regrette : avec une heure de travail, le Smicard pouvait acheter 4,37 litres de carburant automobile.
Vingt-huit ans après, je ne consomme quasiment plus de carburant mais d'autres continuent. En décembre 2007, le Smic horaire a augmenté jusqu'à 8,54 € et les prix des carburants se sont envolés... Si les prix des carburants étaient restés stables, on en achèterait toujours 4,37 litres avec 8,54 €, et on le paierait donc 1,96 € le litre.
Automobiliste en colère, regarde les tarifs affichés et tu verras si les prix ont augmenté ou baissé. Observateur neutre, tu comprendras pourquoi les embouteillages continuent.

Patrice Néel
Ardèche

DR

Sécu : solde positif

A propos de votre article en page 15 de Silence n°355, quand cessera-t-on de parler, y compris dans Silence, du déficit de la "Sécurité Sociale" ?
Le dernier rapport des comptes de la Sécu, un document officiel, spécifie que : les taxes sur le tabac, non reversées par l'Etat à la Sécu, se montent à 7,8 milliards d'euros, les taxes sur l'alcool [dans la même situation] à 3,5 milliards d'euros, les primes d'assurance auto à 1,6 milliards, les taxes sur les industries polluantes à 1,2 milliards, la part de TVA à 2 milliards, les retards de paiement se montent à 4 milliards. Ce qui représente un total de 20,1 milliards d'euros. Or le déficit reconnu se chiffre à 11 milliards d'euros. Le solde **positif** de la Sécu devrait être de 9 milliards d'euros.



Cela fait plus de vingt ans que je recueille des renseignements sur les comptes de la Sécu et j'ai toujours trouvé que ceux-ci étaient positifs. J'avais trouvé des versements au profit de régimes spéciaux déficitaires, des opérations en faveur de personnes étrangères venues se faire soigner en France, sans en payer les coûts réels, des arnaques de fabricants de prothèses qui majoraient honteusement leurs prix... Tout ceci provoquait des déficits.
Il semble y avoir une véritable omerta sur ces faits, à commencer par les élus, pour faire croire la sécu éternellement déficitaire. Mais chacun sait que l'Etat français est le plus mauvais des payeurs ! (...) Seulement on cherche tous les artifices pour renflouer la Sécu, alors que l'Etat devrait reverser à la Sécu ce qu'il lui doit.

Michel Briançon
Hérault.

Ecologie du capital

Note de lecture : « L'écologie n'est pas seulement la logique de l'économie totale, c'est aussi la nouvelle morale du Capital (...). On a employé nos pères à détruire ce monde, on voudrait maintenant nous faire travailler à sa reconstruction et que celle-ci soit, pour comble, rentable (...). Hébétés que nous sommes, nous serions prêts à sauter dans les bras de ceux-là mêmes qui on présidé au saccage, pour qu'ils nous sortent de là ». (Yves Citton, "Projectiles pour une politique post-radicale", comité invisible, *L'insurrection qui vient*, La Fabrique, Paris 2007).

Rem
Meuse

Grenelle de l'environnement, rien n'a changé !

Malgré l'étiquette du Ministère de l'Environnement "Pas de publicité", ma boîte aux lettres continue de se remplir quotidiennement de papiers de toutes les grandes enseignes blésoises ! Dans mon quotidien régional (*La Nouvelle République*), je dois chercher les articles intéressants au milieu de pages de pub en volume toujours croissant. Les chaînes de radio et de télé sont envahies, spécialement aux heures de grande écoute, de publicités pour toutes sortes de saloperies sucrées, soulignées d'un message hypocrite supposé nous inciter à faire le contraire de ce que propose l'annonce ! Jamais les rues de Blois n'ont été envahies d'autant de panneaux publicitaires qui défigurent notre belle ville !
Dans mon supermarché, le rayon fruits et légumes est toujours rempli à 80 % de produits importés de l'autre bout du monde, au prix de quel gaspillage d'énergie et de quelle pollution pour les amener ! Ceux qui n'ont pas franchi coûteusement les océans ont été cultivés sous serre, au prix là encore de quels gaspillages et/ou de quels moyens chimiques polluants, tout ceci afin de nous proposer "tous les fruits et légumes en toutes saisons" (même s'ils n'ont plus aucun goût) !
Au lieu d'encourager une pratique démocratique du sport, les médias continuent de faire leurs gros titres avec le sport-spectacle, et notamment les sports motorisés, les plus néfastes à l'environnement !
Dans mon bureau de poste, l'espace autrefois réservé à quelques tables et chaises permettant aux usagers de s'asseoir pour remplir un formulaire ou affranchir une lettre, a été supprimé et remplacé par un stand de vente de produits sans rapport avec l'activité postale : produits dérivés des événements sportifs, etc.
Sur les routes, la limitation de vitesse a heureusement contribué à épargner de nombreuses vies. Pour autant les constructeurs continuent de concevoir et de vendre librement des grosses cylindrées, des 4x4, dont ils nous vantent la vitesse, bien supérieure à celle autorisée, et dont la pollution est en rapport avec la puissance !
Pour préparer néanmoins un avenir moins pollué, on aurait pu s'attendre à ce que nos futurs ingénieurs soient orientés vers des technologies propices à l'environnement. Ça ne semble pas concerner l'école d'ingénieurs de Blois (ENIVL) qui, quelques jours après l'annulation du "Paris-Dakar", n'a rien trouvé de mieux que de participer "avec enthousiasme" (*La Nouvelle République* du 13 février 2008) à un "Raid 4L" qui a lancé dans une compétition aussi polluante qu'inutile (voire provocatrice) un millier d'équipages dans les dunes marocaines.
Cherchez l'erreur !
L'erreur c'est de croire qu'on peut corriger les excès d'un système économique de marché en le laissant piloter par les tenants les plus radicaux de ce système : mondialisation sans garde-fous, privatisation et instauration d'une "concurrence libre et non faussée" y compris dans les domaines les plus vitaux (santé, éducation, énergie, transport, ...). Pour ce qui concerne la France, droite et gauche réunies ont ratifié subrepticement un traité européen qui ne peut qu'aggraver les effets auxquels le "Grenelle de l'environnement" prétendait porter remède !

Jacques Deschamps
Loir-et-Cher

Contradiction

Vous ne semblez pas vous rendre compte de vos contradictions. Faire une (bonne) critique du livre de Serge Latouche (Silence n°355 p. 53, *Petit traité de décroissance sereine*, éd.Mille et une Nuits), d'accord, mais publié chez le marchand de mort Lagardère, ne vous émeut pas plus que ça. C'est bien la peine de faire moult articles dans Silence pour la fin de la course aux armements. Comme l'écrivait le poète Henri Michaux, "aux éternels distraits, d'aller aux distractions".

Jean-Claude Bouchet
Hérault

S!lence : vous pointez du doigt l'une des multiples contradictions quotidiennes auxquelles nous sommes confrontés. Cette réponse vous est écrite sur un ordinateur dont les composants sont fabriqués dans des conditions sans doute plus que douteuses... Elle circule dans la rédaction par internet, sous l'œil du pouvoir militaire... Faut-il passer sous silence une réflexion innovante sur la décroissance ? Ou suggérer à Serge Latouche de publier son prochain livre dans une autre maison d'édition ?



C'est gratuit

Francine Markovits
Ed. Albin-Michel
2007 - 168 p. – 14 €



Ce livre est une analyse philosophique sur la gratuité et le don. L'auteure égrène, parfois de manière plus ou moins heureuse, une longue liste de domaines concernés par cet acte. De Prométhée qui offre le feu aux hommes, à l'esclavage (gratuité forcée du travail), en passant par les physiocrates, le don des surplus agricoles, la charité chrétienne, internet, ou les journaux gratuits, cette énumération lui permet d'affirmer que "le don gratuit n'est pas neutre. Un présent est en réalité un geste fictif, un mensonge social, une obligation." Ce qui est gratuit a forcément un coût (exemple : journaux gratuits payés par la publicité). C'est ce qu'elle veut démontrer à travers ces illustrations. "Le 'C'est gratuit' n'est que le premier moment d'une chaîne d'opérations qui, petit à petit engage l'un des acteurs de la transaction dans un processus irréversible, dans une relation de dépendance envers un créancier, et de dette forcée." Mais le don, c'est aussi un peu de soi et de son temps que l'on donne à l'autre, une sorte de "jouissance de la dépense de soi". La teneur de certains thèmes traités peut faire l'objet de quelques réserves (sur l'éducation ou la presse) ou peut paraître un peu hermétique (internet), mais il y a matière à réflexion et c'est bien là l'essentiel. MJ.

Une colonie d'enfer

Ernest Girault
Les Editions Libertaires
2007 - 240 p - 15 €

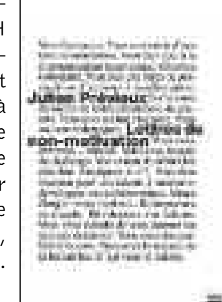


Début du vingtième siècle, deux militants anarchistes partent pour une tournée de conférences et de rencontres en Algérie, pays déjà colonisé et subissant le joug du gouvernement français. Et de ses représentants. Les deux protagonistes, Ernest Girault et Louise Michel, vont ainsi, de surprises en révoltes, découvrir le racisme des Français envers les Algériens. Plusieurs fois ils vont se retrouver confrontés à la violence des colonisateurs qui ne comprennent pas leur acharnement à vouloir défendre les indigènes stupides, sales et arriérés. Ce texte est très dur car Ernest Girault nous décrit de manière directe ses sentiments et ressentis, quelquefois proche du racisme. C'est qu'il découvre un pays et des coutumes qu'il ne comprend pas au premier abord. Et c'est Louise Michel qui le plus souvent réalise et réagit en premier face aux nombreuses injustices qu'ils côtoient au quotidien.
Un témoignage agressif autant dans ses propos sans concessions qu'au niveau des situations dénoncés. Mais un témoignage qui parle ouvertement de la violence du colonisateur. Et l'Algérie a encore dû vivre cette colonisation au quotidien pendant plus de 60 ans ! JP.

Lettres de non-motivation

Julien Prévieux
Ed. Zones/ La Découverte
2007 - 130 p. - 9,90€

Passer une offre d'emploi est pour une entreprise un moyen de communiquer d'où des annonces avec des visuels ou des exigences parfois déconcertants. Julien Prévieux, comédien, a décidé de répondre par l'humour à ces annonces en envoyant des lettres de non-motivation où il explique de différentes manières pourquoi il ne postulera pas à l'emploi. C'est un petit bijou d'humour ! On dévore cela plié en deux. Lassé des lettres de réponses toutes sur le même modèle, il envoie même une lettre dans le même genre à une société. A une autre, il écrit un texte totalement illisible qui lui vaut le même type de réponse, ce qui en dit long sur le temps passé à lire les lettres de candidatures. Seule un ou deux DRH relèvent l'humour des courriers, beaucoup ne répondent pas. De quoi donner envie à tous les chômeurs ou non de reproduire cette initiative pour surtout ne pas trouver d'emploi. Tout le monde ne rêve pas de travailler plus, même pour gagner plus. Salutaire. FV.



Le marché de la faim

Erwin Wagenhofer et Max Annas
Actes Sud
2007 - 191 p. - 20 €

Cet ouvrage allemand constitue une introduction aux dessous les moins avouables du marché de l'agro-alimentaire. Il aborde méthodiquement les différents secteurs de celui-ci : légumes, pain, lait, viande, poisson, eau… On y découvre des informations sur les stratégies de monopole des firmes transnationales comme Monsanto et Nestlé, l'avancée faramineuse des OGM, ou encore la baisse des prix des matières premières au détriment des producteurs. L'alimentation du bétail destiné à la production de viande occidentale a engendré un véritable boom des productions brésiliennes de soja vers l'exportation, d'où cette conclusion que "les animaux européens mangent la forêt tropicale d'Amazonie" alors que la malnutrition reste forte dans le pays. D'un autre côté, l'homme et la femme modernes sont amenés aujourd'hui à se poser des questions inédites : "Peut-être que la tomate qui a poussé sur de la laine de roche n'est plus une tomate, comme la photo d'une tomate n'en est pas une" ? Au milieu d'un foisonnement de pistes, on regrettera le manque d'informations précises avec leurs sources, ainsi que le manque de style : ce livre est tiré de l'excellent film *We feed the world* mais il se contente souvent de décrire des scènes du film, ce qui rend la lecture pesante et laborieuse. GG.



Accorder l'accès à la terre

Cridev, Frères des hommes, Pekea (Cridev, 41, avenue Janvier, 35000 Rennes)
2007 - 128 p. - 10 €

L'accès à la terre reste difficile dans de nombreux pays et les mouvements paysans sont souvent victimes d'une forte répression policière à la demande des grands propriétaires. Or la sécurité alimentaire passe le plus souvent par l'accès à de petites surfaces cultivables. Cet ouvrage très pédagogique présente la situation dans plusieurs pays, les questions liées (place des femmes, nomadisme, création de zones protégées) et le rôle joué par les multinationales de l'agroalimentaires. Le livre est complété par des déclarations officielles sur le sujet et par un CD-Rom qui présente encore de nombreuses études de cas. Manque juste un petit mot sur la situation dans les pays développés où l'accès à la terre devient également un problème. MB.

Contre les jouets sexistes

Collectif
Ed. L'Echappée
2007 - 158 p. - 12 €



Pourquoi existe-t-il encore aujourd'hui des pages bleues et des pages roses dans les catalogues de jouets ? Parce que les jouets continuent à être très largement sexistes : poupées pour les filles, mécanos pour les garçons… Plusieurs associations antisexistes (Mix-Cité, collectif contre le publisexisme) montrent ici l'ampleur de la discrimination et comment on fait perdurer la société sexiste d'antan. On notera un intéressant chapitre sur les alternatives : rien ne nous oblige à acheter ces jeux ; on peut aussi choisir de jouer avec ses enfants et de citer de très nombreux jouets que l'on peut faire soi-même sans rien acheter (un boomerang, un cerf-volant, un instrument de musique, de l'acrobatie, des jeux en extérieur…). On peut même jouer avec les enfants à chasser le sexisme en épluchant des livres pour la jeunesse et des catalogues de jouets. Un livre pour ouvrir les yeux et les jeux. FV.



Quitter son point de vue, quelques utopies anarcho-littéraires d'il y a un siècle

Caroline Granier
Ed. du Monde Libertaire
2007 - 117 p. - 10 €

Dans son introduction très documentée, Michel Antony commence par mettre en avant un paradoxe de l'écrit utopique classique : à la fois "réalisation libre, libératrice, libertaire" et exprimant un résultat "le plus souvent pré-totalitaire", elle échoue parfois à donner un tableau qui n'est pas effrayant là où elle voudrait faire rêver... L'originalité et l'intérêt de ce petit livre est de donner à connaître l'univers un peu à part des utopies libertaires en axant la description et l'analyse sur six utopies écrites entre 1874 et 1904. De la commune de Malenpis (d'André Léo), à l'Atlantide (d'Han Ryner) en passant par l'île de Terre Libre (de Jean Graves), le lecteur/lectrice est invité à une agréable promenade sur les terres non-défrichées de l'imaginaire anarchiste. L'attrait de ces textes littéraires est l'absence d'un vocabulaire politique trop alourdi et la fraîcheur des mots pour dire une société idéale qui se cherche. On est moins dans la description béate d'un monde parfait que dans la confrontation entre la mentalité dominante et d'autres possibles en gestation. Souvent, la contradiction n'est pas effacée mais est au contraire un moteur de l'intrigue. Ce livre se lit avec plaisir et donne à voir la multiplicité des imaginaires qui se cachent derrière la dénomination de "libertaire". Dans tous les cas, le lecteur/lectrice aura été prévenu : "l'impossible arrive – il n'arrive même que cela" (Louise Michel). GG.

Et le monde regarde le Liban, été 2006

collectif coordonné par Malika Madi
Ed. Cerisier (Belgique)
2007 - 216 p. – 11,20 €

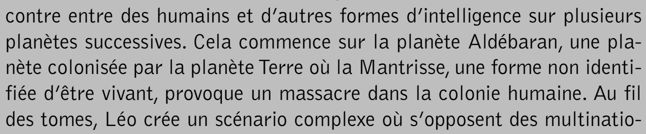
Au cours de l'été 2006, Israël a bombardé le Liban. Sous forme de pamphlets, contes, poèmes, analyses, ou nouvelles, différentes personnes retracent à leur façon ces terribles journées de guerre. Etudiants, professeurs, écrivains, historiens, ils exercent différentes professions, ils sont nés au Liban ou y habitent, certains vivent en exil. Leur seule ambition à travers ces lignes est "d'apporter un témoignage de solidarité au peuple libanais", sans lamentation, mais avec indignation. Ces écrits, historiques, pragmatiques ou anecdotiques, bouleversants et pleins de révoltes, dénoncent au fil des pages l'absurdité de ce conflit, et la violence exercée sur des innocents. MJ.

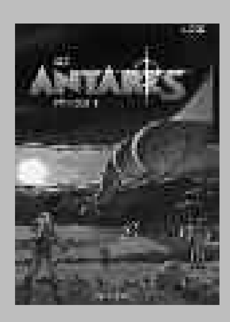
B.D

Bételgeuse

Prix Tournesol 2008

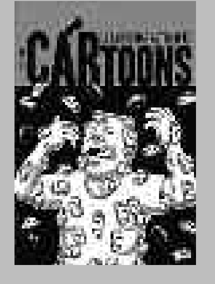
Lors du salon de la BD à Angoulême, du 25 au 27 janvier, le prix Tournesol 2008, prix de la BD écologique remis par les Verts chaque année, a été remis à Léo, le scénariste et dessinateur de la série *Bételgeuse*. Cette série de BD dont onze tomes sont déjà parus raconte la rencontre entre des humains et d'autres formes d'intelligence sur plusieurs planètes successives. Cela commence sur la planète Aldébaran, une planète colonisée par la planète Terre où la Mantrisse, une forme non identifiée d'être vivant, provoque un massacre dans la colonie humaine. Au fil des tomes, Léo crée un scénario complexe où s'opposent des multinationales qui considèrent les nouvelles planètes comme de nouvelles ressources à piller et une équipe de scientifiques qui peu à peu entre en communication avec d'autres formes d'intelligences. Cette série de science-fiction particulièrement créative et admirablement bien dessinée tend à montrer que l'avenir est dans un nouvel équilibre entre technique et spiritualité. Idéal pour rêver, sans doute, mais cela entretient le mythe que la solution à la destruction de notre planète peut provenir de la conquête de l'espace, ce qui pour longtemps encore devrait rester de la science-fiction. MB.





CARtoons
Le cauchemar automobile

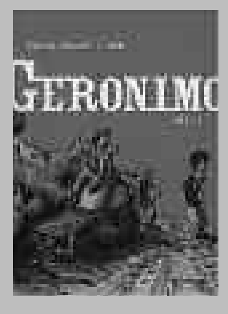
Andy Singer
Ed. L'Échappée - 96 p. - 12 €



Il s'agit d'un recueil de dessins d'Andy Singer, dessinateur américain connu pour ses illustrations reprises par de nombreux opposants à la voiture. Chaque dessin est une grande claque à l'industrie de l'automobile. Les citations et courts textes personnels d'Andy Singer, l'introduction et la conclusion de journalistes ami-e-s ajoutent une forte personnalité au contenu sans concession de l'ouvrage. L'ironie, la peur et la révolte sont quelques-uns des symptômes ressentis en cours de lecture. C'est comme un direct que l'on se prend en pleine figure : chaque mot, chaque trait, chaque argument fait mouche et interpelle. Bravo Andy, continue. JP.

Geronimo

Etienne Davodeau et Joub
Ed. Dupuis/Expresso
2007 - 48 p. - 9,80 €



Trois ados rencontrent un "Indien" qui vit en autarcie sur sa ferme. Chassés par l'écolo radical, ils reviennent après que celui-ci, renversé par une voiture, se retrouve à l'hôpital. Ils rencontrent alors Geronimo, le neveu de l'Indien, qui a toujours vécu isolé sur la ferme avec un poste de radio comme lien avec le reste du monde. Les jeunes vont peu à peu lui fait goûter les délices de la société de consommation... L'histoire annoncée en trois tomes met en opposition une surconsommation des jeunes d'une part et un discours écolo irréaliste d'autre part. Après *Rural* et *Chutes de vélo*, Etienne Davodeau poursuit ici avec Joub ses interrogations sur la nécessaire prise en compte de la réalité écologiste, en s'attardant ici sur les comportements extrémistes. Il faudra attendre la suite pour voir quelles conclusions les auteurs en tirent. FV.

La bande à Ed

Jak et Geg
Ed. Grrr...art (78660 Allainville-aux-Bois)
2007 - 48 p. - 10 €



Connaissez-vous des bandes dessinées dont le héros est un handicapé ? C'est après une interrogation de ce genre par des enfants handicapés que les auteurs en sont venus à concevoir cette BD. Ed est un ado en chaise roulante, et dans sa bande on trouve un malvoyant, un nain et un obèse... En gag d'une page, des situations drôles mises en images à partir de récits collectés auprès d'handicapés. Le niveau d'humour est irrégulier, mais globalement on rit bien ou jaune en dévorant les aventures du jeune Ed et ses débrouilles. Publié dans une maison d'édition indépendante, un éloge de la différence. A suivre... FV.

le livre du mois

L'école et la peste publicitaire

Nico Hirtt et Bernard Legros
Ed. Aden (Bruxelles)
2007 - 137p. - 9 €



En lisant ce petit livre, on découvre comment les multinationales déploient des trésors d'imagination pour tenter de pénétrer dans ce lieu jusqu'ici relativement épargné par l'invasion publicitaire : l'école. Les enfants sont prescripteurs d'une part importante des achats de la famille, et constituent dans l'enceinte de l'école un "marché captif", ce qui fait de l'école une cible stratégique pour les mercenaires du capitalisme. Les auteurs détaillent par le menu les assauts des publicitaires, plus cyniques et malhonnêtes les uns que les autres, pour pénétrer par la fenêtre là où la loi leur ferme la porte. Ils font au passage une analyse précise du fonctionnement du système publicitaire, et finissent par élargir le champ de la réflexion : cette invasion publicitaire à l'école participe d'un mouvement plus vaste de mainmise de l'économie de marché sur le système éducatif, de privatisation de l'enseignement public. "Ainsi, petit à petit, l'école est devenue une machine à produire de la compétence professionnelle au service de l'économie, sous couvert de produire de l'employabilité au service des individus". Le livre se termine par un défrichement des pistes qui permettent aux enseignants, éducateurs, parents et toute personne qui se sent concernée, d'agir individuellement ou collectivement, en France et en Belgique, pour contrer cette "peste" publicitaire. On appréciera la clarté des analyses et des informations contenues dans ce livre. Le lecteur sera prévenu : le loup est dans la bergerie. GG.

beaux livres

Globe painter

Julien "Seth" Malland
Ed. Alternatives
2007 - 152 p. - 27 €

Un tour du monde en trois continents (Amérique du Sud, Australie et Asie) pour un parisien graffiste. Julien Malland, plus connu sous le nom de « Seth » dans le milieu du graff urbain, part à la rencontre de ses homologues inconnus avec qui il va partager des instants de création collective et spontanée, équipés de leurs bombes de peinture. C'est sous l'œil de la revendication urbaine que Seth nous convie à son tour du monde. Des favelas de Rio à la méga citée de Tokyo ce sont des cultures d'expression populaire que nous livre l'artiste. Des graff anti-Bush en Amérique du Sud à la fresque décorative, c'est une symphonie de couleurs dans de bien tristes milieux urbains. Telle une réappropriation de l'espace urbain, pour plus de vie, comme une lueur d'espoir.

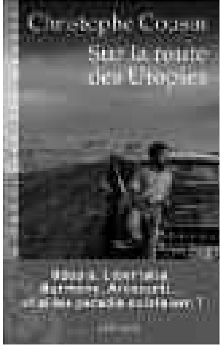


La place reste à l'image tout au long de ce récit de voyage où les quelques articles accompagnent intelligemment les photos, les croquis, les portraits, etc.
À découvrir pour les amateurs qui apprécient l'art du graff en milieu urbain. J.P.

livres

Sur la route des utopies

Christophe Cousin
Ed. Arthaud
2007 - 286 p. - 20 €



L'idéal utopique a de tout temps attiré les humains. Que reste-t-il aujourd'hui de cet espoir d'un monde meilleur. L'auteur a pris la route pour aller visiter d'anciennes et de récentes réalisations qui se présentent comme utopiques. Cela commence à Madagascar avec *Libertalia* une cité créée par des pirates aujourd'hui devenue une ville comme les autres, puis *Uzupis*, un quartier branché de Vilnius (Lituanie), *Auroville* en Inde, *Christiania* à Copenhague, puis différents lieux aux Etats-Unis du très écolo *Twin oaks* au projet architectural d'*Arcosanti* en passant par le projet de ville de Walt Dysney ou autres expériences religieuses. La force du livre est dans le récit du voyage, plus que dans le débat idéologique du bien-fondé de ces réalisations. L'auteur se limite à ses ressentis, ses rencontres, sans tellement prendre le temps d'analyser ce qu'il visite, d'où un côté désenchanté qui ressort au travers de ses digressions sur sa condition de voyageur solidaire. On reste sur sa faim. MB.

musique

Débat de boue

Imbert Imbert
L'Autre Distribution
2007 - 10 titres - 36'07



Après avoir joué dans plusieurs formations, Imbert Imbert sort son premier album solo, où la nostalgie semble tisser sa toile. Amours perdus *Faut que j'l'oublie*, mal de vivre *Un goût de crasse*, vision d'une tendresse qui peut être maladroite *Là là là*, font partie de ses complaintes. Mais il se révèle aussi un insurgé de l'amour, un révolté de la vie *Malgré moi*, un tendre et talentueux conteur *La mouche*, même si ces textes sont toujours sur le fil, fragiles. Les propos sont crus, spontanés, charnels. Il se joue parfois des mots et des rimes, notamment dans *Débat de boue* pour décrire une atmosphère grinçante et discordante.
Sa contrebasse omniprésente, avec laquelle il fait corps, participe pleinement à cette ambiance douce-amère, truculente. Entre émotion et tourment Imbert Imbert trace une voie qu'il est agréable de suivre. MJ.

La vie rêvée d'un clown

Nicolas Pallot
2007 - 13 titres



Pallot est rigolo. Ça se voit sur la pochette, ça s'entend dans le disque. Il le proclame haut et fort dès le début du cd, *Pallot fayot*. C'est avec humour et causticité qu'il décortique des petites tranches de vie, dont *Chienne de con*. Il se fait plaisir en racontant la dure existence du gars qui a des problèmes dans sa vie ! *Les tracas quotidiens*, ou les concessions que chacun fait dans la relation en couple *Une seule idée pour 2 cerveaux*. De même il s'offre un petit tour de nostalgie dans son enfance insouciante *La vie rêvée d'un clown*. Il évoque aussi la triste réalité d'une vie de misère *Ivrogne*. On goûtera cependant un peu moins ses histoires de cul un peu limites *La complainte du cocu en hiver* ou *La saint valentin*.
La musique est plutôt populaire essentiellement autour de l'accordéon et de la guitare.
On attendait un peu plus d'engagement, évoqué quand même dans *Bellisa*, chez cet empêcheur de tourner en rond. Heureusement, l'humour et la chaleur humaine font parties intégrantes de cet opus. MJ.

Devant nos portes

Les frères Maax
14, rue des Ayrals 34220 Riols
2007 - 12 titres - 48'28

Dans la tradition des troubadours, les frères Maax nous entraînent sur les chemins de la passion et de la révolte. Ces conteurs réfractaires s'en prennent à l'argent-roi, aux riches, aux gouvernants qu'ils exècrent, préférant chanter la complainte des laissés pour compte *La valse des inhumains*. Ils mettent en garde contre la bêtise humaine *Petit oiseau*. Ils invitent à l'amitié, au partage, à prendre le temps de vivre au coin d'un feu de bois, au rêve, à l'amour, à refaire le monde, *Au B.A.R.* Alors, même si tout est éphémère, notamment la célébrité, *Devant nos portes*, si la fin est inéluctable *Aller sans retour*, ils choisissent de résister dès à présent en mettant entre autres, la musique dans la rue *Chante troubadour*. Et derrière le poète, *Tous les humains le cœur en fête*, chanteront et joueront pour un monde plus tolérant et plus festif *Quand il r'viendra le jardinier*. La voix chaude, pleine d'émotion de Max donne le ton et le rythme à ces chansons. Sur des valses, du jazz ou des airs plus posés, où prédominent l'accordéon et le clavier, la musique est intemporelle, simple, spontanée.
Un bon héritage de la chanson française engagée, à l'image de leurs illustres aînés, ouverte sur la vie, solide comme le terroir, celle qui fait chaud au cœur. MJ.

la citoyenneté, rien ou presque ! Tout au plus parle-t-on des problèmes de voisinages dans un lotissement. La citoyenneté étant l'intervention dans la cité, ici rien sur des politiques municipales ou plus large encore.

■ **Le maître qui apprenait aux enfants à grandir,** *Jean Le Gal, éd. Libertaires (17190 Saint-Georges-d'Oléron), 2007, 310 p. 15 €.* Ce livre autobiographique préfacé par Michel Onfray, raconte l'histoire d'un jeune enseignant qui va faire carrière au sein de la pédagogie Freinet, découvrant qu'il est possible d'éviter le bourrage de crâne, l'obéissance et de préférer la coopération et l'autogestion. Son parcours montre qu'une autre école est possible.

■ **L'humanité disparaîtra, bon débarras,** *Yves Paccalet, éd. J'ai lu, 2007, 190 p. 4,80 €.* Reprise en poche d'un pamphlet paru en 2006, d'un proche du Commandant Cousteau qui en a fait grincer des dents plus d'un du fait de sa misanthropie, d'une présentation d'Hitler comme représentant suprême de notre logique humaine, de treize façons dont l'humanité peut disparaître… Bref, plus pessimiste, justement tu meurs.

■ **Le République du mépris,** *Pierre Tevanian, éd. La Découverte, 2007, 120 p. 10 €.* Auteur de plusieurs ouvrages sur "la lepénisation des esprits", l'auteur, philosophe, poursuit ici ses analyses sur la montée du racisme dans la population, sous le patronage de Sarkozy, notamment comment le féminisme, la laïcité, la mémoire… conduisent par perversion à rejeter le jeune beur de culture musulmane.

■ **La foire aux ânes ou de l'abolition du salariat,** *Gaston Britel, éd. Le Coquelicot (BP 74078, 31029 Toulouse cedex 4), 2007, 49 p.x2, 8 €.* Réédition en français et en occitan de réflexions sur le salariat comme source d'inégalité, datant des années 1930 à 1950, l'auteur français ayant participé à l'épopée anarchiste en Espagne. Critique de la monnaie fondante mise en place à l'époque (comme dans certains Sel aujourd'hui) comme nouvelle forme d'exploitation.

■ **Régions polaires, quels enjeux,** *Yves Frenot, éd. Le Pommier, 2007, 128 p. 6,50 €.* Les régions polaires modèrent les fluctuations climatiques. Leur évolution est donc au centre du débat sur le réchauffement climatique. L'auteur, climatologue, montre ici les liens entre ce qui se passe dans ces régions, le climat, la couche d'ozone, la biodiversité… Bref l'avenir de la planète.

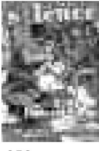
■ **Le fée électricité, fée ou sorcière, pourquoi et comment éliminer la pollution électrique chez soi,** *Annie Lobé, Santé publique éditions (94260 Fresnes), 2007, 332 p. 20 €.* Dans un style facile d'accès, l'auteure présente de très nombreuses données sur tous les appareils électriques présents dans la maison, et multiplie les avertissements sur les dangers qu'ils présentent, compilant un très grand nombre d'études scientifiques pas toujours connues du public. Elle élargit le débat : si on peut bien sûr se protéger au maximum des appareils… on peut aussi s'interroger sur leur réelle utilité.

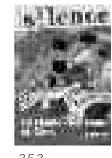
■ **Si ! ça se peut,** *Sylvie Renault, BP 31, 26150 Die, 2007, 390 p. 25 €.* Cela commence comme un journal intime pendant de très longs chapitres, avant de cerner les problèmes de santé de l'auteure et comment elle se trouve contaminée par le mercure présent dans les amalgames dentaires. S'ensuit une analyse des moyens de se soigner et la nouvelle vie qu'elle mène depuis, avec également une dénonciation de la vaccination. Bavard.

■ **Slogans pour les prochaines révolutions**, *Denis Langlois, éd. Seuil, 2008, 128p. 10 €.* Recueil de slogans de Mai 68, période bénie pour l'auteur… et de slogans plus contemporains.

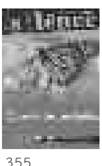
■ **Les pieds sur terre, les aventures de Timéo dans un monde qui marche sur la tête,** *Karine Sabatier, Loïc Hamon, éd. Elka, 2008, 14,50 €.* Après une première édition qui a connu un grand [illegible]


351


352


353


354


355


356

Commander un ancien numéro

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France (4 € l'exemplaire, 4,60 € à partir du n° 352). Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

Numéros régionaux

☐ **272-273 Rhône**

☐ **285-286 Isère**

☐ **318-319 Drôme et Ardèche**

☐ **325-326 Nord-Pas-de-Calais**

☐ **331 Ariège et Hautes-Pyrénées**

☐ **337 Paris**

☐ **342 Var et Alpes-Maritimes**

☐ **348 Centre**

☐ **353 Haute-Garonne et Gers**

Autres numéros

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires.

☐ **320 Ecologie et alternatives**
Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie.

☐ **324 Voyages au pays de chez soi**
La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible.

☐ **327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire.

☐ **330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance.

☐ **334 Terre, terroir,territoire**
Tchernobyl. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique.

☐ **335 Résistances à la Françafrique**
Capitalisme : sauver la gratuité ? Biocarburant. Grenoble : nanotechnologies non merci !

☐ **338 Technologies contre autonomie**
Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox.

☐ **339 Handicap et alternatives**
Seveso. L'action non-violente ça s'apprend ! Déboulonneurs, Massage café, Alternative Santé.

☐ **340 Pour des innovations frugales**
Inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Le café du soleil. OK Chorale.

☐ **341 Décroissance et santé**
Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable.

☐ **343 Changeons la recherche !**
Politique : Paul Ariès, révolution et décroissance. Paix : Parole et démocratie participative.

☐ **344 Maghreb à quand l'indépendance ?**
Belgique : Chasse aux bombes. Chauffe-eau solaire. Association d'éducation populaire. Jean Van Lierde.

☐ **345 Les nouveaux horizons paysans**
Politique : La déliquescence. Energie 21. Après la fin du pétrole.

☐ **346 Quelles relations Sud-nord ?**
OGM: procès des faucheurs volontaires. Paix : guerre et nouvelles technologies. Décroissance : dissidence de la broussaille.

☐ **347 Libertés : le combat continue**
Biocarburants : impossible à grande échelle. Irradiation des aliments : combien de fraudes ? Munich : la bio protège l'eau.

☐ **349 Quand l'écologie fait la foire**
Japon : le réacteur ne résiste pas au séisme. Education : Célestin et l'école moderne.

☐ **350 Décroissance côté femmes**
Famine : manger ou conduire, il faut choisir. Contrôle : passe Navigo et vie privée. Politique : des voies pour une régénération.

☐ **351 : 25 ans de silence**
Voyageurs des possibles. Ecologie politique en questions. Fausses solutions. Excès de vitesse.

☐ **352 Sortir de l'industrialisme**
Inspections citoyennes : Un festival "missile mi-raisin". Grenelle : Des promesses pour plus tard... ou pour jamais.

☐ **354 Municipales : être maire autrement**
Alternatives : une autre Villa est possible. Décroissance : Colporteurs de santé. Islande : les géants de l'aluminium. Lobby nucléaire et politique.

☐ **355 Sortir des pesticides**
Sans papiers : pour la liberté de vivre. OGM : rien n'est encore joué ! Transports : une énergie écologique sur quatre pattes. Alternatives à S!lence : des lecteurs en action.

☐ **356 Comment les armées détruisent la planète**
Inde du sud : voyage en biodynamie. Décroissance : cultivons le désir de créer. Energies : marche pour un futur sans nucléaire. Alternatives : un bar autogéré : de l'Autre CôTé du PonT.

☐ **Devenons des médias alternatifs**, éditions du *P'tit gavroche*. 2006, 370 p, 10 € (+ 3 € frais de port)

je règle un total de :

NOM

Prénom

Adresse

Code postal

Commune

s'abonner à s!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	92 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	28 €

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	100 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	35 €

France : règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04
CCP 550-39-Y Lyon
Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON

Belgique : règlement à Brabant-Ecologie, 33 route de Renipont B - 1380 Ohain
tél : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Suisse : règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Courriers : 9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04 **Abonnements :** 04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h ou le 04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h **Rédaction :** 04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h **Stands, dépositaires :** 04 78 39 55 33 mardi 10h-12h et 14h-17h Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. *Textes* : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. *Illustrations* : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs. **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 **N°ISSN** 0756-2640 **Date de parution :** 2e trimestre 2008 **Tirage :** 6800 ex **Editeur :** Association Silence, permanence : lundi 10h-12h et 14h-17h tél : 04 78 39 55 33
Administrateurs : Esteban Montoya, Mimmo Pucciarelli **Directeur de publication :** Mimmo Pucciarelli **Secrétaires de rédaction :** Michel Bernard et Michel Jarru **Gestion et abonnements :** Michel Jarru **Maquette :** Patrice Farine **Stands, lieux de dépôts :** Dorothée Fessler **Rédaction :** Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Esteban Montoya, Mimmo Pucciarelli **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Adeline Charvet,Christian David, Sophie Dodelin, Marion Gillier-Rebaud, Anne Girard, Pierre-Marie Jacquier, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Kotopo, Jean-Pierre Lepri, Xavier Lhermitte, Pierre Luccarelli, Eveline Mana, Pascal Martin, Baptiste Mylondo, Marie-Pierre Najman, Patrice Néel, Fabrice Niccolino, Jocelyn Peyret, Vincent Peyret, Aurélie Prampart, Xavier Seredine, Francis Vergier **Dessinateurs :** Lasserpe **Correcteurs :** Emmanuelle Pingault, Sara Martinez, Sylvie Michel, Raymond Vignal,Françoise Weité **Photographes** : Amnesty International, Francis Blaise, Marie Clem's, Greenpeace, Bruno Guillemin, Madeleine Nutchey, Senne Van der Ven, J.Star, Raymond Vignal, Pierre-Emmanuel Weck, **Et pour ce n° :** Myriam Cognard, Bertille Darragon, Marguerite Descamps, Christophe Goby, Vincent Martin, Yann Marty, Jean-Marie Muller, Paulette Mazoyer, Mireille Oria, Reine Rosset, Jean Tonnerre, Myriam Travostino, Bernard Valette **Couverture :** Francis Blaise

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol Tél : 04 75 85 51 00

"Jours de fête" - Quartier des Grottes, 2006



Genève Droits de cité

Photos et textes extraits du livre "Genève Droits de cité"
Textes de Fabienne Gautier - photos de Stéphane Pecorini
Préface de Jean Ziegler - postface de Franz Treichler
Ed. Lost artist (CP 5054, CH-1211 Genève 11) - 2007 - 240 p. - 30 €
Pour commander ce livre : www.ork.ch

Pour le présent ouvrage, Stéphane Pecorini a opéré une sélection rigoureuse parmi ses archives. Les photographies qu'il a choisies ont toutes comme cadre la ville où il vit : Genève. Elles mettent en lumière de manière singulière les contrastes et les contradictions de cette cité à la fois cosmopolite et provinciale, où se côtoient indifféremment banquiers et squatters, fonctionnaires internationaux et migrants sans statut légal. Au-delà des clichés de la Genève touristique, derrière les vitrines de luxe des horlogers et l'arrogance affichée par les plus prospères de ses habitants, on sent affleurer l'âme de la ville. Le photographe est allé la débusquer dans des endroits où la vie palpite: les rues des quartiers populaires, les lieux de culture alternative, tels que les squats ou l' "Ilôt 13", les fêtes et les manifestations. Bref, partout où des femmes et des hommes expriment autre chose que le conformisme d'une société pour laquelle les seuls horizons semblent devoir se réduire au travail et à la consommation.

"Jours de fête" - Quartier des Grottes, 2006

"La fête à Théo" - rue Lissignol, 2001





Cropettes en campagne, 2003. Cet évènement qui a pour objectif de renouer les liens entre citadins et ruraux se déroule dans le Parc des Cropettes, à deux pas de la Gare, en plein centre ville.